Le Secrétaire général nommera le secrétaire et les fonctionnaires du Comité central, sur la désignation dudit Comité et sous réserve de l'approbation du Conseil.

ARTICLE 21.

Les Parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année, avant le 31 décembre, au Comité central permanent prévu à l'article 19, les évaluations des quantités de chacune des substances visées par la Convention à importer sur leurs territoires, en vue de leur consommation intérieure au cours de l'année suivante pour des fins médicales, scientifiques et autres.

Ces chiffres ne doivent pas être considérés comme ayant, pour le gouvernement intéressé, un caractère obligatoire, mais seront donnés au Comité central à titre d'indication pour l'exercice de son mandat.

Dans le cas où des circonstances obligeraient un pays à modifier, au cours de l'année, ses évaluations, ce pays communiquera au Comité central les chiffres revisés.

The Secretary-General shall appoint the secretary and staff of the Board on the nomination of the Board and subject to the approval of the Council.

ARTICLE 21.

The Contracting Parties agree to send in annually before December 31st, to the Permanent Central Board set up under Article 19, estimates of the quantities of each of the substances covered by the Convention to be imported into their territory for internal consumption during the following year for medical, scientific and other purposes.

These estimates are not to be regarded as binding on the Government concerned, but will be for the purpose of serving as a guide to the Central Board in the discharge of its duties.

Should circumstances make it necessary for any country, in the course of the year, to modify its estimates, the country in question shall communicate the revised figures to the Central Board.

ARTICLE 22.

1. Les Parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année au Comité central, trois mois (dans les cas prévus au paragraphe *c*): cinq mois) au plus tard après la fin de l'année, et de la manière qui sera indiquée par le Comité, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente:

a) De la production d'opium brut et de feuilles de coca;

b) De la fabrication des substances visées au chapitre III, article 4 *b*) *c*) *g*), de la présente Convention et des matières premières employées pour cette fabrication. La quantité de ces substances, employée à la fabrication d'autres dérivés non visés par la Convention, sera déclarée séparément;

c) Des stocks de substances visées par les chapitres II et III de la présente Convention, détenus par les négociants en gros ou par l'Etat, en vue de la consommation dans le pays, pour des besoins autres que les besoins de l'Etat;

ARTICLE 22.

1. The Contracting Parties agree to send annually to the Central Board, in a manner to be indicated by the Board, within three (in the case of paragraph (*c*), five) months after the end of the year, as complete and accurate statistics as possible relative to the preceding year, showing:

(*a*) Production of raw opium and coca leaves;

(*b*) Manufacture of the substances covered by Chapter III, Article 4 (*b*) (*c*) and (*g*) of the present Convention and the raw material used for such manufacture. The amount of such substances used for the manufacture of other derivatives not covered by the Convention shall be separately stated;

(*c*) Stocks of the substances covered by Chapters II and III of the present Convention in the hands of wholesalers or held by the Government for consumption in the country for other than Government purposes;

d) De la consommation, en dehors des besoins de l'Etat, des substances visées aux chapitres II et III de la présente Convention ;

e) Des quantités des substances visées par la présente Convention qui auront été confisquées à la suite d'importations et d'exportations illicites ; ces statistiques indiqueront la manière dont on aura disposé des substances confisquées, ainsi que tous autres renseignements utiles relatifs à la confiscation et à l'emploi fait des substances confisquées.

Les statistiques visées *sub litteris a, b, c, d, e,* seront communiquées par le Comité central aux Parties contractantes.

2. Les Parties contractantes conviennent d'envoyer au Comité central, de la manière qui sera prescrite par celui-ci, dans les quatre semaines qui suivront la fin de chaque période de trois mois, et pour chacune des substances visées par la présente Convention, les statistiques de leurs importations et de leurs exportations, en provenance et à destination de chaque pays au cours des trois mois précédents. Ces statistiques seront,

(*d*) Consumption, other than for Government purposes, of the substances covered by Chapters II and III of the present Convention ;

(*e*) Amounts of each of the substances covered by the present Convention which have been confiscated on account of illicit import or export ; the manner in which the confiscated substances have been disposed of shall be stated, together with such other information as may be useful in regard to such confiscation and disposal.

The statistics referred to in paragraphs (*a*) to (*e*) above shall be communicated by the Central Board to the Contracting Parties.

2. The Contracting Parties agree to forward to the Central Board, in a manner to be prescribed by the Board, within four weeks after the end of each period of three months, the statistics of their imports from and exports to each country of each of the substances covered by the present Convention during the preceding three months. These statistics will, in such cases as may be prescribed by the Board, be sent by telegram, except when

dans les cas qui pourront être déterminés par le Comité, envoyées par télégramme, sauf si les quantités descendent au-dessous d'un minimum qui sera fixé pour chaque substance par le Comité central.

3. En fournissant les statistiques, conformément au présent article, les gouvernements indiqueront séparément les quantités importées ou achetées en vue des besoins de l'Etat, afin qu'il soit possible de déterminer les quantités requises dans le pays pour les besoins généraux de la médecine et de la science. Le Comité central n'aura aucun pouvoir de poser des questions ou d'exprimer une opinion quelconque quant aux quantités importées ou achetées en vue des besoins de l'Etat ou quant à l'usage qui en sera fait.

4. Au sens du présent article, les substances détenues, importées ou achetées par l'Etat en vue d'une vente éventuelle, ne sont pas considérées comme véritablement détenues, importées ou achetées pour les besoins de l'Etat.

ARTICLE 23.

Afin de compléter les renseignements fournis

the quantities fall below a minimum amount which shall be fixed in the case of each substance by the Board.

3. In furnishing the statistics in pursuance of this Article, the Governments shall state separately the amounts imported or purchased for Government purposes, in order to enable the amounts required in the country for general medical and scientific purposes to be ascertained. It shall not be within the competence of the Central Board to question or to express any opinion on the amounts imported or purchased for Government purposes or the use thereof.

4. For the purposes of this Article, substances which are held, imported, or purchased by the Government for eventual sale are not regarded as held, imported or purchased for Government purposes.

ARTICLE 23.

In order to complete the information of the

au Comité central au sujet de l'affectation définitive donnée à la quantité totale d'opium existant dans le monde entier, les gouvernements des pays où l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé fourniront chaque année au Comité, de la manière qui sera prescrite par celui-ci, outre les statistiques prévues à l'article 22, trois mois au plus après la fin de l'année, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente :

1) De la fabrication d'opium préparé et des matières premières employées à cette fabrication ;

2) De la consommation d'opium préparé.

Il est entendu que le Comité n'aura aucun pouvoir de poser des questions ou d'exprimer une opinion quelconque au sujet de ces statistiques et que les dispositions de l'article 24 ne seront pas applicables en ce qui touche aux questions visées par le présent article, sauf si le Comité vient à constater l'existence, dans une mesure appréciable, de transactions internationales illicites.

Board as to the disposal of the world's supply of raw opium, the Governments of the countries where the use of prepared opium is temporarily authorised shall, in a manner to be prescribed by the Board, in addition to the statistics provided for in Article 22, forward annually to the Board, within three months after the end of the year, as complete and accurate statistics as possible relative to the preceding year showing :

(1) The manufacture of prepared opium, and the raw material used for such manufacture ;

(2) The consumption of prepared opium.

It is understood that it shall not be within the competence of the Board to question or to express any opinion upon these statistics, and that the provisions of Article 24 are not applicable to the matters dealt with in this Article, except in cases where the Board may find that illicit international transactions are taking place on an appreciable scale.

ARTICLE 24.

1. Le Comité central surveillera d'une façon constante le mouvement du marché international. Si les renseignements dont il dispose le portent à conclure qu'un pays donné accumule des quantités exagérées d'une substance visée par la présente Convention et risque ainsi de devenir un centre de trafic illicite, il aura le droit de demander des explications au pays en question par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations.

2. S'il n'est fourni aucune explication dans un délai raisonnable, ou si les explications données ne sont pas satisfaisantes, le Comité central aura le droit d'attirer, sur ce point, l'attention des gouvernements de toutes les Parties contractantes ainsi que celle du Conseil de la Société des Nations, et de recommander qu'aucune nouvelle exportation des substances auxquelles s'applique la présente Convention, ou de l'une quelconque d'entre elles, ne soit effectuée, à destination du pays en question, jusqu'à ce que le Comité ait signalé qu'il a obtenu tous les apaisements quant à la situation dans ce

ARTICLE 24.

1. The Central Board shall continuously watch the course of the international trade. If the information at its disposal leads the Board to conclude that excessive quantities of any substance covered by the present Convention are accumulating in any country, or that there is a danger of that country becoming a centre of the illicit traffic, the Board shall have the right to ask, through the Secretary-General of the League, for explanations from the country in question.

2. If no explanation is given within a reasonable time or the explanation is unsatisfactory, the Central Board shall have the right to call the attention of the Governments of all the Contracting Parties and of the Council of the League of Nations to the matter, and to recommend that no further exports of the substances covered by the present Convention or any of them shall be made to the country concerned until the Board reports that it is satisfied as to the situation in that country in regard to the said substances. The Board shall at the same

pays en ce qui concerne lesdites substances. Le Comité central notifiera en même temps au gouvernement du pays intéressé la recommandation qu'il a faite.

3. Le pays intéressé pourra porter la question devant le Conseil de la Société des Nations.

4. Tout gouvernement d'un pays exportateur qui ne sera pas disposé à agir selon la recommandation du Comité central pourra également porter la question devant le Conseil de la Société des Nations.

S'il ne croit pas devoir le faire, il informera immédiatement le Comité central qu'il n'est pas disposé à se conformer à la recommandation du Conseil, en donnant, si possible, ses raisons.

5. Le Comité central aura le droit de publier un rapport sur la question et de le communiquer au Conseil, qui le transmettra aux gouvernements des Parties contractantes.

6. Si, dans un cas quelconque, la décision du Comité central n'est pas prise à l'unanimité, les avis de la minorité devront également être exposés.

time notify the Government of the country concerned of the recommendation made by it.

3. The country concerned shall be entitled to bring the matter before the Council of the League.

4. The Government of any exporting country which is not prepared to act on the recommendation of the Central Board shall also be entitled to bring the matter before the Council of the League.

If it does not do so, it shall immediately inform the Board that it is not prepared to act on the recommendation, explaining, if possible, why it is not prepared to do so.

5. The Central Board shall have the right to publish a report on the matter and communicate it to the Council, which shall thereupon forward it to the Governments of all the Contracting Parties.

6. If in any case the decision of the Central Board is not unanimous, the views of the minority shall also be stated.

7. Tout pays sera invité à se faire représenter aux séances du Comité central au cours desquelles est examinée une question l'intéressant directement.

Article 25.

Toutes les Parties contractantes auront le droit, à titre amical, d'appeler l'attention du Comité sur toute question qui leur paraîtra nécessiter un examen. Toutefois, le présent article ne pourra être interprété comme étendant les pouvoirs du Comité.

Article 26.

En ce qui concerne les pays qui ne sont pas parties à la présente Convention, le Comité central pourra prendre les mesures spécifiées à l'article 24 dans le cas où les renseignements dont il dispose le portent à conclure qu'un pays donné risque de devenir un centre de trafic illicite; dans ce cas, le Comité prendra les mesures indiquées dans l'article en question en ce qui concerne la notification au pays intéressé.

7. Any country shall be invited to be represented at a meeting of the Central Board at which a question directly interesting it is considered.

Article 25.

It shall be the friendly right of any of the Contracting Parties to draw the attention of the Board to any matter which appears to it to require investigation, provided that this Article shall not be construed as in any way extending the powers of the Board.

Article 26.

In the case of a country which is not a party to the present Convention, the Central Board may take the same measures as are specified in Article 24, if the information at the disposal of the Board leads it to conclude that there is a danger of the country becoming a centre of the illicit traffic; in that case the Board shall take the action indicated in the said Article as regards notification to the country concerned.

Les alinéas 3, 4 et 7 de l'article 24 s'appliqueront dans ce cas.

ARTICLE 27.

Le Comité central présentera chaque année au Conseil de la Société des Nations un rapport sur ses travaux. Ce rapport sera publié et communiqué à toutes les Parties contractantes.

Le Comité central prendra toutes les mesures nécessaires pour que les évaluations, statistiques, renseignements et explications dont il dispose, conformément aux articles 21, 22, 23, 24, 25 ou 26 de la présente Convention, ne soient pas rendus publics d'une manière qui pourrait faciliter les opérations des spéculateurs ou porter atteinte au commerce légitime de l'une quelconque des Parties contractantes.

CHAPITRE VII.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 28.

Chacune des Parties contractantes s'engage à

Paragraphs 3, 4 and 7 of Article 24 shall apply in any such case.

ARTICLE 27.

The Central Board shall present an annual report on its work to the Council of the League. This report shall be published and communicated to all the Contracting Parties.

The Central Board shall take all necessary measures to ensure that the estimates, statistics, information and explanations which it receives under Articles 21, 22, 23, 24, 25 or 26 of the present Convention shall not be made public in such a manner as to facilitate the operations of speculators or injure the legitimate commerce of any Contracting Party.

CHAPTER VII.—GENERAL PROVISIONS.

ARTICLE 28.

Each of the Contracting Parties agrees that

rendre passibles de sanctions pénales adéquates, y compris, le cas échéant, la confiscation des substances, objet du délit, les infractions aux lois et règlements relatifs à l'application des dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 29.

Les Parties contractantes examineront dans l'esprit le plus favorable la possibilité de prendre des mesures législatives pour punir des actes commis dans le ressort de leur juridiction en vue d'aider ou d'assister à la perpétration, en tout lieu situé hors de leur juridiction, d'un acte constituant une infraction aux lois en vigueur en ce lieu et ayant trait aux objets visés par la présente Convention.

ARTICLE 30.

Les Parties contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société des Nations, si elles ne l'ont déjà fait, leurs lois et règlements concernant les matières visées par la présente Convention, de même que

breaches of its laws or regulations by which the provisions of the present Convention are enforced shall be punishable by adequate penalties, including in appropriate cases the confiscation of the substances concerned.

ARTICLE 29.

The Contracting Parties will examine in the most favourable spirit the possibility of taking legislative measures to render punishable acts committed within their jurisdiction for the purpose of procuring or assisting the commission in any place outside their jurisdiction of any act which constitutes an offence against the laws of that place relating to the matters dealt with in the present Convention.

ARTICLE 30.

The Contracting Parties shall communicate to one another, through the Secretary-General of the League of Nations their existing laws and regulations respecting the matters referred to in the present Convention, so far as this has

les lois et règlements qui seraient promulgués pour la mettre en vigueur.

ARTICLE 31.

La présente Convention remplace, entre les Parties contractantes, les dispositions des chapitres I, III et V de la Convention signée à La Haye le 23 janvier 1912. Ces dispositions resteront en vigueur entre les Parties contractantes et tout Etat partie à la Convention de La Haye, et qui ne serait pas partie à la présente Convention.

ARTICLE 32.

1. Afin de régler, autant que possible, à l'amiable les différends qui s'élèveraient entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, les Parties en litige pourront, préalablement à toute procédure judiciaire ou arbitrale, soumettre ces différends, pour avis consultatif, à

not already been done, as well as those promulgated in order to give effect to the said Convention.

ARTICLE 31.

The present Convention replaces, as between the Contracting Parties, the provisions of Chapters I, III, and V of the Convention signed at The Hague on January 23rd, 1912, which provisions remain in force as between the Contracting Parties and any States Parties to the said Convention which are not Parties to the present Convention.

ARTICLE 32.

1. In order as far as possible to settle in a friendly manner disputes arising between the Contracting Parties in regard to the interpretation or application of the present Convention which they have not been able to settle through diplomatic channels, the parties to such a dispute may, before resorting to any proceedings for judicial settlement or arbitration, submit the dispute for an

l'organisme technique que le Conseil de la Société des Nations désignerait à cet effet.

2. L'avis consultatif devra être formulé dans les six mois à compter du jour où l'organisme dont il s'agit aura été saisi du différend, à moins que, d'un commun accord, les Parties en litige ne décident de proroger ce délai. Cet organisme fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de son avis.

3. L'avis consultatif ne liera pas les Parties en litige, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles.

4. Les différends qui n'auraient pu être réglés ni directement, ni, le cas échéant, sur la base de l'avis de l'organisme technique susvisé, seront portés, à la demande d'une des Parties au litige, devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une convention existante ou en vertu d'un accord spécial à conclure, il ne soit procédé au règlement du différend par voie d'arbitrage ou de toute autre manière.

advisory opinion to such technical body as the Council of the League of Nations may appoint for this purpose.

2. The advisory opinion shall be given within six months commencing from one day on which the dispute has been submitted to the technical body, unless this period is prolonged by mutual agreement between the parties to the dispute. The technical body shall fix the period within which the parties are to decide whether they will accept the advisory opinion given by it.

3. The advisory opinion shall not be binding upon the parties to the dispute unless it is accepted by each of them.

4. Disputes which it has not been found possible to settle either directly or on the basis of the advice of the above-mentioned technical body shall, at the request of any one of the parties thereto, be brought before the Permanent Court of International Justice, unless a settlement is attained by way of arbitration or otherwise by application of some existing convention or in virtue of an arrangement specially concluded.

5. Le recours à la Cour de Justice sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour.

6. La décision prise par les Parties au litige de le soumettre, pour avis consultatif, à l'organisme technique désigné par le Conseil de la Société des Nations, ou de recourir à l'arbitrage, sera communiquée au Secrétaire général de la Société et, par ses soins, aux autres Parties contractantes, qui auront le droit d'intervenir dans la procédure.

7. Les Parties au litige devront porter devant la Cour permanente de Justice internationale tout point de droit international ou toute question d'interprétation de la présente Convention qui pourra surgir au cours de la procédure devant l'organisme technique ou le tribunal arbitral dont cet organisme ou ce tribunal estimerait, sur demande d'une des Parties, que la solution préalable par la Cour est indispensable pour le règlement du différend.

5. Proceedings shall be opened before the Permanent Court of International Justice in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Court.

6. A decision of the parties to a dispute to submit it for an advisory opinion to the technical body appointed by the Council of the League of Nations, or to resort to arbitration, shall be communicated to the Secretary-General of the League of Nations and by him to the other Contracting Parties, which shall have the right to intervene in the proceedings.

7. The parties to a dispute shall bring before the Permanent Court of International Justice any question of international law or question as to the interpretation of the present Convention arising during proceedings before the technical body or arbitral tribunal, decision of which by the Court is, on the demand of one of the parties, declared by the technical body or arbitral tribunal to be necessary for the settlement of the dispute.

ARTICLE 33.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 30 septembre 1925, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence où fut élaborée la présente Convention, de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

ARTICLE 34.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

ARTICLE 35.

A partir du 30 septembre 1925, tout Etat

ARTICLE 33.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear to-day's date and shall be open for signature until the 30th day of September, 1925, by any State represented at the Conference at which the present Convention was drawn up, by any Member of the League of Nations, and by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

ARTICLE 34.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to the Members of the League which are signatories of the Convention and to the other signatory States.

ARTICLE 35.

After the 30th day of September, 1925, the

représenté à la Conférence où fut élaborée la présente Convention et non signataire de celle-ci, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Soiété des Nations en aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Covention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, et qui sera déposé dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera immédiatement ce dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, et aux autres Etats signataires, ainsi qu'aux Etats adhérents.

ARTICLE 36.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par dix Puissances, y compris sept des Etats qui participeront à la nomination du Comité central, en conformité à l'article 19, dont au moins deux Etats membres

present Convention may be acceded to by any State represented at the Conference at which this Convention was drawn up and which has not signed the Convention, by any Member of the League of Nations, or by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Accession shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the League of Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to all the Members of the League of Nations signatories of the Convention and to the other signatory States.

ARTICLE 36.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified by ten Powers, including seven of the States by which the Central Board is to be appointed in pursuance of Article 19, of which at least two must be per-

permanents du Conseil de la Société des Nations. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la dernière des ratifications nécessaires. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Sécrétaire général enregistera la présente Convention le jour de son entrée en vigueur.

ARTICLE 37.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Parties contractantes et aux Membres de la Société, et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

manent Members of the Council of the League. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the last of the necessary ratifications. Thereafter, the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

In compliance with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the day of its coming into force.

ARTICLE 37.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Contracting Parties and the Members of the League at all times; it shall be published as often as possible, in accordance with the directions of the Council.

ARTICLE 38.

La présente Convention pourra être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne l'Etat dénonçant.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera à la connaissance de chacun des Membres de la Société des Nations signataires de la Convention ou y ayant adhéré, et des autres Etats qui sont signataires ou qui y ont adhéré, toute dénonciation reçue par lui.

ARTICLE 39.

Tout Etat participant à la présente Convention pourra déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment du dépôt de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble,

ARTICLE 38.

The present Convention may be denounced by an instrument in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall become effective one year after the date of the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary-General, and shall operate only in respect of the Contracting Party which makes it.

The Secretary-General of the League of Nations shall notify the receipt of any such denunciations to all Members of the League of Nations signatories of or adherents to the Convention and to the other signatory or adherent States.

ARTICLE 39.

Any State signing or acceding to the present Convention may declare, at the moment either of its signature, ratification or accession, that its acceptance of the present Convention does not include any or all of its colonies, overseas posses-

soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à sa souveraineté ou à son autorité, ou pour lequel il a accepté un mandat de la Société des Nations, et pourra, ultérieurement et conformément à l'article 35, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, exclus par une telle déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'outre-mer ; les dispositions de l'article 38 s'appliqueront à cette dénonciation.

sions, protectorates, or overseas territories under its sovereignty or authority, or in respect of which it has accepted a mandate on behalf of the League of Nations, and may subsequently accede, in conformity with the provisions of Article 35, on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory excluded by such declaration.

Denunciation may also be made separately in respect of any such colony, overseas possession, protectorate or territory, and the provisions of Article 38 shall apply to any such denunciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le dix-neuf février 1925, en une seule expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie certifiée conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence et à tout Membre de la Société des Nations.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Geneva, the nineteenth day of February, one thousand nine hundred and twenty-five, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations ; certified copies will be transmitted to all the States represented at the Conference and to all Members of the League of Nations.

ALBANIE — ALBANIA

B. Blinishti

ALLEMAGNE — GERMANY

H. von Eckardt

Sous la réserve annexée au procès-verbal de la séance plénière du 16 février 1925.

H. v. E.

Sous réserve de la suspension provisoire de l'application de l'article 13, alinéa 4 de la disposition correspondante de l'article 15 et de l'article 22, alinéa 2.

Etant donné les conditions spéciales dans lesquelles il se trouve, le Gouvernement fédéral se réserve la faculté de suspendre provisoirement et tant que ces circonstances continuent, l'application des dispositions précitées visant l'envoi d'une copie de l'autorisation d'exportation ou du certificat de déroutement au Gouvernement du pays importateur. Il continuera, cependant, à appliquer le régime des certificats d'importation et d'exportation adopté à la suite des recommandations de la Commission Consultative du trafic de l'opium et des autres drogues nuisibles. Pour les mêmes motifs, et également tant que lesdites circonstances spéciales subsistent, le Gouvernement fédéral se réserve la faculté de suspendre povisoirement l'application de la disposition visant l'envoi au Comité central de statistiques trimestrielles. Il continuera, cependant, à faire un rapport annuel.

AUTRICHE — AUSTRIA

Emerich Pflügl

BELGIQUE — BELGIUM

Fernand Peltzer

Dr Ferd. De Myttenaere

BRÉSIL — BRAZIL

Pedro Pernambuco f.

H. Gotuzzo.

EMPIRE BRITANNIQUE — BRITISH EMPIRE

Malcolm Delevingne

CANADA — CANADA

R. Dandurand

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE — COMMONWEALTH OF AUSTRALIA

M. L. Shepherd

UNION SUD-AFRICAINE — UNION OF SOUTH AFRICA

J. S. Smit

NOUVELLE-ZÉLANDE — NEW ZEALAND

J. ALLEN.

Under article 39 on behalf of New Zealand the Convention is accepted for the Mandated territory of Western Samoa.

J. A. 11 Sept. 1925

INDE — INDIA

R. SPERLING

ETAT LIBRE D'IRLANDE — IRISH FREE STATE

Michael MACWHITE

BULGARIE — BULGARIA

D. MIKOFF

CHILI — CHILE

Emilio BELLO-C.

CUBA — CUBA

Aristides DE AGÜERO Y BETHENCOURT

DENEMARK — DENMARK

A. OLDENBURG. (sauf ratification)

ESPAGNE — SPAIN

Emilio DE PALACIOS

FRANCE — FRANCE

G. BOURGOIS A. KIRCHER

Le Gouvernement français est obligé de faire toutes ses réserves en ce qui concerne les Colonies, Protectorats et Pays sous mandat, dépendant de son autorité, sur la possibilité de produire régulièrement dans le délai strictement imparti, des statistiques trimestrielles prévues à l'alinéa 2 de l'article 22. G. B. A. K.

GRÈCE — GREECE

Ad referendum

Vassili DENDRAMIS

HONGRIE — HUNGARY

Dr. BARANYAI Zoltán

JAPON — JAPAN

S. KAKU. Y. SUGIMURA.

LETTONIE — LATVIA

W. G. SALNAIS.

LUXEMBOURG LUXEMBURG

Ch. G. Vermaire

NICARAGUA NICARAGUA

A. Sottile

PAYS-BAS THE NETHERLANDS

v. Wettum. J. B. M. Coebergh.

A. D. A. de Kat Angelino

PERSE PERSIA

Ad referendum et sous réserve de la satisfaction qui sera donnée par la Société des Nations à la demande de la Perse exposée dans son mémorandum. O. D. C. 24.

Prince Arfa-od-Dovleh Mirza Riza Khan

POLOGNE POLAND

Chodźko

PORTUGAL PORTUGAL

A. M. Bartholomeu Ferreira

R. J. Rodrigues

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

M. Jovanovitch

SIAM SIAM

Damras

SOUDAN SUDAN

Wasey Sterry

SUISSE SWITZERLAND

Paul Dinichert

en se référant à la déclaration formulée par la Délégation suisse à la 36ème séance plénière de la Conférence concernant l'envoi des statistiques trimestrielles prévues à l'article 22, chiffre 2.

TCHÉCOSLOVAQUIE CZECHOSLOVAKIA

Ferdinand Veverka

URUGUAY URUGUAY

E. E. Buero

ANNEXE.

MODÈLE DE CERTIFICAT D'IMPORTATION

CONVENTION INTERNATIONALE DE L'OPIUM

N° *Certificat officiel d'importation.*

Nous certifions par la présente que le Ministère du ..... chargé de l'application de la loi sur les stupéfiants visés par la Convention internationale de l'opium a approuvé l'importation par:

a) Nom, Adresse et profession de l'importateur. *a*) .....

b) Description exacte du stupéfiant et quantité destinée à l'importation. de *b*) .....

c) Nom et adresse de la maison du pays exportateur qui fournit le stupéfiant. en provenance de *c*) .....

d) Indiquer toutes les conditions spéciales à observer; mentionner, par exemple, que le stupéfiant ne doit pas être expédié par la poste. sous réserve des conditions suivantes *d*) .....

et déclarons que l'envoi destiné à l'importation est nécessaire:

1) pour les besoins légitimes (dans le cas d'opium brut et de la feuille de coca)[1];

[1] Les pays qui n'ont pas supprimé l'habitude de fumer l'opium et qui désirent importer de l'opium brut pour la fabrication de l'opium préparé doivent délivrer des certificats établissant que l'opium brut réservé à l'importation est destiné à la fabrication de l'opium préparé, que les fumeurs sont soumis aux restrictions gouvernementales, en attendant la suppression complète de l'opium et que l'opium importé ne sera pas réexporté.

ANNEX.

MODEL FORM OF IMPORT CERTIFICATE

INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION

No. *Certificate of Official Approval of Import.*

I hereby certify that the Ministry of ..... being the Ministry charged with the adminitration of the law relating to the dangerous drugs to which the International Opium Convention of ( ) applies, has approved the importation by

(*a*) Name, address and business of importer. (*a*) .....

(*b*) Exact description and amount of drug to be imported. of (*b*).....

(*c*) Name and address of firm in exporting country from which the drug is to be obtained. from (*c*).. .....

(*d*) State any special conditions to be observed, e. g. not to be imported through the post. subject to the following conditions (*d*) .....

and is satisfied that the consignment proposed to be imported is required:

(1) For legitimate purposes (in the case of raw opium and the coca leaf)[1];

[1] Where the use of prepared opium has not yet been suppressed and it is desired to import raw opium for the manufacture of prepared opium, the certificate should be to the effect that the raw opium to be imported is required for the purpose of manufacturing prepared opium for use under Government restrictions pending complete suppression, and that it will not be re-exported.

2) pour des besoins médicaux ou scientifiques, exclusivement (dans le cas des stupéfiants visés par le chapitre III de la Convention, et du chanvre indien).

Pour le ministre et par son ordre...

(Signé) .....

(Titre) .....

(Date).....

(2) Solely for medicinal or scientific purposes (in the case of drugs to which Chapter III of the Convention applies and Indian hemp).

Signed on behalf of the Ministry of.....

(Signature) .....

(Official Rank).....

(Date).....

第二阿片會議

議定書

一九二五年（大正一四年）二月一九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名
一九二八年（昭和三年）七月二六日　批准
一九二八年（昭和三年）一〇月一〇日批准書寄託
一九二八年（昭和三年）一二月二八日　公布

本日署名セラレタル危險ナル藥品ニ關スル條約ノ或署名國ノ代表者ニシテ正當ノ委任ヲ受ケタル下名ハ

千九百二十五年二月十一日署名セラレタル阿片煙膏ノ使用ニ關スル協定ノ署名國代表者ニ依リ同日署名セラレタル議定書ヲ了承シ

茲ニ左ノ如ク約ス

一

本議定書署名國ハ不正取引ヲ防止スルニ足ル生阿片ノ生產、分配及輸出ニ對スル取締ヲ設クルノ義務ガ「ヘーグ」條約第一章ニ依リ自國ニ存スルコトヲ認メ、阿片ノ密輸ガ阿片煙膏ノ使用ノ一時的ニ許容セラルル地域ニ於ケル右使用ノ有效ナル禁止ニ重大ナル障害ヲ爲スコトヲ本日ヨリ五年以內ニ完全ニ防止スルニ必要ナルベキ措置ヲ執ルコトヲ約ス

二

第一條ニ揭ゲラルル約束ガ完全ニ實行セラレタリヤ否ヤノ問題ハ國際聯盟理事會ニ依リ任命セラルベキ委員會ニ依リ右五年ノ期間ノ終ニ決定セラルベシ

三

本議定書ハ本日署名セラレタル危險ナル藥品ニ關スル條約ト同時ニ署名國ノ各ニ付實施セラルベシ

條約第三十三條及第三十五條ハ之ヲ本議定書ニ適用ス

右證據トシテ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ本議定書一通ヲ作成シ之ヲ國際聯盟事務局ノ記錄ニ寄託保存ス認證謄本ハ會議ニ代表セラレタル一切ノ國及國際聯盟ノ一切ノ聯盟國ニ送付セラルベシ

「アルバニア」國　ピー、プリニシュティ

DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM

PROTOCOLE

Signé à Genève, le 19 *Février* 1925.
Ratifié le 26 *Juillet* 1928.
Ratification deposée au Secretariat de la Société des Nations, le 10 *Octobre* 1928.
Promulgué à Tokio, le 28 *Décembre* 1928.

Les soussignés, représentants de certains des Etats signataires de la Convention relative aux stupéfiants, signée à la date d'aujourd'hui, et dûment autorisés à cet effet ;

Prenant acte du Protocole signé le onze février mil neuf cent vingt-cinq par les représentants des Etats signataires de l'Accord signé le même jour relativement à l'usage de l'opium préparé.

Conviennent des dispositions suivantes :

SECOND OPIUM CONFERENCE

PROTOCOL

Signed at Geneva, February 19, 1925.
Ratified July 26, 1928.
Ratification deposited at the Secretariat of the League of Nations, October 10, 1928.
Promulgated at Tokyo, December 28, 1928.

The undersigned, representatives of certain States signatory to the Convention relating to Dangerous Drugs signed this day, duly authorised to that effect ;

Taking note of the Protocol signed the eleventh day of February one thousand nine hundred and twenty-five by the representatives of the States signatory to the Agreement signed on the same day relating to the Use of Prepared Opium :

Hereby agree as follows :

I.

Les Etats signataires du present Protocole, reconnaissant qu'ils ont le devoir, aux termes du chapitre I de la Convention de la Haye, d'exercer sur la production, la distribution et l'exportation de l'opium brut, un contrôle suffisant pour arrêter le trafic illicite, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher complètement, dans un délai de cinq ans à dater de ce jour, que la contrebande de l'opium ne constitue un obstacle sérieux à la suppression effective de l'usage de l'opium préparé dans les territoires où cet usage est temporairement autorisé.

II.

La question de savoir si l'engagement mentionné à l'article I a été complètement exécuté sera décidée, à la fin de ladite période de cinq ans, par une Commission qui sera constituée par le Conseil de la Société des Nations.

III.

Le présent Protocole entrera en vigueur, pour chacun des Etats signataires, en même temps que la Convention relative aux stupéfiants, signée à la date d'aujourd'hui. Les articles 33 et 35 de la Convention sont applicables au présent Protocole.

En foi de quoi le présent Protocole a été dressé à Genève le dix-neuf février 1925 en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence et à tout Membre de la Société des Nations.

I.

The States signatory to the present Protocol, recognising that under Chapter I of the Hague Convention the duty rests upon them of establishing such a control over the production, distribution and exportation of raw opium as would prevent the illicit traffic, agree to take such measures as may be required to prevent completely, within five years from the present date, the smuggling of opium from constituting a serious obstacle to the effective suppression of the use of prepared opium in those territories where such use is temporarily authorised.

II.

The quetion whether the undertaking referred to in Article I has been completely executed shall be decided, at the end of the said period of five years, by a Commission to be appointed by the Council of the League of Nations.

III.

The present Protocol shall come into force for each of the signatory States at the same time as the Convention relating to Dangerous Drugs signed this day. Articles 33 and 35 of the Convention are applicable to the present Protocol.

In faith whereof the present Protocol was drawn up at Geneva the nineteenth day of February 1925, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations; certified copies will be transmitted to all States represented at the Conference and to all Members of the League of Nations.

ALBANIE　　ALBANIA

B. Blinishti

ALLEMAGNE　　GERMANY

H. von Eckardt

EMPIRE BRITANNIQUE　　BRITISH EMPIRE

Malcolm Delevingne

CANADA　　CANADA

W. A. Riddell

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE　　COMMONWEALTH OF AUSTRALIA

M. L. Shepherd

UNION SUD-AFRICAINE　　UNION OF SOUTH AFRICA

J. S. Smit

NOUVELLE-ZÉLANDE　　NEW ZEALAND

J. Allen

INDE　　INDIA

R. Sperling

BULGARIE　　BULGARIA

D. Mikoff

CHILI　　CHILE

Emilio Bello-C.

CUBA　　CUBA

Aristides de Agüero y Bethencourt

GRÈCE　　GREECE

Ad referendum

Vassili Dendramis

JAPON　　JAPAN

S. Kaku.　Y. Sugimura

LETTONIE　　LATVIA

W. G. Salnais

LUXEMBOUG　　LUXEMBURG

Ch. G. Vermaire

NICARAGUA　　NICARAGUA

A. Sottile

PAYS-BAS　　THE NETHERLANDS

v. Wettum.　J. B. M. Coebergh

A. D. A. de Kat Angelino

PERSE　　PERSIA

Prince Arfa-od-Dovleh Mirza Riza Khan

PORTUGAL　　PORTUGAL

A. M. Bartholomeu Ferreira

R. J. Rodrigues

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES　　KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

M. Jovanovitch

SIAM　　SIAM

Damras

SOUDAN　　SUDAN

WASEY STERRY
TCHÉCOSLOVAQUIE
Ferdinand VEVERKA
CZECHOSLOVAKIA

第二阿片會議
最終議定書

一九二五年（大正一四年）二月一九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名
一九二八年（昭和三年）一二月二八日　告示

千九百二十三年九月二十七日附國際聯盟總會ノ決議ニ從ヒ招請セラレタル第二國際阿片會議ハ千九百二十四年十一月十七日「ジュネーヴ」ノ「パレー」デ、ナシヨーン」ニ會合セリ

右總會ノ決議左ノ如シ

總會ハ、諮問委員會ガ、千九百二十二年ノ總會ニ依リ採擇セラレタル第四決議ニ於テ表明セラレタル希望ニ從ヒ、現在利用シ得ベキ情報ハ製造セラルベキ「モルヒネ」、「ヘロイン」又ハ「コカイン」及其ノ夫々ノ鹽類ノ數量ノ制限、右製造ノ目的其ノ他醫藥用及學術用ノ目的ノ爲輸入セラルベキ生阿片及「コカ」葉ノ數量ノ制限竝ニ右醫藥用及學術用ノ目的ノ爲必要ナル數量ニ達スル迄ノ輸出用生阿片及「コカ」葉ノ生產ノ制限ニ關スル問題ヲ協定締結ノ目的ヲ以テ關係國政府ニ於テ審査スルコトヲ可能ナラシムル旨報告シタルコトヲ、滿足ヲ以テ了承シタルニ依リ、聯盟理事會ニ對シ一亞米利加合衆國代表者ニ依リ提出セラレタル原則及諮問委員會ノ勸告ニ基キ聯盟ガ採擇シタル方針ヲ實現スルノ手段トシテ一第五決議ニ揭ゲラルル會議ノ後龍フ限リ直ニ開催セラルベキ前記目的ノ爲ノ會議ニ全權ヲ有スル代表者ヲ派遣スル樣關係國政府ヲ招請セムコトヲ要求ス

總會ハ又達成セラルル何レカノ協定中ニ含マルルコトアルベキ原則ヘノ聯盟國又ハ千九百十二年ノ條約ノ當事國タル一切ノ國ノ加入ヲ確保スル目的ヲ以テ右會議ヲ右諸國ヲ含マシムル樣擴張スルコトノ望マシキコトヲ聯盟理事會ニ於テ考慮センコトヲ提議ス

聯盟理事會ハ會議ノ議長トシテ左記ヲ指名セリ

獨逸國駐劄丁抹國特命全權公使
「ヘルルーフ、ザーレ」

國際聯盟事務總長ハ會議ノ事務總長トシテ左記ヲ指名セリ

「デーム、レーチュル、クラウディ」

左ノ諸國ハ會議ニ參加シ且之ガ爲左記諸員ヨリ成ル代表ヲ任命セリ

「アルバニア」國
委員
國際聯盟ニ派遣ノ常設事務局局長、瑞西國駐在總領事
「ベノイト、ブリニシュティ」

獨逸國
委員
特命全權公使
「ハー、フォン、エッカルト」
「ジュネーヴ」駐在總領事
「グー、アシュマン」
獨逸國衞生局高級參事官
「ドクトル、アンゼルミノ」

亞米利加合衆國
委員
下院外交委員會委員長
「スティーヴン、ジー、ポーター」
僧正「チャールズ、エッチ、ブレント」
委員代理
軍醫總監補
「ルーパト、ブルー」
「ハミルトン、ライト」夫人
「エドウィン、エル、ネヴィル」
委員
「オーストラリア」

「グレート、ブリテン」駐在「オーストラリア」聯邦書記官
「エム、エル、シェバド」
白耳義國
委員
瑞西國駐劄特命全權公使
「フェルナン、ペルッェル」
主任藥劑監察官
「ドクトル、エフ、ド、ミットナール」
「ボリヴィア」國
委員
在佛國「ボリヴィア」國公使館一等書記官
「ドクトル、アルテュロ、ピント・エスカリエル」
「ブラジル」國
委員
「リオ、デ、ジァネイロ」精神病院醫長
「ドクトル、フンベルト、ゴッテゾ」
「リオ、デ、ジァネイロ」大學醫學部教授
「ドクトル、ペドロ、ベルナムブコ」
英帝國
委員
子爵「セシル、オヴ、チェルウッド」
副次官
「マルコム、デレヴィンニュ」
專門委員
內務省
「ジー、ディー、カーワン」
內務省
「エム、ディー、ペリンズ」
外務省法律顧問補
「エッチ、ダブリュー、マルキン」
「ブルガリア」國
委員
瑞西國駐在代理公使
「ディミトリ、ミコフ」
「カナダ」
委員
樞密顧問官、保健大臣、除隊兵授產大臣
「バチュラ、オヴ、アーツ」、醫學博士「ヘンリ、エス、ペランド」

保健次官
「ドクトル、ジェー、エー、アムヨット」
國際聯盟ニ派遣ノ「カナダ」自治領顧問
哲學博士「ドクトル、ダブリュー、エー、リデル」
「チリ」國
委員
「ドクトル、ユージェース、スアレズ・ヘレロス」
支那國
委員
特命大使兼米國駐劄全權公使
施肇基
和蘭國駐劄特命全權公使
王廣圻
英國駐在代理公使、全權公使
朱兆莘
顧問兼專門委員
「ジョンズ、ホプキンズ」大學政治學教授
教授「ドクトル、ダブリュー、ダブリュー、ウィロビ」
專門委員
在「ワシントン」支那國公使館書記官
「ドクトル」朱文翻
在巴里支那國公使館書記官
朱世全
在「ヘーグ」支那國公使館書記官
謝維麟
外交部書記官
「ドクトル」顧泰來
「キューバ」國
委員
獨逸國駐劄兼墺地利國駐劄特命全權公使
「ドクトル、アリスティデス、デ、アグェロ、イ、ベテンクールト」
丁抹國
委員
國際聯盟ニ派遣ノ王國政府代表者、瑞西國駐劄特命全權公使
「アンドレアス、オルデンブルグ」

「ダンチッヒ」自由市（註）
委員
前保健大臣、國際衞生事務局「ポーランド」國政府委員
「ドクトル、ダブリュー、ホヅコ」
專門委員
參事會員、「ダンチッヒ」保健局長
「ドクトル、カール、スタデ」
（註）自由市ノ代表ハ會議終了前脫退セリ
「ドミニカン」共和國
委員
「コレイヂュ、ド、フランス」胎生學研究所生物學者、醫學及理學博士
「ドクトル、エル、エム、ペタンセス」
「エジプト」國
委員
在巴里及「ブリュセル」「エジプト」國公使館書記官、「國際衞生事務局」「エジプト」國政府委員
「ドクトル、モハメド、アブデル、サラム、エル、グィンディ」
委員代理
「カイロ」公衆保健局官立一般病院副主事
「ドクトル、エー、エッチ、マーフーズ、ベイ」
農務省局長補
「モハメド、カメル、ベイ」
西班牙國
委員
瑞西國駐劄特命全權公使
「エミリオ、デ、バラシオス」
內務省藥劑部長
「ドクトル、フランシスコ、ブスタマンテ、ロメロ」
在「バルセロナ」醫學博士
「ドクトル、アントニオ、バガドル、イ、ゴメズ、デ、レオン」
委員代理
「ジュネーヴ」駐在領事
「ジュアン、デ、アレンザナ」
「フィンランド」國
委員

國際聯盟ニ派遣ノ「フィンランド」國事務局局長、公使館書記官
「ウルホ、トイヴォラ」
佛蘭西國
委員
殖民大臣
「ダラディエ」
外務省亞細亞局長補、全權公使
「クランシァン」
補助委員
殖民省政務局長
「デュシェース」
印度支那稅關及稅務局長
「キルシェ」
藥劑監察官、巴里藥學大學教授兼副總長
「ペロ」
領事
「プールゴア」
專門委員
殖民官
「シェロン」
希臘國
委員
瑞西國駐在代理公使
「ヴァッシリ、デンドラミス」
專門委員
「アテーヌ」大學藥化學教授、希臘最高公衆保健委員會委員
教授「イー・エム、ジェー、エマニュエル」
「ハンガリー」國
委員
國際聯盟ニ派遣ノ「ハンガリー」王國事務局局長
「ツォルタン、バラニアイ」
印度
委員
「ジェー、カンベル」
「エッチ、クレートン」
「ジェー、シー、ワルトン」
專門委員
「ジー、エー、レヴェト、イェイツ」

「アイルランド」自由國
委員
國際聯盟ニ派遣ノ「アイルランド」自由國代表者
「マイクル、マクホワイト」
伊太利國
委員
前司法大臣
「アルフレド、ファルシオニ」
「パデュア」大學藥化學研究所所長
教授「シー・オー・エム・エム、ピエトロ、スピカ」
稅關及間接稅務局次長
「ドクトル、シー・オー・エム・エム、ギド、ファブリス」
日本國
委員
前臺灣總督府總務長官
賀來佐賀太郎
國際聯盟帝國事務局次長、大使館參事官
杉村陽太郎
專門委員
醫學博士宮島幹之助
醫學博士鶴見三三
「ルクセンブルグ」國
委員
「ジュネーヴ」駐在領事
「シァール、ヴェルメール」
「ニカラグァ」國
委員
「ジュネーヴ」駐在領事
「ドクトル、ソティレ」
和蘭國
委員
佛國駐劄特命全權公使、政治學博士
「ヨンクヘール、ジェー、ルードン」
阿片及他ノ危險ナル藥品ノ取引ニ關スル國際聯盟諮問委員會議長
「ダブリュー、ジー、ファン、ウェラトゥム」
公衆保健部主任監察官
「ドクトル、ジェー、ビー、エム、クーベルグ」

蘭領印度政廳支那事務局書記官
「エー、ディー、エー、デ、カート、アングリノ」
專門委員
「エッチ、ファン、エベンホルスト、テングベルゲン」
「ペルシァ」國
委員
前司法大臣、大使
「プリンス、ミルザ、リザ、カーン、アルファ・エド・ドウレー」
「ポーランド」國
委員
前保健大臣、國際衞生事務局ニ派遣ノ「ポーランド」國政府委員
「ドクトル、ダブリュー、ホヅコ」
「ポルトガル」國
委員
瑞西國駐劄特命全權公使
「パルトロミュー、フェレイラ」
澳門知事
「ドクトル、ロドリゴ、ロドリゲス」
「ルーマニア」國
委員
瑞西國駐劄特命全權公使
「エヌ、ビー、コムネーヌ」
委員代理
總領事
「イー、ティムシウク」
「ジュネーヴ」駐在副領事
「ディー、モリオード」
「セルブ、クロアート、スロヴェーヌ」王國
委員
瑞西國駐劄特命全權公使
「エム、ヨヴァノヴィッチ」
商務院監察官
「ミリヴォヨ、ピルヤ」
專門委員
「セルブ、クロアート、スロヴェーヌ」王國工業組合聯合會書記
「ドラガン、ミリチェヴィッチ」

遲維國
委員
佛蘭西國駐劄特命全權公使
「ブリンス、シァルーン」
和蘭國駐在代理公使
「ブリンス、ダムラス」
瑞典國
委員
在「ジュネーヴ」社會問題顧問
「ドクトル、エリク、ルドルフ、スジストランド」
瑞西國
委員
聯邦政務省外務局長、全權公使
「ディニヘルト」
聯邦公衆保健部長
「ドクトル、カリエール」
經濟省通商局長補
「ペキニョ」
瑞西商工業聯合會理事會一等書記
「フルフテッガー」
專門委員
聯邦政務省外務局書記官
「セクレタン」
「チェッコスロヴァキア」國
委員
國際聯盟ニ派遣ノ常任委員、瑞西國駐劄特命全權公使
「エフ、ヴェヴェルカ」
委員代理
公使館一等書記官
「ジァン、ライセル」
土耳其國
委員
農務省次官
「メーメド、スレヤ、ベイ」
「コンスタンティノープル」農業學校農藝化學教授
教授「ヌーリディン、ベイ」

「ウルグァイ」國
委員
瑞西國駐劄特命全權公使
「エンリケ、ブエロ」
「ヴェネズエラ」國
委員
「ジュネーヴ」駐在領事
「ドクトル、フランシスコ、ジェー、デュアルテ」

會議ハ千九百二十四年十一月十七日ト千九百二十五年二月十九日トノ間ニ於テ會合ヲ開催セリ

會議ハ本日ノ日附ヲ有スル危險ナル藥品ニ關スル條約ヲ採擇セリ

會議ハ又本日ノ日附ヲ有スル議定書ヲ採擇セリ

會議ハ又左ノ決議ヲ採擇セリ

一

會議ハ本日署名セラレタル危險ナル藥品ニ關スル條約ヲシテ其ノ完全ナル效果ヲ擧グルコトヲ得シムル爲ニハ條約第三十九條ニ揭グル殖民地、屬地、保護領及地域ニ於テ右條約ガ成ルベク廣ク適用セラルベキコトノ緊要ナルコトヲ認ム依テ會議ハ關係國政府ガ能フ限リ遲滯ナク右目的ノ爲必要ナル手段ヲ執ルベキコト及條約ノ適用ヨリ除外セラルル殖民地、屬地、保護領又ハ地域ノ數ガ最少限度迄減ゼラルベキコトノ切實ナル希望ヲ表明ス

二

會議ハ左ノ場合ニ於テ各政府ガ其ノ旗ノ下ニ航行スル船舶ヲ以テスル、條約ニ揭グル物質ノ送荷ノ運搬ヲ禁止スルコトノ可能ナリヤ否ヤヲ考慮スベキコトヲ勸告ス

(一)　條約ノ規定ニ從ヒ右送荷ニ關シ輸出許可證ガ發給セラレ且送荷ニ右許可證又ハ發給セラルルコトアルベキ轉向證明書ノ公ノ謄

本ガ添附セラレタル場合ニ非ザル場合

(二)　輸出許可證又ハ轉向證明書ニ掲グル仕向地以外ノ仕向地ニ向ケラルル場合

三

會議ハ一切ノ國ガ不正取引ノ禁止ニ付相互ニ能フ限リ密接ニ協力スベキコト及該國ガ本問題ニ付法令施行ノ任務ヲ有スル當該官憲ニ對シ他國ニ於ケル相當官憲ト直接ニ通信スルコトヲ許可スベキコトヲ勸告ス

四

會議ハ條約ニ掲グル物質ヲ取引スルコトヲ政府ニ依リ特許セラルル商人ニ對シ、之ヲシテ不正取引ニ從事スルコトナカラシムベキ有效ナル保障ト爲ルベキ充分ナル金額ヲ供託シ又ハ之ニ代ルベキ保證ヲ立ツルコトヲ或場合ニ要求スルノ望マシキコトニ付注意ヲ喚起ス

五

會議ハ或阿片生產國ニ於ケル阿片ノ生產ノ制限ト關聯セル困難ニ付テノ愼重ナル調査（該國ノ政府ト協力シテ）ヲ爲シ且該國ニ於ケル阿片ノ生產ヲ醫藥用及學術用ニ必要ナル數量ニ達スル迄制限スルコトヲ可能ナラシムル爲執ルコトヲ得ベキ措置ニ關シ勸告スルノ目的ヲ以テ、該國ガ希望スル場合ニハ該國ヲ視察スル爲委員會ヲ任命スベシトノ、會議ノ議事中ニ於テ特ニ「ペルシア」國代表ニ依リ爲サレタル提議ヲ審査スルコトヲ國際聯盟理事會ニ依囑ス

六

會議ハ藥品習慣性ヲ生ゼシメ得ザル製劑ニ關スル決議及條約ノ規定ノ適用ヲ受クルコトアルベキ一切ノ他ノ藥品ニ關スル勸告ガ右條約ノ實施後直ニ通告セラレ得ル樣第八條及第十條ニ掲グル生產物ニ關シ公衆衞生國際事務局ニ諮問スルノ適當ナルベキヤ否ヤヲ直ニ考慮スル爲保健委員會ヲ招請スルコトヲ國際聯盟理事會ニ依囑ス

七

會議ハ中央委員會及其ノ事務ノ費用ヲ聯盟事務局ノ費用中ニ包含セシムル樣決定スルコトヲ國際聯盟理事會ニ要請ス

聯盟國ニ非ザル締約國ハ理事會トノ協定ニ依リ定メラルベキ割合ニ從ヒ右費用中自國ノ負擔分ヲ負擔スベキモノトス

本議定書ニ署名スルニ當リ「ペルシア」國委員ハ左ノ宣言ヲ爲シタリ

本國政府ノ訓令ニ基キ行動スル「ペルシア」國委員ハ政府ノ承認ヲ條件トシ且國際聯盟ガ「ペルシア」國ノ覺書ニ記載セラレタル同國ノ要求ヲ承認スルコトヲ條件トシテ條約ニ署名スル旨宣言ス

本議定書ニ署名スルニ當リ遲羅國委員ハ左ノ宣言ヲ爲シタリ

條約及本最終議定書ニ署名スルニ際シ遲羅國代表ハ、會議ノ議題中ニ當初存セザリシ印度大麻ノ件ニ關シテハ何等ノ訓令ヲ有セザルニ依リ、第三章ニ付テハ印度大麻ノ「ガレヌス」製劑ニ關シ又第四章及第五章ニ付テハ印度大麻ノミニ關シ遲羅國代表ニ於テ留保ヲ爲スノ已ムヲ得ザルニ至レルコトヲ宣言セント欲ス

右證據トシテ各委員ハ本議定書ニ署名セリ

千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ本書一通ヲ作成シ之ヲ國際聯盟事務局ノ記錄ニ寄託ス本書ノ認證謄本ハ會議ニ代表セラレタル一切ノ國ニ送付セラルベシ

議長　ヘルルーフ、ザーレ

事務總長　レーチュル、クラウディ

「アルバニア」國　ピー、ブリニシュティ

ハー、フォン、エッカルト

獨逸國　ゴットフリード、アシュマン

「オーストラリア」
エム、エル、シェバド
白耳義國　フェルナン、ベルツェル
ドクトル、エフ・エー・エル・デー、ド、ミットナール
「ボリヴィア」國　アルテュロ、ビント・エスカリエル
「ブラジル」國　ペドロ、ペルナムブコ
エッチ、ゴッテュゾ
英帝國　マルコム、デレヴィンニュ
西班牙國　エミリオ、デ、バラシオス
佛蘭西國　ジェー、ブールゴア
アー、キルシェ
希臘國　ヴァッシリ、デンドラミス
「ハンガリー」國　デ、バラニアイ、ツォルタン
日本國　賀來佐賀太郎
杉村陽太郎

「ルクセンブルグ」國
セー・アシュ、ジェー、ヴェルメール
和蘭國　ヴィー、ウェットウム
ジェー、ビー、エム、クーベルグ
エー、ディー、エー、デ、カート、アンゲリノ
「ペルシァ」國　プリンス、アルファ・エド・ドウレー、ミルザ、リザ、カーン
「ポーランド」國　ホヅコ
「ポルトガル」國　エー、エム、バルトロミュー、フェレイラ
アール、ジェー、ロドリゲス
「セルブ、クロアート、スロヴェーヌ」王國
エム、ヨヴァノヴィッチ
暹羅國　ダムラス
「ウルグァイ」國　イー、イー、ブエロ

DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM

ACTE FINAL

Signé à Genève, le 19 Février 1925.
Publié à Tokio, le 28 Décembre 1928.

La seconde Conférence internationale de l'opium, convoquée en exécution de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, en date du 27 septembre 1923, s'est réunie le 17 novembre 1924 au Palais des Nations, à Genève.

La résolution de l'Assemblée était conçue dans les termes suivants :

"L'Assemblée, ayant constaté avec satisfaction que, conformément à l'espoir exprimé par la quatrième résolution adoptée par l'Assemblée de 1922, la Commission consultative a fait connaître que les renseignements actuellement disponibles permettent aux gouvernements intéressés d'examiner, en vue de la conclusion d'un accord, la question de la limitation des quantités de morphine, d'héro-

SECOND OPIUM CONFERENCE

FINAL ACT

Signed at Geneva, February 19, 1925.
Published at Tokyo, December 28, 1928.

The Second International Opium Conference, convoked in accordance with the resolution of the Assembly of the League of Nations dated September 27th, 1923, met on November 17th, 1924, at the Palais des Nations, Geneva.

The resolution of the Assembly was in the following terms :

"The Assembly, having noted with satisfaction that, in accordance with the hope expressed in the fourth resolution adopted by the Assembly in 1922, the Advisory Committee has reported that the information now available makes it possible for the Governments concerned to examine, with a view to the conclusion of an agreement, the question of the limitation of the amounts of morphine, heroin

ïne ou de cocaïne et de leurs sels respectifs qui pourront être manufacturées; de la limitation des quantités d'opium brut et de feuilles de coca qui pourront être importées, tant à cet effet que pour d'autres besoins médicaux et scientifiques; et enfin, de la limitation de la production d'opium brut et de feuilles de coca, destinée à l'exportation, aux quantités nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques dont il s'agit, prie le Conseil—afin de donner leur effet aux principes formulés par les délégués des Etats-Unis d'Amérique et de suivre la ligne de conduite adoptée par la Société des Nations sur la recommandation de la Commission consultative—d'inviter les gouvernements intéressés à envoyer des représentants munis de pleins pouvoirs à une Conférence qui sera tenue à cet effet, si possible immédiatement après la Conférence mentionnée dans la résolution V.

"L'Assemblée prie également le Conseil d'examiner s'il ne serait pas opportun d'étendre l'invitation à cette Conférence à

or cocaine and their respective salts to be manufactured; of the limitation of the amounts of raw opium and the coca leaf to be imported for that purpose and for other medicinal and scientific purposes; and of the limitation of the production of raw opium and the coca leaf for export to the amount required for such medicinal and scientific purposes, requests the Council—as a means of giving effect to the principles submitted by the representatives of the United States of America, and to the policy which the League, on the recommendation of the Advisory Committee, has adopted—to invite the Governments concerned to send representatives with plenipotentiary powers to a conference for this purpose, to be held, if possible, immediately after the conference mentioned in Resolution V.

"The Assembly also suggests, for the consideration of the Council, the advisability of enlarging this conference so as to include all

tous les pays qui sont membres de la Société ou parties à la Convention de 1912, en vue d'obtenir leur adhésion aux principes dont pourraient s'inspirer tous les accords à conclure éventuellement".

countries which are Members of the League or Parties to the Convention of 1912, with a view to securing their adhesion to the principles that may be embodied in any agreement reached."

Le Conseil de la Société des Nations a nommé aux fonctions de président de la Conférence:

Son Excellence M. Herluf ZAHLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Danemark à Berlin.

The Council of the League nominated as President of the Conference:

His Excellency M. Herluf ZAHLE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Denmark to Berlin.

Le Secrétaire général de la Société des Nations a nommé aux fonctions de secrétaire générale de la Conférence:

Dame Rachel CROWDY.

The Secretary-General of the League of Nations nominated as Secretary-General of the Conference:

Dame Rachel CROWDY.

Les Etats suivants ont pris part à la Conférence et ont, à cet effet, désigné des délégations composées des membres indiqués ci-dessous:

The following States participated in the Conference, and for this purpose appointed the delegations, whose members are set out below:

ALBANIE

Délégué:

M. Benoît BLINISHTI.

Consul général en Suisse. Directeur du secrétariat permanent auprès de la Société des Nations.

ALBANIA.

Delegate:

M. Benoît BLINISHTI.

Consul General in Switzerland; Director of the Permanent Secretariat accredited to the League of Nations.

ALLEMAGNE

Délégués :

Son Excellence M. H. VON ECKARDT.
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

M. G. ASCHMANN.
Consul général à Genève.

Le docteur ANSELMINO.
Conseiller supérieur de régence à l'Office d'hygiène du Reich.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Délégués :

L'honorable Stephen G. PORTER.
Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants.

Le très Révérend Charles H. BRENT, Evêque.

Délégués : suppléants :

M. Rupert BLUE.
Chirurgien-général adjoint.

Mrs. Hamilton WRIGHT.

Mr. Edwin L. NEVILLE.

GERMANY.

Delegates :

His Excellency M. H. von ECKARDT.
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

M. G. ASCHMANN.
Consul-General at Geneva.

Doctor ANSELMINO.
Senior Government Counsellor at the Health Department of the Reich.

UNITED STATES OF AMERICA.

Delegates :

The Honourable Stephen G. PORTER.
Chairman of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives.

The Right Reverend Charles H. BRENT, Bishop.

Substitute Delegates :

Mr. Rupert BLUE.
Assistant Surgeon-General.

Mrs. Hamilton WRIGHT.

Mr. Edwin L. NEVILLE.

AUSTRALIE

Délégué :

Mr. M. L. SHEPHERD, I. S. O.
Secrétaire officiel du Commonwealth d'Australie en Grande-Bretagne.

BELGIQUE

Délégués :

Son Excellence M. Fernand PELTZER.
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

Dr F. De MYTTENAERE.
Inspecteur principal des pharmacies.

BOLIVIE

Délégué :

Le Docteur Arturo PINTO-ESCALIER.
Premier secrétaire de la légation de Bolivie en France.

BRÉSIL

Délégués :

Le docteur Humberto GOTTUZO.

AUSTRALIA.

Delegate :

Mr. M. L. SHEPHERD, I. S. O.
Official Secretary for the Commonwealth of Australia in Great Britain.

BELGIUM.

Delegates :

His Excellency M. Fernand PELTZER.
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

Doctor F. De MYTTENAERE.
Chief Inspector of Pharmacies.

BOLIVIA.

Delegate :

Doctor Arturo PINTO-ESCALIER.
First Secretary of the Bolivian Legation in France.

BRAZIL.

Delegates :

Doctor Humberto GOTTUZO.

Médecin en chef de l'assistance aux aliénés à Riode-Janeiro.

Le docteur Pedro PERNAMBUCO.

Professeur agrégé à la Faculté de médecine de l'Université de Rio-de-Janeiro.

EMPIRE BRITANNIQUE

Délégués :

Le très hon. Vicomte CECIL OF CHELWOOD, K.C.

Sir Malcolm DELEVINGNE, K. C. B.

Sous-Secrétaire d'Etat adjoint.

Experts :

M. G. D. KIRWAN.

Du Ministère de l'Intérieur.

M. M. D. PERRINS.

Du Ministère de l'Intérieur.

M. H. W. MALKIN, C. B.

Conseiller juridique adjoint au "Foreign Office."

BULGARIE

Délégué :

M. Dimitri MIKOFF.

Chargé d'affaires en Suisse.

Medical Director of the Rio de Janeiro Mental Hospital.

Doctor Pedro PERNAMBUCO.

Professor in the Faculty of Medicine at the University of Rio de Janeiro.

BRITISH EMPIRE.

Delegates :

The Rt. Hon. Viscount CECIL OF CHELWOOD, K.C.

Sir Malcolm DELEVINGNE, K.C.B.

Assistant Under-Secretary of State.

Experts :

Mr. G. D. KIRWAN.

Home Office.

Mr. M. D. PERRINS.

Home Office.

Mr. H. W. MALKIN, C. B.

Assistant Legal Adviser to the Foreign Office.

BULGARIA.

Delegate :

M. Dimitri MIKOFF.

Chargé d'Affaires in Switzerland.

CANADA

Délégués :

L'honorable Henri S. BELAND, B.A., M.D.

Membre du Conseil privé du Boi, Ministre d'Hygiène, Ministre de la Démobilisation.

Le Docteur J. A. AMYOT.

Vice-Ministre d'Hygiène.

M. le docteur W. A. RIDDELL, Ph. D.

"Advisory officer" du Canada auprès de la Société des Nations.

CHILI

Délégué :

M. le docteur Eugène SUAREZ-HERREROS.

CHINE

Délégués :

Son Excellence M. Sao-Ke Alfred SZE.

Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington.

Son Excellence M. Wang Kouang KY.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à La Haye.

CANADA.

Delegates :

The Honourable Henri S. BELAND, B. A., M. D.

Member of the King's Privy Council, Minister of Health, Minister of Soldier Civil Re-establishment.

Doctor J. A. AMYOT.

Deputy Minister of Health.

Doctor W. A. RIDDELL, Ph. D.

Advisory Officer of the Dominion of Canada for the League of Nations.

CHILE.

Delegate :

Doctor Eugène SUAREZ-HERREROS.

CHINA.

Delegates :

His Excellency M. Sao-Ke Alfred SZE.

Ambassador Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington.

His Excellency M. Wang Kouang. KY.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague.

Son Excellence M. Chao-Hsin CHU.
Ministre plénipotentiaire. Chargé d'affaires à Londres.

Conseiller et expert :

Le professeur Dr W. W. WILLOUGHBY.
Professeur de sciences politiques à l'Université Johns Hopkins.

Experts :

Le docteur Venfour TCHOU.
Secrétaire à la légation de Chine à Washington.

Mr. Tchou CHE-TSIEN.
Secrétaire à la légation de Chine à Paris.

Mr. William HSIEH.
Secrétaire à la légation de Chine à La Haye.

Le docteur Telly KOO.
Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères.

CUBA

Délégué :

Son Excellence M. le docteur Aristides de AGUERO Y BETHANCOURT.

His Excellency M. Chao-Hsin CHU.
Minister Plenipotentiary; Chargé d'Affaires in London.

Counsellor and Expert :

Professor Dr. W. W. WILLOUGHBY.
Professor of Political Science at the Johns Hopkins University.

Experts :

Doctor Venfour TCHOU.
Secretary of the Chinese Legation at Washington.

M. Tchou CHE-TSIEN.
Secretary of the Chinese Legation in Paris.

M. William HSIEH.
Secretary of the Chinese Legation at The Hague.

Doctor Telly KOO.
Secretary at the Milistry for Foreign Affairs.

CUBA.

Delegate :

His Excellency Doctor Aristides de AGUERO Y BETHANCOURT.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin et à Vienne.

DANEMARK

Délégué :

Son Excellence M. Andreas OLDENBURG.
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse. Représentant du Gouvernement royal auprès de la Société des Nations.

VILLE LIBRE DE DANTZIG[1]

Délégué :

Le docteur W. CHODZKO.
Ancien ministre de l'Hygiène publique. Délégué du Gouvernement polonais à l'Office international d'hygiène.

Conseiller technique :

Docteur Karl STADE.
Conseiller d'Etat. Chef de l'Administration sanitaire à Dantzig.

[1] La délégation de la Ville libre s'est retirée avant la clôture de la Conférence.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berlin and Vienna.

DENMARK.

Delegate :

His Excellency M. Andreas OLDENBURG.
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland; Representative of the Royal Government accredited to the League of Nations.

FREE CITY OF DANZIG.[1]

Delegate :

Doctor W. CHODZKO.
Former Minister of Health; Delegate of the Polish Government to the Office international d'Hygiène.

Expert :

Doctor Karl STADE.
Councillor of State; Head of the Health Administration at Danzig.

[1] The Delegation of the Free City withdrew before the end of the Conference.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Délégué :

Le docteur L. M. BETANCES.

Docteur en médecine et en science. Biologiste au Laboratoire d'embryogénie au Collège de France.

ÉGYPTE

Délégué :

Le Docteur Mohamed Abdel Salam EL GUINDY.

Secrétaire de la légation royale d'Egypte à Paris et à Bruxelles. Délégué du Gouvernement égyptien à l'Office international d'hygiène.

Délégués suppléants :

Le docteur A. H. MAHFOUZ Bey.

Directeur adjoint des hôpitaux généraux du Gouvernement, Département de l'Hygiène publique, Le Caire.

Mohamed KAMEL Bey.

Sous-directeur au Ministère de l'Agriculture.

DOMINICAN REPUBLIC.

Delegate :

Doctor L. M. BETANCES.

Doctor of Medicine and Science; Biologist at the Embryology Laboratory of the Collège de France.

EGYPT.

Delegate :

Doctor Mohamed Abdel Salam El GUINDY.

Secretary of the Royal Egyptian Legation at Paris and Brussels; Delegate of the Egyptian Government at the "Office international d'Hygiène."

Substitute Delegates :

Doctor A. H. MAHFOUZ Bey.

Assistant Director of the Government General Hospitals, Public Health Department, Cairo.

Mohamed KAMEL Bey.

Assistant Director of the Ministry of Agriculture.

ESPAGNE

Délégués :

Son Excellence M. Emilio de PALACIOS.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

Le docteur Francisco BUSTAMANTE ROMERO.

Chef des services pharmaceutiques du Ministère de l'Intérieur.

Le docteur Antonio PAGADOR Y GOMEZ DE LEÓN.

Docteur en médecine, Barcelone.

Délégué suppléant :

M. Juan de ARENZANA.

Consul à Genève.

FINLANDE

Délégué :

M. Urho TOIVOLA.

Secrétaire de légation. Directeur du secrétariat finlandais auprès de la Société des Nations.

SPAIN.

Delegates :

His Excellency M. Emilio de PALACIOS.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

Doctor Francisco BUSTAMANTE ROMERO.

Head of the Pharmaceutical Service of the Ministry for the Interior.

Doctor Antonio PAGADOR Y GOMEZ DE LEÓN.

Doctor of Medicine at Barcelona.

Substitute Delegate :

M. Juan de ARENZANA.

Consul at Geneva.

FINLAND.

Delegate :

M. Urho TOIVOLA.

Secretary of Legation; Director of the Finnish Secretariat accredited to the League of Nations.

FRANCE

Délégué :

Son Excellence M. DALADIER.
Ministre des Colonies.

Son Excellence M. CLINCHANT.
Ministre plénipotentiaire. Sous-directeur de l'Asie au Ministère des Affaires étrangères.

Délégués suppléants :

M. DUCHÊNE.
Directeur des affaires politiques au Ministère des Colonies.

M. KIRCHER.
Directeur des douanes et régie d'Indo-Chine.

M. PERROT.
Inspecteur des pharmacies. Professeur et vice-doyen de la Faculté de pharmacie de Paris.

M. BOURGOIS.
Consul.

Experts.

M. CHÉRON.
Administrateur des colonies.

FRANCE.

Delegate :

His Excellency M. DALADIER.
Minister of the Colonies.

His Excellency M. CLINCHANT.
Minister Plenipotentiary ; Assistant Director for Asia at the Ministry for Foreign Affairs.

Assistant Delegates :

M. DUCHÊNE.
Director of Political Affairs at the Ministry for the Colonies.

M. KIRCHER.
Director of Customs and Excise in Indo-China.

M. PERROT.
Inspector of Pharmacies ; Professor and Vice-Doyen of the Pharmacy Faculty of Paris.

M. BOURGOIS.
Consul.

Expert :

M. CHÉRON.
Colonial Administrator.

GRÈCE

Délégué :

M. Vassili DENDRAMIS.
Chargé d'affaires à Berne.

Expert :

Le professeur Em. J. EMMANUEL.
Professeur de chimie pharmaceutique à l'Université d'Athènes. Membre du Conseil supérieur d'hygiène publique de Grèce.

HONGRIE

Délégué :

M. Zoltán BARANYAI.
Directeur du secrétariat royal hongrois auprès de la Société des Nations.

INDE

Délégués :

M. J. CAMPBELL, C. S. I., O. B.E., I. C. S. (en retraite).

M. H. CLAYTON, C.I.E., I.C.S.

M. J. C. WALTON.

GREECE.

Delegate :

M. Vassili DENDRAMIS.
Chargé d'Affaires at Berne.

Expert :

Professor Em. J. EMMANUEL.
Professor of Pharmaceutical Chemistry at the University of Athens ; Member of the Supreme Council of Public Health, Greece.

HUNGARY.

Delegate :

M. Zoltán BARANYAI.
Director of the Royal Hungarian Secretariat accredited to the League of Nations.

INDIA.

Delegates :

Mr. J. CAMPBELL, C.S.I., O.B.E., I.C.S. (retired).

Mr. H. CLAYTON, C.I.E., I.C.S.

Mr. J. C. WALTON.

Expert :
M. G. A. Levett YEATS, C.I.E., I.S.O., V.D.

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

Délégué :
M. Michael MACWHITE.
Représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations.

ITALIE

Délégués :
Son Excellence M. Alfredo FALCIONI.
Ancien ministre de la Justice.
Le professeur Comm. Pietro SPICA.
Directeur de l'Institut de chimie pharmaceutique de l'Université de Padoue.
Le docteur Comm. Guido FABRIS.
Sous-directeur des douanes et de l'administration des Contributions indirectes.

JAPON

Délégués :
M. Sagataro KAKU.

Expert :
Mr. G. A. Levett YEATS, C.I.E., I.S.O., V.D.

IRISH FREE STATE.

Delegate :
Mr. Michael MACWHITE.
Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations.

ITALY.

Delegates :
His Excellency M. Alfredo FALCIONI.
Former Minister for Justice.
Professor Comm. Pietro SPICA.
Director of the Institute of Pharmaceutical Chemistry at the University of Padua.
Doctor Comm. Guido FABRIS.
Vice-Director of Customs and Indirect Taxation.

JAPAN.

Delegates :
M. Sagataro KAKU.

Ancien gouverneur civil du Gouvernement général de Taïwan.
M. Yotaro SUGIMURA.
Conseiller d'ambassade. Chef-adjoint du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations.
Conseillers techniques :
Le Docteur Mikinosuke MIYAJIMA.
Le docteur Mitsuzo TSURUMI.

LUXEMBOURG

Délégué :
M. Charles VERMAIRE.
Consul à Genève.

NICARAGUA

Délégué :
Le docteur A. SOTTILE.
Consul à Genève.

PAYS-BAS

Délégués :
Son Excellence le Jonkheer J. LOUDON.

Former Civil Governor of the Government-General of Taiwan.
M. Yotaro SUGIMURA.
Counsellor of Embassy ; Assistant Head of the Imperial Japanese Bureau to the League of Nations.
Experts :
Doctor Mikinosuke MIYAJIMA.
Doctor Mitsuzo TSURUMI.

LUXEMBURG.

Delegate :
M. Charles VERMAIRE.
Consul at Geneva.

NICARAGUA.

Delegate :
Doctor SOTTILE.
Consul at Geneva.

NETHERLANDS.

Delegates :
His Excellency le Jonkheer J. LOUDON.

Docteur en sciences politiques. Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en France.

M. W. G. van WETTUM.

Président de la Commission consultative de l'opium et autres drogues nuisibles de la Société des Nations.

Dr J. B. M COEBERGH.

Inspecteur principal du service de la Santé publique.

M. A. D. A. de Kat ANGELINO.

Secrétaire pour les Affaires chinoises au Gouvernement des Indes néerlandaises.

Conseiller technique :

M. H. van Ebbenhorst TENGBERGEN.

PERSE

Délégué :

Son Altesse le prince Mirza Riza Khan ARFA-ED-DOVLEH.

Ambassadeur. Ancien ministre de la Justice.

POLOGNE

Délégué :

Le docteur W. CHODZKO.

Ancien ministre de l'Hygiène publique. Délégué du Gouvernement polonais à l'Office international d'hygiène.

PORTUGAL

Délégués :

Son Excellence M. Bartholomeu FERREIRA.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

Son Excellence le docteur Rodrigo RODRIGUES.

Gouverneur de Macao.

ROUMANIE

Délégué :

Son Excellence M. N. P. COMNENE.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

Délégués suppléants :

M. E. TIMCIUC.

Consul général.

Doctor of Political Science; Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in France.

M. W. G. van WETTUM.

Chairman of the Advisory Committee of the League of Nations on the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

Dr. J. B. M. COEBERGH.

Chief Inspector, Public Health Service.

M. A. D. A. de Kat ANGELINO.

Secretary for Chinese Affairs to the Government of the Dutch Indies.

Expert :

M. H. van Ebbenhorst TENGBERGEN.

PERSIA.

Delegate :

His Highness Prince Mirza Riza Khan ARFA-ED-DOWLEH.

Ambassador; Former Minister for Justice.

POLAND.

Delegate :

Doctor W. CHODZKO.

Former Minister of Health; Delegate of the Polish Government to the Office international d'Hygiène.

PORTUGAL.

Delegates :

His Excellency M. Bartholomeu FERREIRA.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

His Excellency Doctor Rodrigo RODRIGUES.

Governor of Macao.

ROUMANIA.

Delegate :

His Excellency M. N. P. COMNENE.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

Substitute Delegates :

M. E. TIMCIUC.

Consul-General.

M. D. MORIAUD.
Vice-consul à Genève.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Délégués:

Son Excellence M. M. JOVANOVITCH.
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

M. Milivoyo PILYA.
Inspecteur au Ministère du Commerce.

Expert :

M. Dragan MILITCHEVITCH.
Secrétaire de la confédération des corporations industrielles du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

SIAM

Délégués :

Son Altesse le Prince CHAROON.
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en France.

Son Altesse Sérénissime le prince DAMRAS.
Chargé d'affaires à La Haye.

SUÈDE

Délégué :

Le docteur Erik Rudolf SJOESTRAND.
Conseiller pour les Affaires sociales, en résidence à Genève.

SUISSE

Délégués :

M. DINICHERT.
Ministre plénipotentiaire. Chef de la division des Affaires étrangères du Département politique fédéral.

Le docteur CARRIÈRE.
Chef du Service fédéral de l'Hygiène publique.

M. PÉQUIGNOT.
Adjoint au chef de la division du commerce du Département fédéral de l'Économie publique.

M. D. MORIAUD.
Vice-Consul at Geneva.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

Delegates :

His Excellency M. M. JOVANOVITCH.
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

M. Milivoyo PILYA.
Inspector at the Board of Trade.

Expert :

M. Dragan MILITCHEVITCH.
Secretary to the Confederation of Industrial Corporations of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

SIAM.

Delegates :

His Highness Prince CHAROON.
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in France.

His Serene Highness Prince DAMRAS.
Chargé d'Affaires at The Hague.

SWEDEN.

Delegate :

Doctor Erik Rudolf SJÖSTRAND.
Adviser for Social Questions, in residence at Geneva.

SWITZERLAND.

Delegates :

M. DINICHERT.
Minister Plenipotentiary; Head of the Foreign Affairs Division of the Federal Political Department.

Doctor CARRIÈRE.
Head of the Federal Public Health Service.

M. PÉQUIGNOT.
Assistant Head to the Commercial Division of the Department for Public Economy.

M. HULFTEGGER.

Premier secrétaire du directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

Conseiller technique :

M. SECRETAN.

Secrétaire à la division des Affaires étrangères au Département politique fédéral.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Délégué :

Son Excellence M. F. VEVERKA.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse. Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Délégué suppléant :

M. Jean REISSER.

Premier secrétaire de légation.

TURQUIE

Délégués :

Mehmed SUREYA Bey.

Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture.

M. HULFTEGGER.

First Secretary at the Directorate of the Swiss Union of Commerce and Industry.

Expert :

M. SECRETAN.

Secretary at the Foreign Affairs Department of the Federal Political Department.

CZECHOSLOVAKIA.

Delegate :

His Excellency M. F. VEVERKA.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland ; Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

Substitute Delegate :

M. Jean REISSER.

First Secretary of Legation.

TURKEY.

Delegates :

Mehmed SUREYA Bey.

Under-Secretary of State at the Ministry of Agriculture.

Professeur NOURIDDIN Bey.

Professeur de chimie agricole à l'école supérieure d'agriculture de Constantinople.

URUGUAY

Délégué :

Son Excellence M. Enrique BUERO.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

VÉNÉZUELA

Délégué :

Le docteur Francisco J. DUARTE.

Consul à Genève.

La Conférence a tenu ses séances entre le 17 novembre 1924 et le 19 février 1925.

La Conférence a adopté la Convention relative aux stupéfiants en date de ce jour.

La Conférence a également adopté le Protocole en date de ce jour.

La Conférence a adopté en outre, les résolutions suivantes :

Professor NOURIDDIN Bey.

Professor of Agricultural Chemistry at the School of Agriculture of Constantinople.

URUGUAY.

Delegate :

His Excellency M. Enrique BUERO.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

VENEZUELA.

Delegate :

Doctor Francisco J. DUARTE.

Consul at Geneva.

The Conference held meetings between November 17th, 1924, and February 19th, 1925.

The Conference adopted the Convention relating to Dangerous Drugs which bears to-day's date.

The Conference also adopted the Protocol bearing to-day's date.

The Conference also adopted the following resolutions :

I.

La Conférence reconnaît que, pour permettre à la Convention relative aux stupéfiants, signée ce jour, de produire son plein et entier effet, il est essentiel qu'elle reçoive une application aussi étendue que possible dans les colonies, possessions, protectorats et territoires dont il est fait mention à l'article 39 de la Convention. En conséquence, la Conférence exprime le ferme espoir que les gouvernements intéressés prendront, dans le délai le plus rapproché, les dispositions nécessaires à cet effet et que le nombre desdits colonies, possessions, protectorats et territoires, soustraits à l'action de la Convention, pourra être réduit au minimum.

II.

La Conférence recommande que chaque gouvernement envisage la possibilité d'interdire le transport, par des navires portant son pavillon, de tout envoi de l'une des substances visées par la Convention :

I.

The Conference recognises that, to enable the Convention relating to Dangerous Drugs, signed this day to produce its full effect, it is essential that it should be applied as widely as possible in the colonies, possessions, protectorates and territories mentioned in Article 39 of the Convention. The Conference accordingly expresses the earnest hope that the Governments concerned will take the necessary steps to that end with as little delay as possible, and that the number of such colonies, possessions, protectorates or territories excluded from the operation of the Convention may be reduced to a minimum.

II.

The Conference recommends that each Government should consider the possibility of forbidding the conveyance in any ship sailing under its flag of any consignment of the substances covered by the Convention :

1. A moins qu'une autorisation d'exportation n'ait été délivrée pour cet envoi, conformément aux dispositions de la Convention, et que l'envoi ne soit accompagné d'une copie officielle de cette autorisation ou de tout certificat de déroutement qui pourra être délivré ;

2. A toute destination autre que celle indiquée dans l'autorisation d'exportation ou le certificat de déroutement.

III.

La Conférence recommande à tous les Etats de coopérer aussi étroitement que possible en vue de la suppression du trafic illicite et de donner aux autorités compétentes, chargées de l'application des lois sur la répression du trafic, l'autorisation d'entrer en communication directe avec les autorités compétentes des autres pays.

IV.

La Conférence signale l'intérêt qu'il y aurait, dans certains cas, à exiger, des négociants qui auront reçu du gouvernement une licence en vue

(1) Unless an export authorisation has been issued in respect of such consignment in accordance with the provisions of the Convention, and the consignment is accompanied by an official copy of such authorisation, or of any diversion certificate which may be issued ;

(2) To any destination other than the destination mentioned in the export authorisation or diversion certificate.

III.

The Conference recommends that all States should cooperate as closely as possible with one another in the suppression of the illicit traffic, and that they should authorise the competent authorities charged with the administration of the law on the subject to communicate directly with the corresponding authorities in other countries.

IV.

The Conference draws attention to the advisability in certain cases of requiring dealers who are licensed by the Government to trade in the

de faire le commerce des substances visées par la Convention, de fournir une caution adéquate en espèces ou garantie de banque suffisante pour servir de garantie efficace contre toute opération de trafic illicite de leur part.

V.

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations d'examiner la suggestion qui a été présentée au cours des débats, notamment par la délégation de Perse, et tendant à la nomination d'une Commission qui serait chargée de visiter, s'ils le désirent, certains pays producteurs d'opium, en vue de procéder, en collaboration avec eux, à une étude attentive des difficultés qu'entraîne la limitation de la production de l'opium dans ces pays, et de donner son avis sur les mesures qui pourraient être prises pour permettre de la limiter aux quantités nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques.

substances covered by the Convention to deposit or give sureties for a sum of money sufficient to serve as an effective guarantee against their engaging in the illicit traffic.

V.

The Conference asks the Council of the League of Nations to examine the suggestion which has been made in the course of its proceedings, in particular by the Persian delegation, that a commission should be appointed to visit certain opium-producing countries, should those countries so desire, for the purpose of making a careful study (in collaboration with the Governments of those countries) of the difficulties connected with the limitation of the production of opium in those countries and advising as to the measures which could be taken to make it possible to limit the production of opium in those countries to the quantities required for medical and scientific purposes.

VI.

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations d'inviter le Comité d'hygiène à examiner dès à présent s'il y aurait lieu de consulter l'Office international d'hygiène publique au sujet des produits visés par les articles 8 et 10 afin que, s'il en est ainsi, une première décision quant aux préparations ne pouvant donner lieu à la toxicomanie et une première recommandation quant à tout autre stupéfiant susceptible d'être soumis aux dispositions de la Convention, puissent être notifiées aussitôt que ladite Convention entrera en vigueur.

VII.

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations de bien vouloir décider de faire rentrer dans les dépenses du Secrétariat celles du Comité et de ses services administratifs.

Il est bien entendu que les Parties contractantes qui ne sont pas membres de la Société participeront dans ces dépenses sur une échelle fixée d'accord avec le Conseil.

VI.

The Conference asks the Council of the League of Nations to invite the Health Committee to consider immediately whether it would be expedient to consult the International Health Office regarding the products mentioned in Articles 8 and 10, in order that, if so, a decision concerning preparations which cannot give rise to the drug habit and a recommendation concerning all other drugs which might come under the provisions of the Convention may be notified immediately upon the entry into force of the said Convention.

VII.

The Conference requests the Council of the League of Nations to decide to include in the expenses of the Secretariat the expenses of the Central Board and its administrative services.

It is understood that those Contracting Parties which are not Members of the League will bear their share of the expenses in accordance with a scale to be drawn up by agreement with the Council.

Au moment de signer le présent Acte, le délégué de la Perse a fait la déclaration suivante :

" Le délégué de la Perse, agissant conformément aux instructions de son Gouvernement, déclare signer la Convention *ad referendum* et sous réserve de la satisfaction qui sera donnée par la Société des Nations à la demande de la Perse exposée dans son mémorandum ".

At the moment of signing the present Act, the delegate of Persia made the following declaration :

" The Persian Delegate, acting on instructions from his Government, declares that he signs the Convention *ad referendum* and subject to the League of Nations acceding to Persia's request as set forth in its memorandum."

Au moment de signer le présent Acte, le délégué de Siam a fait la déclaration suivante :

" En signant la Convention et le présent Acte final, la délégation siamoise déclare que, n'ayant pas d'instructions au sujet du chanvre indien, qui ne figurait pas primitivement à l'ordre du jour de la Conférence, la délégation siamoise est tenue de formuler une réserve au chapitre III en ce qui concerne les préparations galéniques du chanvre indien et aux chapitres IV et V uniquement en ce qui concerne le chanvre indien."

At the moment of signing the present Act, the delegate of Siam made the following declaration :

" In signing the Convention and the present Final Act, the Siamese delegation wishes to declare that, having no instructions on the subject of Indian hemp, which was not originally on the agenda of the Conference, the Siamese delegation is obliged to make reservation of Chapter III in regard to galenical preparations of Indian hemp and of Chapters IV and V solely in regard to Indian hemp."

En foi de quoi, les délégués ont signé le présent Acte.

FAIT à Genève, le dix-neuf février mil neuf cent vingt-cinq, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence.

In faith whereof the delegates have signed the present Act.

DONE at Geneva, the nineteenth day of February one thousand nine hundred and twenty-five, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which authenticated copies shall be delivered to all States represented at the Conference.

Le Président :
The President :
Herluf ZAHLE.

La Secrétaire générale :
The Secretary-General :
Rachel E. CROWDY.

ALBANIE — ALBANIA

B. BLINISHTI

ALLEMAGNE — GERMANY

H. VON ECKARDT. Gottfried ASCHMANN

AUSTRALIE — AUSTRALIA

M. L. SHEPHERD

BELGIQUE — BELGIUM

Fernand PELTZER — Dr Ferd. De MYTTENAERE

BOLIVIE — BOLIVIA

Arturo PINTO-ESCALIER

BRÉSIL — BRAZIL

PEDRO PERNAMBUCO f.
H. GOTUZZO.

EMPIRE BRITANNIQUE — BRITISH EMPIRE

Malcolm DELEVINGNE

ESPAGNE — SPAIN

Emilio de PALACIOS

FRANCE — FRANCE

G. BOURGOIS — A. KIRCHER

GRÈCE — GREECE

Vassili DENDRAMIS

HONGRIE — HUNGARY

de BARANYAI Zoltán

JAPON — JAPAN

S. KAKU. — Y. SUGIMURA.

LUXEMBOURG — LUXEMBURG

Ch. G. VERMAIRE

PAYS-BAS — NETHERLANDS

v. WETTUM. — J.B.M. COEBERGH
A.D.A. de KAT ANGELINO

PERSE — PERSIA

Prince ARFA-ED-DOVLEH MIRZA RIZA KHAN

POLOGNE — POLAND

CHODZKO

PORTUGAL — PORTUGAL

A. M. Bartholomeu FERREIRA
R. J. RODRIGUES

ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVENES
M. JOVANOVITCH

SIAM
DARAS

URUGUAY
E. E. BUERO

KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES

SIAM

URUGUAY

帝國政府批准書寄託

（昭和三年一二月二八日外務省告示第一四一號）

大正十四年「ジュネーヴ」ニ於テ開催セラレタル第二阿片會議ノ條約及議定書ニ對スル帝國ノ批准書ハ昭和三年十月十日國際聯盟事務局ニ其ノ寄託ヲ了シタリ

（下略）

「グレート、ブリテン」國批准書寄託

（大正一五年五月一二日條約彙報第二九號）

英國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）及議定書ヲ批准シ千九百二十六年二月十七日批准書ノ寄託ヲ了シタル旨竝右批准書ニ揭ケラレタル所ニ依レハ右批准ハ「カナダ」自治領及「アイルランド」自由國ニ適用ナク且該條約第三十九條ニ依リ留保セラレタル權能ニ基キ右批准書ハ「バハマ」殖民地及英國ノ保護下ニ在ル「サラワク」ニ適用ナキ旨今般國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「スーダン」批准書寄託

（大正一五年五月一二日條約彙報第三〇號）

「スーダン」ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）及議定書ヲ批准シ千九百二十六年二月二十日批准書ノ寄託ヲ了シタル旨今般國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「ポルトガル」國批准書寄託

（大正一五年一月二五日條約彙報第七九號）

「ポルトガル」國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）及議定書ヲ批准シ千九百二十六年九月十三日批准書ノ寄託ヲ了シタル旨同月三十日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「ブルガリア」國批准書寄託

（昭和二年四月二七日條約彙報第二七號）

本年三月九日「ブルガリア」國政府ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議ニ於ケル國際阿片條約竝ニ議定書ニ對スル批准書ヲ國際聯盟事務局ニ寄託シタル旨三月十九日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「チェッコスロヴァキア」國批准書寄託

（昭和二年七月一日條約彙報第三二號）

「チェッコスロヴァキア」共和國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議條約、議定書及最終議定書ノ批准書ヲ千九百二十七年四月十一日國際聯盟事務總長ニ寄託セル旨本年四月二十八日附ヲ以テ事務總長ヨリ通知アリタリ

「ボーランド」國批准書寄託

（昭和二年八月二六日　條約彙報第四〇號）

國際聯盟ニ派遣ノ「ボーランド」國常任委員特命全權公使「フランソア、ソカル」ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議ノ條約ニ對スル白耳義國ノ批准書ヲ右條約第三十四條ノ規定ニ從ヒ千九百二十七年八月二十四日國際聯盟事務局ニ寄託セル旨尚該批准書ニハ「右批准ガ白耳義領「コンゴー」及白耳義國ノ委任統治ノ下ニ在ル「ルアンダ、ウルンヂ」地域ニ適用ナキ」趣ノ前文ヲ添付シァル旨本年九月十三日附書翰ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

佛蘭西國批准書寄託

（昭和二年八月三一日　條約彙報第四三號）

佛蘭西共和國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議ノ條約ニ對スル批准書ヲ千九百二十七年七月二日國際聯盟事務總長ニ寄託セル旨本年七月十九日附書翰ヲ以テ事務總長ヨリ通知アリタリ

白耳義國批准書寄託

（昭和二年一一月一六日　條約彙報第五九號）

白耳義國政府ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議ノ條約ニ對スル白耳義國ノ批准書ヲ右條約第三十四條ノ規定ニ從ヒ千九百二十七年八月二十四日國際聯盟事務局ニ寄託セル旨尚該批准書ニハ「右批准ガ白耳義領「コンゴー」及白耳義國ノ委任統治ノ下ニ在ル「ルアンダ、ウルンヂ」地域ニ適用ナキ」趣ノ前文ヲ添付シァル旨本年九月十三日附書翰ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

墺地利國留保撤回

（大正一五年七月二九日　條約彙報第五七號）

墺國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議國際阿片條約ニ對シ千九百二十五年九月三十日左ノ留保ヲ附シテ署名シタル處右留保ハ之ヲ撤回スル旨國際聯盟國、右條約ノ署名國及右條約ニ加入スルコトヲ許サルル諸國ヘ通告方千九百二十六年五月二十七日附書翰ヲ以テ國際聯盟事務總長ニ要求シタル趣千九百二十六年六月十九日附ヲ以テ同事務總長ヨリ通知アリタリ

第十三條第四項、第十五條ノ對當條項及第二十二條第二項ノ適用ノ一時的停止ヲ條件トス

聯邦政府ハ同政府ニ特別ノ事情アルニ依リ輸出許可證又ハ轉向證明書ノ謄本ノ輸入國政府ヘノ送付ヲ規定スル前記規定ノ適用ヲ一時的ニ且右事情ノ存續スル限リ停止スルノ權能ヲ留保ス但シ同政府ハ阿片及他ノ危險ナル藥品ノ取引ニ關スル諸問委員會ノ勸告ニ從ヒ採擇セラレタル輸入及輸出證明書ノ制度ヲ引續キ適用スヘシ同一ノ理由ニ依リ且又右特別ノ事情カ存續スル限リ聯邦政府ハ三月毎ノ統計ノ中央委員會ヘノ送付ヲ定ムル規定ノ適用ヲ一時停止スルノ權能ヲ留保ス但シ同政府ハ引續キ年報ヲ作成スヘシ

墺地利國批准書寄託

（昭和三年一月一八日　條約彙報第五號）

墺地利國政府ハ大正十四年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議ノ條約ニ對スル墺地利國ノ批准書ヲ右條約第三十四條ノ規定ニ從ヒ昭和二年十一月二十五日國際聯盟事務局ニ寄託セリ（昭和二年十二月十三日附國際聯盟事務總長通報）

「ラトヴィア」國批准書寄託

（昭和四年三月八日　外務省告示第一七號）

「ラトヴィア」國ハ大正十四年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル「第二阿片會議ノ條約及議定書」ヲ批准シ昭和三年十月三十一日國際聯盟事務局ニ其ノ寄託ヲ了シタリ（昭和三年十一月十日附國際聯盟事務總長通牒）

瑞西國批准書寄託

（昭和四年五月二四日　外務省告示第五一號）

瑞西國ハ大正十四年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル「第二阿片會議ノ條約」ヲ批准

シ昭和四年四月三日國際聯盟事務局ニ其ノ寄託ヲ了シタリ（昭和四年四月十七日附國際聯盟事務總長通牒）

「アンドラ」加入

（大正一五年一月六日條約彙報第一號）

「アンドラ」共和國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）ニ對シ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ加入シタル旨竝右加入ハ千九百二十五年十月十七日ヨリ效力ヲ發生スヘキ旨客年十一月六日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「アンドラ」加入ニ對スル佛蘭西國ノ非認

（大正一五年四月二〇日條約彙報第二五號）

「アンドラ」共和國ノ第二阿片會議國際阿片條約加入ニ關シテハ本年一月條約彙報第一號ヲ以テ報知シタル處佛蘭西國內閣議長兼外務大臣ハ「アンドラ」溪谷執政官ハ阿片條約加入ノ如キ通告ヲ國際聯盟事務局ニ對シテ爲スノ權能ヲ有セサルニ依リ本件加入通告ヲ全然無效ノモノト看做サレ度キコト、「アンドラ」司敎トノ共同宗主權ノ下ニ在リテ共和國ト稱スルコトヲ得ス所謂國家ヲ構成セス從テ國際條約ニ加入シ得サルコト、事情右ノ如クナルヲ以テ佛蘭西國元首カ本件阿片條約ヲ批准シタル後該條約ノ「アンドラ」溪谷ニ對スル適用ニ必要ナル措置ヲ執ルハ同元首ニ於テ爲スヘキモノナルコト竝ニ「アンドラ」ニ關スル一切ノ通信ハ今後佛蘭西國外務省ニ宛テラレ度キコト等ヲ千九百二十五年十二月八日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ニ通告シタル趣今般同事務總長ヨリ通知アリタリ

「アンドラ」加入ニ關スル西班牙國ノ通告

（大正一五年八月三日條約彙報第五八號）

「アンドラ」共和國ノ第二阿片會議國際阿片條約加入ニ關シ佛蘭西國ヨリ該加入通告ヲ無效ノモノト看做サレタキ旨等ヲ國際聯盟事務總長ニ通告シタル次第ハ本年四月條約彙報第二十五號ヲ以テ報知シ置キタル處右ニ關シ西班牙國外務大臣ハ同國政府ハ佛蘭西國ノ主張ヲ承認スルコト能ハス從テ「ウルヂュル」司敎ト佛蘭西國トノ「アンドラ」溪谷ニ於テ有スル共同宗主權カ外國及國際聯盟ニ對スル其ノ代表方法ニ付正當ニ決定セラルル樣右趣旨ヲ佛蘭西國政府ニ對シ通告中ナル旨千九百二十六年四月三十日附ヲ以テ國際聯盟事務總長宛通告シタル趣今般同事務總長ヨリ通知アリタリ

「サルヴァドル」國加入

（大正一五年五月一四日條約彙報第三五號）

在佛「サルヴァドル」國公使ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約及議定書（第二阿片會議）ニ對スル「サルヴァドル」國ノ加入書ニ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ本年三月十一日署名シタル旨本年三月二十六日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「サルヴァドル」國加入批准書寄託

（昭和二年一月二八日條約彙報第一二號）

「サルヴァドル」國ノ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約及議定書（第二阿片會議）ニ對スル加入ニ關シテハ大正十五年五月條約彙報第三十五號ヲ以テ報知シ置キタル處同國ハ大正十五年十二月二日右加入ノ批准書ヲ寄託シタル旨同十二月二十日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「サラワク」加入

（大正一五年五月一四日條約彙報第三六號）

英國政府ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約及議定書（第二阿片會議）ニ對スル「サラワク」ノ加入書ヲ本年三月十一日國際聯盟事務局ニ寄託シタル旨本年四月八日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「バハマ」加入

（大正一五年一二月二二日　條約彙報第九一號）

英國政府ハ「バハマ」殖民地ノ爲ニ、千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約及議定書（第二阿片會議）ニ對スル加入書ヲ本年十月二十二日國際聯盟事務局ニ寄託シタル旨同十一月八日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「ニュー、ヘブリディーズ」加入

（昭和二年一二月二七日　條約彙報第八號）

佛蘭西國政府ハ大正十四年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議ノ條約第三十九條ノ規定ニ從ヒ該條約ヲ英佛共同施政制度ノ下ニ在ル「ニュー、ヘブリディーズ」諸島ニ適用スベキコトヲ兩國ノ合意ニ依リ決定シタル旨ヲ宣言セリ

右宣言書ハ昭和二年十二月二十七日國際聯盟事務局ニ寄託セラル（昭和三年一月十九日附國際聯盟事務總長通牒）

「エジプト」國加入

（大正一五年五月一四日　條約彙報第三七號）

「エジプト」國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約及議定書（第二阿片會議）ニ對シ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ加入シタル旨竝右加入書ハ本年三月十六日國際聯盟事務局ニ寄託セラレタル旨本年四月八日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「ルーマニア」國加入

（大正一五年六月一八日　條約彙報第四六號）

「ルーマニア」國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約及議定書（第二阿片會議）ニ對スル「ルーマニア」國政府ノ加入議定書ニ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ且批准ヲ留保シテ千九百二十六年三月二十六日署名シタル旨千九百二十六年四月二十三日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「サン、マリノ」國加入

（大正一五年七月一〇日　條約彙報第五一號）

「サン、マリノ」國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）ニ對シ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ加入シタル旨竝右加入書ハ本年四月二十一日國際聯盟事務局ニ寄託セラレタル旨本年六月二日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「ダンチッヒ」自由市加入

（大正一五年一〇月一日　條約彙報第七三號）

國際聯盟ニ派遣ノ波蘭國代表者ハ「ダンチッヒ」自由市カ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）ニ對シ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ加入スヘキ旨及右加入ハ同共和國國會ノ承認ヲ經テ效力ヲ發生スヘキ旨本年十一月八日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「ボリヴィア」國加入

（昭和二年三月二日　條約彙報第一九號）

「ボリヴィア」國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）及議定書ニ對スル加入書ハ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ批准及左記宣言留保ノ下ニ千

テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「ダンチッヒ」自由市批准書寄託

（昭和二年八月二六日　條約彙報第四〇號）參照

「ドミニカ」國加入

（大正一五年一二月二二日　條約彙報第九二號）

「ドミニカン」共和國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）ニ對シ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ加入スヘキ旨及右加入ハ同共和國國會ノ承認ヲ經テ效力ヲ發生スヘキ旨本年十一月八日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「ボリヴィア」國加入

（昭和二年三月二日　條約彙報第一九號）

「ボリヴィア」國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）及議定書ニ對スル加入書ニ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ批准及左記宣言留保ノ下ニ千

九百二十七年一月十九日署名シタル旨同一月三十一日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

『一　「ボリヴィア」國ハ「コカ」ノ國内栽培若ハ生産ヲ制限スルコト又ハ土人ニ依ル「コカ」葉ノ使用ヲ禁止スルコトヲ約セス

二　「ボリヴィア」國政府ハ「コカ」葉ノ輸出ヲ輸出證明書ノ方法ニ依リ管理スヘシ

三　「ボリヴィア」國政府ハ「コカ」ノ輸出ヲ爲シ得ヘキ場所トシテ左記ヲ指定ス

「ヴィラゾン」、「ヤクイバ」、「アントファガスタ」、「アリカ」及「モリエンド」』

「モナコ」國加入

（昭和二年三月二九日　條約彙報第二三號）

「モナコ」公國ハ千九百二十五年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル國際阿片條約（第二阿片會議）ニ對スル加入議定書ニ同條約第三十五條ノ規定ニ基キ本年二月九日署名シタル旨同十七日附ヲ以テ國際聯盟事務總長ヨリ通知アリタリ

「フィンランド」國加入

（昭和三年二月二八日　條約彙報第六號）

「フィンランド」國政府ハ大正十四年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル第二阿片會議ノ條約及議定書ニ對スル「フィンランド」國ノ加入書ヲ昭和二年十二月五日國際聯盟事務局ニ寄託セリ（昭和二年十二月二十八日附國際聯盟事務總長通牒）

「ヴェネズエラ」國加入

（昭和四年八月一四日　外務省告示第七三號）

「ヴェネズエラ」國ハ大正十四年二月十九日「ジュネーヴ」ニ於テ署名セラレタル「第二阿片會議ノ條約及議定書」ヲ批准シ昭和四年六月十九日國際聯盟事務局ニ批准書ノ寄託ヲ了セリ（昭和四年七月九日附國際聯盟事務總長通牒）

第二阿片會議條約締約國一覽表

國名	批准書寄託ノ日	批准ヲ條件トシテ	加入ノ日	決定的ニ
墺地利國	一九二七、二、二五			
白耳義國	一九二七、八、二四			
「ボリヴィア」國		一九二七、一、一九		
「ブルガリア」國	一九二七、三、九			
「ダンチッヒ」自由市			一九二七、六、一六	
「ドミニカ」國		一九二六、一〇、一六	一九二八、七、一九	
「エジプト」國			一九二六、三、一六	
西班牙國	一九二八、六、三			
西領摩民地（モロッコ保護領ヲ除ク）	一九二八、六、三			
「フィンランド」國			一九二七、一二、五	
佛蘭西國	一九二七、七、二			
英帝國	一九二六、二、一七			
「カナダ」	一九二八、六、二七			
濠州聯邦	一九二六、二、一七			
南阿聯邦	一九二六、二、一七			
「ニュー、ジーランド」及西「サモア」	一九二六、二、一七			
印度	一九二六、二、一七			
「サラワク」			一九二六、三、一	
「バハマ」			一九二六、一〇、二三	
伊太利國	一九二八、九、一七			
日本國	一九二八、一〇、一〇			
「ラトヴィア」國	一九二八、一〇、三一			
「ルクセンブルグ」國	一九二八、三、二七			
「モナコ」國			一九二七、二、九	
和蘭國	一九二八、六、四			
蘭領印度	一九二八、六、四			
「スリナム」	一九二八、六、四			
「キュラサオ」	一九二八、六、四			
「ニューヘブリディーズ」			一九二七、一二、二七	
「ポーランド」國	一九二七、六、一六			
「ポルトガル」國	一九二六、九、一三			
「ルーマニア」國			一九二六、三、二六	
			一九二八、三、一八	

第二阿片會議議定書締約國一覽表

國名	批准書寄託ノ日	加入ノ日 批准ヲ條件トシテ	加入ノ日 決定的ニ
「ポリヴィア」國		一九二七、一、一九	
「アルゼンチン」國	一九二七、三、九		
「エジプト」國			一九二六、三、一六
「フィンランド」國			一九二七、一二、五
英帝國	一九二六、二、一七		
「カナダ」	一九二六、六、二七		
濠洲聯邦	一九二六、二、一七		
南阿聯邦	一九二六、二、一七		
「ニュー、ジーランド」	一九二六、二、一七		
印度	一九二六、二、一七		
「サルヴァドル」			一九二六、三、一
「パハマ」			一九二六、一〇、二二
日本國	一九二八、一〇、一〇		
「ラトヴィア」國	一九二八、一〇、三一		
「ルクセンブルグ」國	一九二八、三、二七		
和蘭國	一九二八、六、四		
蘭領印度	一九二八、六、四		
「スリナム」	一九二八、六、四		
「キュラサオ」	一九二八、六、四		
「ポルトガル」國	一九三六、九、一三		
「ルーマニア」國	一九二六、三、二六	一九二八、五、一八	
「サルヴァドル」	一九二六、三、二		
「サン、マリノ」國		一九二六、三、一二	一九二六、一二、二
「スーダン」	一九二六、二、二〇		
瑞西國	一九二九、四、三		
「チェッコスロヴァキア」國	一九三七、四、一二		
「ヴェネズエラ」國		一九二六、四、二二	
	一九二七、六、二五	一九二九、六、一九	

國名	一九〇九年上海阿片會議決議參加國	一九一一年國際阿片會議協定	一九二五年第二阿片會議條約	一九二五年第二阿片會議議定書
「アルバニア」國	寄			
獨逸國	參	寄×		
米國	參	寄		
「アンドラ」				
「アルゼンティン」國				
墺地利國	參（墺洪）	寄×	寄	
白耳義國		寄		
「ポリヴィア」國	寄×			
「スーダン」	一九二六、二、二〇			
「チェッコスロヴァキア」國	一九二七、四、一二			
「ヴェネズエラ」國	一九二七、六、二五	一九二九、六、一九		
「ブラジル」國	寄×			
「ブルガリア」國	寄×	寄		
「チリ」國	參	寄		
支那國	寄			
「コロンビア」國	寄			
「コスタリカ」國	寄			
「キューバ」國	寄×			
丁抹國	寄			
「ダンチッヒ」自由市	寄	加		
「ドミニカ」國	寄	加		
「エジプト」國		加	加	
「エクアドル」國	寄			
西班牙國	寄	寄		
「モロッコ」ヲ除ク西領殖民地	寄	寄		

阿片諸條約締約國一覽表

表中×印ヲ附シタル國ハ對獨其ノ他ノ平和諸條約ノ規定ニ依リ批准書寄託シタルモノト看做サル

	英帝國	佛蘭西國	「フィンランド」	「エストニア」
「アルネー」				
ラス「ホンデュ」				
英領「ギアナ」				
「バームダス」				
「ベチュアナラ」ンド				
「バストラン」ド				
「バルバドス」				
「バハマ」				
「ニュー」ドラランドア				
印度	寄	寄	寄	
「ニュー」ドジーラ	寄 ×	寄 ×	寄	
南阿聯邦	寄 ×	寄 ×	寄	
濠洲聯邦	寄 ×	寄 ×	寄	
「カナダ」	寄 ×	寄 ×	寄	
英帝國	參	寄	寄	
佛蘭西國	參	寄 ×	寄	
「フィンランド」			寄	加
「エストニア」			寄	加

	「モイロン」	「サイプラス」	「ドフォークラン」	實「アフガ」	希臘國	「アテマラ」國	「ハイティ」國	「ホンデュラス」國	「ハンガリー」國	伊太利國	日本國	「ラトヴィア」國	「リベリア」國	「リスアニア」國	「ルクセンブル」國	「メキシコ」國	「モナコ」國	「モンテネグロ」國	「ニカラアグア」國
「ロードシア」北																			
「ニセリア」北																			
「ボルネオ」北																			
「モーリシアス」																			
「モルタ」																			
「ジヤマイカ」																			
「イラーク」																			
香港	寄																		
「アレナダ」																			
「ゴールドコースト」																			
「ギルバート」																			
「ジアラルタ」ル																			
「ガンビア」																			
「フィジー」																			
「ドフォークラン」																			
實「アフガ」																			
希臘國																			
「アテマラ」國																			
「ハイティ」國																			
「ホンデュラス」國																			
「ハンガリー」國	(參與否)																		
伊太利國	參																		
日本國	參																		
「ラトヴィア」國																			
「リベリア」國																			
「リスアニア」國																			
「ルクセンブル」國																			
「メキシコ」國																			
「モナコ」國																			
「モンテネグロ」國																			
「ニカラアグア」國																			

	海峽殖民地	「ソンドス」ジーラ	「サラワク」	「セイシエル」	「ソロモン」	「ドソマリラン」	南「ニセリア」	「ア南」「ロードシ」	「スワジーラ」ンド	「ガンビア」	「ドトリニダッ」	馬來聯邦	州馬來非聯邦語
「ニカラアグア」國													
「ディーズ」ベリ													
「モンテネグロ」國													
「モナコ」國													
「メキシコ」國													
「ルクセンブル」國													
「リスアニア」國													
「リベリア」國													
「ラトヴィア」國													
日本國													
伊太利國													
「ハンガリー」國													
「ホンデュラス」國													
「ハイティ」國													
「アテマラ」國													
希臘國													
「ザンジバル」													
藏治洋亞													
「ドニアサラン」													
「ンバレスタイ」													
「ナセントヘレ」													
「アセントルシ」													
「ンセントヴィ」													
「サテクツク」													
「セイシエル」													
「ンシエラレチ」													
「ソロモン」													
「ドソマリラン」													
南「ニセリア」													
ア南「ロードシ」													
海峽殖民地	寄												
「ンドス」ジーラ													
「スワジーラ」ンド													
「ガンビア」													
「ドトリニダッ」													
馬來聯邦													
州馬來非聯邦語													

諸威國		寄			
「パナマ」國		寄×			
「パラグアイ」國					
和蘭國	參	寄	寄	寄	寄
蘭領印度			寄	寄	寄
「スリナム」			寄	寄	寄
「キュラサオ」			寄	寄	寄
「ベルー」國		寄×			
「ベルシア」國	參				
「ボーランド」國		寄×		寄	
「ポルトガル」國	參	寄	寄	寄	寄
「ルーマニア」國		寄×		加	加

露西亞國	參				
「サン、マリー」國				加	
「サルヴァドル」國		寄		加	加
「セルブ、クロアート、スロヴェーヌ」國		寄			
暹羅國	參	寄	寄		
瑞典國		寄			
瑞西國		寄		寄	
「スーダン」				寄	寄
「チェッコスロヴァキア」國		寄×		寄	寄
「ヴルグアイ」國		寄			
「ヴェネズエラ」國		寄		加	加

第二十三　朝鮮關係條約

NO. 23. CHOSEN.

第二十三　朝鮮關係條約

（參考）

韓國併合ニ關スル宣言

一九一〇年（明治四十三年）八月二九日官報掲載

韓國ヲ有シ又ハ韓國ニ關シ帝國政府ハ韓國トノ間ニ條約ヲ以テ韓國ニ於テ最惠國待遇ヲ享クヘキコトヲ約シタル獨逸國、亞米利加合衆國、佛蘭西國、英吉利國、白耳義國、丁抹國、伊太利國、和蘭國、瑞典國、諾威國、墨西哥國、清國、露西亞國ノ各政府ニ對シ左ノ宣言ヲ爲シタリ

明治三十八年日韓協約成リテヨリ茲ニ四年有餘其ノ間日韓兩國政府ハ鋭意韓國施政ノ改善ニ從事シタルト雖同國現在ノ統治制度ハ尚未タ十分ニ其ノ安寧秩序ヲ保持スルニ足ラス又ハ韓國ノ公共ノ安寧秩序ヲ將來ニ保持スルニ付キ疑懼ノ點アルヲ免レサルノ狀態ニ在ルヲ以テ帝國政府ハ韓國ニ關シ帝國ト列國トノ間ニ現存スル條約ノ實行ヲ確保シ且韓國ニ於テ列國ノ臣民及商工業ニ對スル完全ナル通商ノ機會均等ノ主義ヲ侵害スルカ如キ一切ノ障礙ヲ除去シ以テ帝國ノ統治ノ下ニ於テ韓國ノ富源ヲ開發シ其ノ民衆ノ福利ヲ增進スルノ目的ヲ以テ韓國ヲ帝國ニ併合スルノ必要ヲ認メタリ

仍テ帝國政府ハ今回ノ併合ノ結果トシテ韓國ニ於テ一切ノ統治權ヲ完全且永久ニ日本國皇帝陛下ニ讓與シ日本國皇帝陛下ハ之ヲ受諾シ且全然ノ併合ヲ實行スルコトヲ承諾シタリ

（參考）スル九國條約ニ關スル宣言外

No. 23 CHOSEN.

(*Reference.*)

DECLARATIONS AS TO THE ANNEXATION OF KOREA TO THE EMPIRE OF JAPAN.

Published August 29, 1910 (43*rd year of Meiji*).

(*Translation.*)

I. Declaration to Germany, The United States of America, Austria-Hungary, Belgium, China, Denmark, France, Great Britain, Italy and Russia, which have had Treaties with Korea or have been enjoying the Most-Favoured-Nation Treatment in Korea.

Notwithstanding the earnest and laborious work of reforms in the administration of Korea, in which the Governments of Japan and Korea have been engaged for more than four years

ノ念ヲ懷キ適歸スル所ヲ知ラサルノ狀アリ韓國ノ靜謐ヲ維持シ韓民ノ福利ヲ增進シ併セテ韓國ニ於ケル外國人ノ安寧ヲ計ルカ爲ニハ此ノ際現制度ニ對シ根本的ノ改善ヲ加フルノ必要アルコト瞭然タルニ至レリ

韓國併合條約ノ締結

日韓兩國政府ハ前記ノ必要ニ應シテ現在ノ事態ヲ改良シ且將來ノ安固ニ對シテ完全ナル保障ヲ與フルノ急務ナルヲ認メ日本國皇帝陛下及韓國皇帝陛下ノ承認ヲ經兩國全權委員ヲシテ一ノ條約ヲ締結セシメ全然韓國ヲ日本帝國ニ併合スルコトトナセリ

外國人及外國貿易

該條約ハ八月二十九日ヲ以テ之ヲ公布シ同日ヨリ直ニ之ヲ施行スヘク日本帝國政府ハ同條約ノ結果朝鮮ニ關スル統治ノ全部ヲ擔當スルコトトナレルヲ以テ茲ニ左ノ方針ニ依リ外國人及外國貿易ニ關スル事項ヲ處理スヘキコトヲ表明ス

since the conclusion of the Agreement of 1905, the existing system of government in that country has not proved entirely equal to the duty of preserving public order and tranquility, and in addition a spirit of suspicion and misgiving dominates the whole Peninsula. In order to maintain peace and stability in Korea, to promote the prosperity and welfare of Koreans, and at the same time to ensure the safety and repose of foreign residents, it has been made abundantly clear that fundamental changes in the actual régime of government are absolutely essential.

The Governments of Japan and Korea, being convinced of the urgent necessity of introducing reforms responsive to the requirements of the situation, and of furnishing sufficient guarantees for the future, have, with the approval of His Majesty the Emperor of Japan and His Majesty the Emperor of Korea, concluded, through Their respective Plenipotentiaries, a Treaty providing for the complete annexation of Korea to the Empire of Japan.

By virtue of that important Act which shall take effect on its promulgation on the 29th August the Imperial Government of Japan undertake the entire government and administration of Korea, and they hereby declare that the matters relating to foreigners and foreign trade in Korea shall be conducted in accordance with the following rules:

ニ關スル方針

一　韓國ト列國トノ條約ハ當然無效ニ歸シ日本國ト列國トノ現行條約ハ其ノ適用シ得ル限朝鮮ニ適用セラルヘシ

朝鮮ニ在留スル諸外國人ハ日本法權ノ下ニ於テ事情ノ許ス限日本內地ニ於ケルト同一ノ權利及特典ヲ享有シ且其ノ適法ナル既得權ノ保護ヲ受クヘシ

日本帝國政府ハ併合條約施行ノ際現ニ朝鮮ニ於ケル外國領事裁判所ニ繫屬スル事件ハ最終ノ決定ニ至ル迄其ノ裁判ヲ續行セシムルコトヲ承諾スヘシ

日本列國間條約ノ朝鮮適用

朝鮮在留外國人ノ權利特典

外國領事裁判所繫屬事件ノ裁判續行

(1) The Treaties hitherto concluded by Korea with foreign Powers ceasing to be operative, Japan's existing Treaties will, so far as practicable, be applied to Korea.

Foreigners resident in Korea will, so far as conditions permit, enjoy the same rights and immunities as in Japan proper, and the protection of their legally acquired rights, subject in all cases to the jurisdiction of Japan.

The Imperial Government of Japan are ready to consent that the jurisdiction in respect of cases actually pending in any foreign Consular Courts in Korea at the time the Treaty of Annexation takes effect shall remain in such Courts until final decision.

二　日本帝國政府ハ從來ノ條約ニ關係ナク今後十年間朝鮮ヨリ外國ニ輸出シ又ハ外國ヨリ朝

(2) Independently of any conventional engagements formerly existing on the subject, the Im-

外國品ノ輸出入稅及外國船舶ノ噸稅

鮮ニ輸入スル貨物及朝鮮開港ニ入ル外國船舶ニ對シ現在ト同率ノ輸出入稅及噸稅ヲ課スヘシ

日本品ノ輸出入稅及日本船舶ノ噸數

朝鮮ヨリ日本ニ移出シ又ハ日本ヨリ朝鮮ニ移入スル貨物及朝鮮開港ニ入ル日本船舶モ亦今後十年間前項ノ貨物及船舶ニ對スルト同率ノ課稅ヲ受クルモノトス

條約國船舶ニ沿岸貿易ノ認許

三　日本帝國政府ハ今後十年間日本國トノ條約國ノ船舶ニ對シ朝鮮開港間及朝鮮開港ト日本開港間ノ沿岸貿易ニ從事スルヲ許スヘシ

開港地

四　從來ノ開港場ハ馬山浦ヲ除クノ外舊ニ依リ之ヲ開港トナシ更ニ新義州ヲモ開港トシ內外船舶ノ出入及之ニ依ル貨物ノ輸出入ヲ許スヘシ

perial Government of Japan will, for a period of ten years, levy upon goods imported into Korea from foreign countries or exported from Korea to foreign countries, and upon foreign vessels entering any of the open ports of Korea, the same import or export duties and the same tonnage dues as under the existing schedules.

The same import or export duties and tonnage dues as those to be levied upon the aforesaid goods and vessels will also, for a period of ten years, be applied in respect of goods imported into Korea from Japan or exported from Korea to Japan, and Japanese vessels entering any of the open ports of Korea.

(3) The Imperial Government of Japan will also permit, for a period of ten years, vessels under the flags of Powers having Treaties with Japan, to engage in the coasting trade between the open ports of Korea, and between those ports and any open ports of Japan,

(4) The existing open ports of Korea, with the exception of Masampo, will be continued as open ports and, in addition, Shin-Wiju will be newly opened, so that vessels, foreign as well as

亞爾然丁國外十三國ニ對スル宣言

帝國政府ハ又亞爾然丁國、伯剌西爾國、智利國、格倫比亞國、西班牙國、希臘國、墨西哥國、諾威國、和蘭國、祕露國、葡萄牙國、暹羅國、瑞典國及瑞西國ノ各政府ニ對シ左ノ宣言ヲ爲シタリ

日本列國間條約ノ朝鮮適用竝列國人ノ權利特典

明治四十三年八月二十二日日本國ト韓國トノ間ニ締結セラレタル條約ニ依リ韓國ハ日本國ニ併合セラレ本日ヨリ日本帝國ノ一部ヲ成スコトトナレリ爾今日本國ト列國トノ現行條約ハ其ノ適用シ得ル限朝鮮ニ適用セラルヘク該現行條約ヲ有スル列國ノ臣民又ハ人民ハ朝鮮ニ於テ事情ノ許ス限日本內地ニ於ケルト同一ノ權利及特典ヲ享有スヘシ

Japanese, will there be admitted and goods may be imported into and exported from those ports.

II. Declaration to Argentine, Brazil, Chile, Colombia, Spain, Greece, Mexico, Norway, the Netherlands, Peru, Portugal, Siam, Sweden and Switzerland.

By virtue of a Treaty concluded between Japan and Korea, dated the 22nd August, 1910, Korea has been annexed to Japan and from this date forms an integral part of the Empire of Japan. Japan's existing Treaties will, so far as practicable, be applied to Korea, and the subjects and citizens of the powers having such existing Treaties will, so far as conditions permit, enjoy in Korea the same rights and immunities as in Japan proper.

（參考）

在朝鮮各國居留地制度廢止ニ關スル朝鮮總督府外事局長及當該締約國領事官協議會議議定書

一九一三年（大正二年）四月二一日京城ニ於テ調印（英文）

一九一四年（大正三年）四月一日告示（朝鮮總督府）

同　年　同月　同日　實　施

各國居留地ノ朝鮮地方區域編入

一　在朝鮮各國居留地卽チ仁川、鎭南浦、群山、木浦、馬山浦及城津各國居留地ハ各其ノ所屬ノ新定朝鮮地方區域ニ之ヲ編入スヘシ

（*Reference.*）

PROTOCOL AGREED TO AT THE CONFERENCE HELD BETWEEN THE DIRECTOR OF THE BUREAU OF FOREIGN AFFAIRS OF THE GOVERNMENT GENERAL OF CHOSEN AND THE CONSULAR REPRESENTATIVES OF TREATY POWERS CONCERNED RELATING TO THE ABOLITION OF THE SYSTEM OF FOREIGN SETTLEMENTS IN CHOSEN.

Signed at Keijo, Chosen, in English, April 21, 1913 (2nd year of Taisho).

Published by the Government General of Chosen, April 1, 1914 (3rd year of Taisho).

Enforced from April 1, 1914.

I. The Foreign Settlements in Chosen, namely: Chemulpo, Chinnampo, Kunsan, Mokpo, Masampo and Songchin shall be incorporated with the respective newly organized Communes of Chosen to which they appropriately belong.

土木、衛生等ノ責任ノ引受

二　右編入ノ上ハ當該地方廳ハ從來各國居留地會ニ於テ擔任シタル土木、衛生其ノ他地方行政上一切ノ責任及義務ヲ引受クヘシ

各國居留地會所屬共有資金及財產ノ引繼

三　前記各國居留地會ニ屬スル共有資金及財產アルトキハ該共有資金及財產ハ之ヲ當該地方廳ニ引繼クヘシ

永代借地權ノ所有權ニ任意變更及所有權ニ關スル內國待遇

四　前記各國居留地ノ地域內ニ於テ永代借地權ヲ有スルモノハ自己ノ選擇ニ依リ該永代借地權ヲ所有權ニ變更スルヲ得ヘシ右所有權ハ在朝鮮日本國臣民ノ有スルモノト同一ノ基礎ニ置カルルモノトス

所有地及家屋ノ使用、享有並賦課金等ニ關スル內國及最惠國待遇

五　右ノ變更ヲ爲シ且之ヲ登記シタルトキハ前記土地ノ所有者ハ右土地及其ノ上ニ在ル家屋ノ使用及享有ニ關スル一切ノ事項並土地及家屋ニ對スル賦課金、租稅及公課ニ關スル事項ニ付帝國臣民及最惠國民ト同一ノ取扱ヲ受クヘシ前記ノ變更及登記ヲ爲スニハ何等ノ租稅、手數料又ハ

II. When such incorporation takes place, the competent local authorities shall assume all the duties and obligations of local administrations hitherto performed and incurred by the Municipal Councils of the said Foreign Settlements, including public works, sanitation, etc.

III. The common funds and property, if any, belonging to the Municipal Councils of the said Foreign Settlements, shall be transferred to the local authorities concerned.

IV. The holders of leases in perpetuity of land within the circumscriptions of the said Foreign Settlements shall be allowed the option of converting the said leases in perpetuity to actual ownership. Such ownership shall be on the same basis as that of Japanese subjects in Chosen.

V. When such conversions have been made and registered, the owners of the said land shall be accorded national and most favoured nation treatment in all that concerns the use and enjoyment of such land and houses thereon, as well as in the matter of imposts, taxes and rates leviable on such land and houses. The conver-

六

取立金ヲ納ムルコトヲ要セサルモノトス

（イ）右ノ任意變更ヲ爲ササル場合ニ於テハ永代借地ヲ設定シタル措置ニ因リ設定セラルヘキ永代借地ニ在ル家屋ニ對シ賦課セラルヘキ國稅及其ノ地方的租稅及公課ニ等シキ租稅及公課ヲ相當ス家屋稅ニ對シ賦課セラルヘキ國稅及其ノ地方的租稅及公課ニ等シキ租稅及公課ヲ相當スル金額ハ其ノ借地料ノ殘額ヲ超過スルコトヲ得サルモノトス

（ロ）前記借地料ノ殘額ヲ超過スル金額ハ其ノ借地料ノ殘額ヲ限度トシテ之ヲ右借地ニ在ル家屋稅及公課ニ關スル事項ニ付テハ本議定書ニ定メタルモノヲ除クノ外種類及性質ノ如何ヲ問ハス總テ帝國又ハ其ノ臣民ニ對シ帝國又ハ其ノ臣民ニ對スル場合ニ於テハ永代借地ノ一切ノ負擔ヲ免除スヘキ地方的租稅及公課ニ等シキ租稅及公課ヲ賦課セラルヘキ永代借地ニ在ル家屋ニ對シ賦課セラル

前記永代借地權及附隨的權利ノ登記竝該附隨的權利ニ關スル登記謄本ノ引繼ト其ノ效力

抵當權ノ存在スル永代借地權ノ移轉登記等

八　朝鮮ニ於ケル當該登記官署ハ前記永代借地權及之ニ關スル附隨的權利ノ登記ヲ爲スヘシ右登記ハ法令ノ規定ニ從ヒ第三者ニ對抗スルコトヲ得ルモノトス

前記附隨的權利ニ關スル領事館現存登記ノ適法ナル謄本ハ之ヲ當該登記官署ニ引繼クヘシ此ノ引繼ヲ爲シタル登記ハ右登記ヲ爲シタル領事館ニ於テ有シタルト同一ノ效力及價値ヲ有スルモノトス

永代借地權ニシテ各國居留地制度廢止ノ當時當該領事館ノ登記ニ於テ之ニ對スル抵當權ノ存在スルモノニ付テハ該永代借地權者又ハ其ノ委任ヲ受ケタル代理人ヨリ其ノ所屬國領事官ノ證明ヲ經タル願書ヲ提出スルニ非サレハ右永代借地權ヲ第三者ニ移轉スル登記若ハ所有權ニ變更スル登記又ハ之ニ關スル附隨的權利ノ消滅ノ登記ヲ爲ササルモノトス但シ借地料、租稅又ハ公課ノ納付ヲ怠リタル爲又ハ法律上ノ手續ニ依リ永代借地權ヲ處分スル場合ハ此ノ限ニ在ラス

VIII. The competent Registry Offices in Chosen shall undertake due registration of the leases in perpetuity aforesaid as well as subsidiary rights relating thereto. Such registration, consistently with the provisions of law, shall be available against third parties. Legalized copies of the existing Consular registrations relating to the said subsidiary rights shall be transferred to the competent Registry Offices. Registrations so transferred shall continue to have the same force and value as they had in the Consular Offices in which such registrations were effected.

With regard to the leases in perpetuity on which mortgages exist in the Consular Registers concerned at the time of the abolition of the system of Foreign Settlements, no registration shall be made in respect of the transfer of such leases in perpetuity to a third party or their conversion to actual ownership, or the cancellation of subsidiary rights relating thereto, except upon the written application of the holders of the said leases in perpetuity or their duly authorized agents certified by their Consular Representatives. This arrangement, however,

各國居留地公園ノ現狀維持

各國居留地內墓地ノ管理及之ニ對スル租稅等ノ免除

九　各國居留地內ニ現存スル公園ハ當該官吏ニ於テ其ノ良好ナル秩序及狀態ヲ維持スヘシ又各其ノ面積ハ公共ノ目的ニ供スル場合ヲ除クノ外之ヲ縮少セサルモノトス

十　各國居留地內ニ現存スル外國人墓地ハ地方在留外國人ニ於テ墓地、火葬場、埋葬、火葬等ニ關スル法令ニ從ヒ之ヲ管理スヘシ右墓地ニ對シテハ一切ノ租稅及公課ヲ課セサルモノトス仁川各國居留地會ニ屬スル財產中金二萬圓又ハ其ノ以內ニ於テ必要ナル金額ハ之ヲ前記ノ目的ニ充當スルモノトス

千九百十三年四月二十一日朝鮮京城ニ於テ之ヲ作成ス

朝鮮總督府外事局長　小松綠

shall not affect cases where leases in perpetuity are disposed of in default of payment of rent, taxes of rates, or by virtue of legal process.

IX. The existing Public Gardens in the Foreign Settlements shall be maintained in good order and condition by the authorities concerned; and their respective areas shall not be diminished except for public purposes.

X. The existing Foreign Cemeteries in the Foreign Settlements shall be maintained by local foreign residents, in conformity with the laws and ordinances governing cemeteries, crematories, burial, cremation etc., free of all taxes and rates. The sum of Twenty Thousand Yen (¥. 20,000) or so much thereof as may be necessary shall be appropriated for this purpose out of the property belonging to the Municipal Council of the General Foreign Settlement at Chemulpo.

Done at Keijo, Chosen, the 21st day of April, 1913.

(Signed)　MIDORI KOMATSU,
Director of the Bureau of Foreign Affairs of the Government of Chosen.

獨逸國總領事 ドクトル、クリューゲル	(Signed) KRÜGER, DR., *German Consul General.*
白耳義國總領事 ジェー、ブリボジア	(Signed) J. BRIBOSIA, *Consul General for Belgium.*
亞米利加合衆國總領事 ジョージ、エッチ、シドモール	(Signed) GEO. H. SCIDMORE, *Consul General of the United States of America.*
露西亞國總領事 ジェー、ルッチュ	(Signed) J. LUTSCHG, *Consul General for Russia.*
大不列顛國總領事 エー、エム、チャーマース	(Signed) A. M. CHALMERS, *His Britannic Majesty's Consul General for Korea.*
佛蘭西國領事代理 アール、アンドレー	(Signed) R. ANDRÉ, *Acting Consul for France.*
伊太利國利益代表者 大不列顛國總領事 エー、エム、チャーマース	(Signed) A. M. CHALMERS, *His Britannic Majesty's Consul General for Korea.* *In Charge of Italian interests.*

第二十四　海法會議諸條約

NO. 24. CONFÉRENCE DE DROIT MARITIME.

第二十四 海法會議諸條約

船舶衝突ニ付テノ規定ノ統一ニ關スル條約

獨逸帝國ノ名ヲ以テスル獨逸皇帝普魯西國皇帝陛下、亞爾然丁共和國大統領、墺地利國及洪牙利國ノ爲ニスル墺地利國皇帝「ボヘミヤ」國皇帝洪牙利國皇帝陛下、白耳義國皇帝陛下、伯剌西爾合衆國大統領、智利共和國大統領、玖瑪共和國大統領、丁抹國皇帝陛下、西班牙國皇帝陛下、亞米利加合衆國大統領、佛蘭西國大統領、希臘國皇帝陛下、伊太利國皇帝陛下、日本國皇帝陛下、墨西哥合衆國大統領、諾威國皇帝陛下、波斯國皇帝陛下、葡萄牙國皇帝陛下、羅馬尼亞國皇帝陛下、瑞典國皇帝陛下、瑞西聯邦會議、暹羅國皇帝陛下、土耳其國皇帝陛下、烏拉圭東部共和國大統領ハ海上ノ航行ヲ容易ニシ且ツ船舶衝突ノ場合ニ於ケル民事上ノ責任ニ關スル規則ヲ統一スルノ必要ヲ感シ此ノ目的ヲ以テ條約ヲ締結スルコトニ決シ左ノ如ク其ノ全權委員ヲ任命セリ

（以下略）

調印	一九一〇年（明治四三年）九月二三日佛國ニ於テ
批准書寄託	一九一三年（大正二年）一二月二七日
批准書寄託	一九一四年（大正三年）一月一二日比國ニ於テ
公布	同年二月一〇日

No. 24.

CONFÉRENCE DE DROIT MARITIME.

CONVENTION POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES EN MATIÈRE D'ABORDAGE.

Signée à Bruxelles, en français, le 23 *Septembre* 1910 (43ème *Année de Meiji*).
Ratifiée le 27 *Décembre* 1913 (2ème *année de Taishô*).
Ratification déposée à Bruxelles, le 12 *Janvier* 1914 (3ème *année de Taishô*).
Promulguée le 10 *Février* 1914.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; le Président de la République Argentine; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie: pour l'Autriche et pour la Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des États-Unis du Brésil; le Prési-

衆國大統領、佛蘭西共和國大統領、大不列顛愛蘭聯合王國及大不列顛海外領土皇帝印度皇帝陛下、希臘國皇帝陛下、伊太利國皇帝陛下、日本國皇帝陛下、墨西哥合衆國大統領、「ニカラグヮ」共和國大統領、諾威國皇帝陛下、和蘭國皇帝陛下、葡萄牙國及「アルガルヴ」皇帝陛下、羅馬尼亞國皇帝陛下、全露西亞國皇帝陛下、瑞典國皇帝陛下、「ウルグヱー」共和國大統領ハ共同一致シテ船舶衝突ニ關シ統一セル規則ヲ制定スルノ必要ヲ認メ之カ爲條約ヲ締結スルコトヲ決定シ各左ノ全權委員ヲ任命セリ

dent de la République du Chili; le Président de la République de Cuba; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des États-Unis d'Amérique; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; le Président des États-Unis Mexicains; le Président de la République de Nicaragua; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède; le Président de la République de l'Uruguay,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes en matière d'abordage, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

獨逸帝國ノ名ヲ以テスル獨逸皇帝普魯西國皇帝陛下

白耳義國駐劄代理公使クラッケル、ド、シュワルツェンフェルト

「コンセイエー、アンチーム、シュペリヮール、ド、レジャンス」帝國司法省參事官「ドクトル」ストルックマン

亞爾然丁共和國大統領

白耳義國駐劄特命全權公使ア、ブランカス

墺地利國皇帝「ボヘミヤ」國皇帝洪牙利國皇帝陛下

墺地利國及洪牙利國ノ爲

白耳義國駐劄特命全權公使伯爵ド、クラリー、エ、アルドリンゲン

墺地利國ノ爲

商務省參事官「ドクトル」ステフェン、ウォルムス

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

M. Kracker de Schwartzenfeldt, Chargé d'Affaires d'Allemagne à Bruxelles;

M. le Dr. Struckmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence, Conseiller rapporteur au Département Impérial de la Justice.

Le Président de la République Argentine:

S. Exc. M. A. Blancas, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Argentine près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie;

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

S. Exc. M. le Comte de Clary et Aldringen, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Pour l'Autriche:

M. le Dr. Stephen Worms, Conseiller de

洪牙利國ノ爲
「スクレテール、デタ、アン、ルトレート」ブダペスト」大學教授衆議院議員「ドクトル」ファンワ、ド、ナジイ

白耳義國皇帝陛下
國務大臣國際海事協會長ベルナール
特命全權公使外務省通商局長カッペル

國際海事協會副會長シャル、ル、ジューヌ
衆議院議員國際海事協會書記長ルイ、フランク

衆議院議員ベー、セージュル

伯剌西爾合衆國大統領
「リオ、デ、ジャネイロ」法律學及社會學科大學教授學士會員「ドクトル」ロドリゴ、オクタヴィ、デ、ランガルド、メネセス

智利共和國大統領
白耳義國駐劄特命全權公使エフ、ブーガ、ボルネ

玖瑪共和國大統領
白耳義國駐劄辨理公使キ、アルフォンソ

丁抹國皇帝陛下
白耳義國駐劄辨理公使ウ、デ、グレフェンコッ、ブ、カステンスキョルド

大審院附籍辯護士ヘルマン、バルクレー、ハルキル

西班牙國皇帝陛下
白耳義國駐劄特命全權公使デ、バゲール、キ、ヨルシ

Section au Ministère I. R. Autrichien du Commerce.

Pour la Hongrie :

M. le Dr. François de Nagy, Secrétaire d'État e. r., Professeur ordinaire à l'Université Royale de Budapest, Membre de la Chambre Hongroise des Députés.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Beernaert, Ministre d'État, Président du Comité Maritime International ;

M. Capelle, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Étrangères ;

M. Ch. Le Jeune, Vice-Président du Comité Maritime International ;

M. Louis Franck, Membre de la Chambre des Représentants, Secrétaire Général du Comité Maritime International ;

M. P. Segers, Membre de la Chambre des Représentants.

Le Président des États-Unis du Brésil :

M. le Dr. Rodrigo Octavio de Langgaard Menezes, Professeur à la Faculté libre des sciences juridiques et sociales de Rio de Janeiro, Membre de l'Académie brésilienne ;

Le Président de la République du Chili :

S. Exc. M. F. Puga-Borne, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République du Chili près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Président de la République de Cuba :

M. Francisco Zayas y Alfonso, Ministre Résident de la République de Cuba à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. W. de Grevenkop Castenskiold, Ministre Résident de Danemark à Bruxelles ;

M. Herman Barclay Halkier, Avocat à la Cour suprême de Danemark.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

S. Exc. M. de Baguer y Corsi, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

海軍會計監督官ド・ファンスボットルノ

「アンシャン・マジストラ・ドーデアンス」司法省部長ドン・ラモン・サンチェス

「マドリッド」中央大學教授ドン・ファスチノ・

亞米利加合衆國大統領

在紐育合衆國巡廻裁判所側事ウォルター・

在紐育辯護士チャールス・シー・バーソンガム

在「ビッツバーグ」辯護士エドウィン・ダブリュ

前「ヴァージニア」州知事エー・ジー・モンテー

佛蘭西共和國大統領

在「ボストン」辯護士ヒュー・ゴッドレー

白耳義國駐剳特命全權公使ボー

Don Juan Spottorno, Auditeur Général de la Marine Royale;

Don Ramon Sanchez Ocaña, Chef de division au Ministère de la Justice, Ancien Magistrat d'Audience territoriale;

Don Faustino Alvarez del Manzano, Professeur à l'Université Centrale de Madrid.

Le Président des États-Unis d'Amérique:

M. Walter C. Noyes, Juge à la Cour de circuit des États-Unis à New-York;

M. Charles C. Burlingham, Avocat à New-York;

M. A. J. Montague, Ancien Gouverneur de l'État de Virginie;

M. Edwin W. Smith, Avocat à Pittsburg.

Le Président de la République Française:

S. Exc. M. Beau, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges;

學士會員巴里法科大學教授兼學校教授佛蘭西海法協會長リヨン・カン

大不列顛愛蘭聯合王國及大不列顛海外領土皇帝印度皇帝陛下

白耳義國駐剳特命全權公使「サー」アーサー・ハーデンング

倫敦高等法院判事「サー」ウィルリアム・ピックフォード

在倫敦「コンセイエー・デ・ロワ」レスリー・スコット

在倫敦辯護士ヒュー・ゴッドレー

希臘國皇帝陛下

雅典大學助教授ジー・ルジ・チオアニオチス

M. Lyon-Caen, Membre de l'Institut, Professeur de la Faculté de droit de Paris et de l'École des Sciences politiques, Président de l'Association française de droit maritime.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

S. Exc. Sir Arthur Hardinge, K. C. B., K. C. M. G., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

The Honble. Sir William Pickford, Juge à la Haute Cour de Londres;

M. Leslie Scott, Conseiller du Roi, à Londres;

The Honble. M. Hugh Godley, Avocat à Londres.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Georges Diobouniotis, Professeur agrégé à l'Université d'Athènes.

伊太利國皇帝陛下

白耳義國駐劄代理公使公爵デ、カスタニェト、
カラチオロ

辯護士「ゼノア」大學教授フランソワ、ベル
ジェリ

羅馬大學教授チェザール、ヴィヴァンテ

日本國皇帝陛下

白耳義國駐劄特命全權公使鍋島桂次郎

司法省參事官兼檢事入江良之

遞信管理局海事部長石川武之

白耳義國在勤公使館一等書記官松田道一

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. LE PRINCE DE CASTAGNETO CARACCIOLO, Chargé d'Affaires d'Italie à Bruxelles ;

M. FRANÇOIS BERLINGIERI, Avocat, Professeur à l'Université de Gênes ;

M. FRANÇOIS MIRELLI, Conseiller à la Cour d'Appel de Naples ;

M. CÉSAR VIVANTE, Professeur à l'Université de Rome.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

S. EXC. M. K. NABESHIMA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

M. YOSHIYUKI IRIÉ, Procureur et Conseiller au Ministère de la Justice du Japon ;

M. TAKEYUKI ISHIKAWA, Chef de la Division des Affaires Maritimes à la Direction des Communications du Japon ;

M. M. MATSUDA, Deuxième Secrétaire de la Légation du Japon à Bruxelles.

墨西哥合衆國大統領

白耳義國駐劄特命全權公使オラルテ

辯護士上院議員ヴィクトル、マヌエル、カスチ
ヨ

「ニカラグア」共和國大統領

在比律悉黽領事エレヴァヨース

諾威國皇帝陛下

白耳義國駐劄特命全權公使「ドクトル、シェー
フ、ハーゲルループ」

和蘭國皇帝陛下

船舶所有者クリスチャン、テオドール、ボー
エル、アー、メルフィル、ファン、カルンベー
ク、ヨンヘール、ペー

白耳義國駐劄代理公使ヘー、ファン、レンブ
ラント、モーレ、アー

「ウトレヒト」大學教授法律博士サー、エル、
ペー、アー

Le Président des États-Unis Mexicains :

S. EXC. M. OLARTE, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis Mexicains près Sa Majesté le Roi des Belges ;

M. VICTOR MANUEL CASTILLO, Avocat, Membre du Sénat.

Le Président de la République de Nicaragua :

M. L. VALLEZ, Consul Général de la République de Nicaragua à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Norvège :

S. EXC. M. le Dr. G. F. HAGERUP, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

M. CHRISTIAN THÉODOR BOE, Armateur.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. LE JONKHEER P. R. A. MELVILL VAN CARNBEE, Chargé d'Affaires des Pays-Bas à Bruxelles ;

M. W. L. P. A. MOLENGRAAFF, Docteur en droit, Professeur à l'Université d'Utrecht ;

海牙大審院判事法律博士　ビー、チェー、ヨット、
ロー、デル

在「アムステルダム」辯護士法律博士　チー、
デー、アッセル

葡萄牙國及「アルガルヴ」皇帝陛下
白耳義國駐剳代理公使アントニオ、ヅアルテ、
デ、オリヴェイラ、ソアレス

羅馬尼亞國皇帝陛下
白耳義國駐剳特命全權公使ディヅァラ

全露西亞國皇帝陛下
在華盛頓大使館一等書記官セー、ナボコフ

瑞典國皇帝陛下
白耳義國駐剳特命全權公使伯爵ジェー、アー、
ルー、レンスワルド

M. B. C. J. Loder, Docteur en droit, Conseiller à la Cour de Cassation de La Haye ;

M. C. D. Asser jr., Docteur en droit, Avocat à Amsterdam.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves :

M. Antonio Duarte de Oliveira Soares, Chargé d'Affaires de Portugal à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

S. Exc. M. Djuvara, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

M. C. Nabokoff, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Russie à Washington.

Sa Majesté le Roi de Suède :

S. Exc. M. le comte J. J. A. Ehrensvard, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

瑞典國汽船保險會社長アイナル、ランゲ

M. Einar Lange, Directeur de la Société d'assurance de bateaux à vapeur de Suède.

Le Président de la République de l'Uruguay :

S. Exc. M. Luis Garabelli, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de l'Uruguay près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article I.

En cas d'abordage survenu entre navires de mer ou entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure, les indemnités dues à raison des dommages causés aux navires, aux choses ou personnes se trouvant à bord sont réglées conformément aux dispositions suivantes, sans qu'il y ait à tenir compte des eaux où l'abordage s'est produit.

Article II.

Si l'abordage est fortuit, s'il est dû à un cas

定セリ各全權委員ハ正當ノ委任ヲ受ケ左ノ諸條ヲ協

適下ニ揭ケ川竪關害ノ條ノ以儀

水若ハ航海船ト
面ノ如何ヲ問ハス其ノ衝突ニ因
數條ノ規定スルトキ又ハ衝
ノ依ルヘキ事實ニ

第一條

衝突ハ偶然ノ事由若ハ不可抗力ニ因ルトキ又ハ衝突ノ場合ニ於テ相互間又ハ航海船ト船舶又ハ船舶内ノ水上ニ在ル物ニ起

三在船舶若ハ其ノ手荷物積荷又ハ船員、財産、旅客其ノ他船舶ノ責ニ任ズル者ニ對シテ連帶スルコトナクシテ前項ノ割合ニ應ジ第一ノ過失船ノ責ニ任ズル者ニ對シテ連帶スルコトナクシテ前項ノ割合ニ應ジ第二ノ過失船ノ責ニ任ズル者ニ對シテ連帶スルコトナクシテ前項ノ割合ニ應ジ第三ノ過失船ノ責ニ任ズル者ニ對シテ連帶スルコトナクシテ前項ノ割合ニ應ジ

任務ヲ船舶雙方ノ合共ニ過失アリタル場合ニ於ケル各船舶ノ責任ノ割合ハ各自ノ過失ノ輕重ニ依リ若情況ニ依リ同等其ノ割合ヲ定ムルヘキトハ雖亦存在ス

第四條

衝突ニ因リテ生シタル損害ノ賠償ノ請求權ハ船舶ノ航海ノ過失ニ因リテ生シタル債權ト雖モ之ヲ別訴ヲ以テ請求スルヲ得ス

第五條

前數條ニ定メタル責任ハ衝突カ水先人ノ過失ニ因リテ生シタル場合ニ於テ其ノ水先人カ強制水先人ナルトキハ船舶所有者ノ負擔トス

前項ノ規定ハ衝突ノ原因ノ明ナラサルトキハ損害ハ之ヲ受ケタル者ノ負擔トス

ナル場合ニモ之ヲ適用ス

第六條

衝突ニ因リテ生シタル損害ノ賠償ノ請求權ハ船舶ノ航海ノ過失ニ因リテ生シタル債權ト雖モ之ヲ別訴ヲ以テ請求スルヲ得ス

第七條

前數條ニ定メタル責任ハ衝突カ水先人ノ過失ニ因リテ生シタル損害ニ付テハ第三者ニ對シ連帶シテ義務ヲ負擔スル船舶ハ死傷ニ因リテ生シタル損害ニ付テハ第一ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ヲ超過シ第二ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ヲ超過シ第三ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ヲ超過スル船舶所有者ノ負擔スヘキ部分ヲ超過スル船舶所有者ハ其ノ超過シタル部分ニ付キ第一ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ニ付キ第二ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ニ付キ第三ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ニ付キ

船舶及其ノ積荷又ハ船員、財産、旅客其ノ他船舶ノ過失ニ因リテ生シタル損害ニ付キ第一ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ニ付キ第二ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ニ付キ第三ノ過失船ノ負擔スヘキ部分ニ付キ

方權賠式ト償特請別求

sonnes se trouvant à bord, sont supportés par les navires en faute, dans ladite proportion, sans solidarité à l'égard des tiers.

Les navires en faute sont tenus solidairement à l'égard des tiers pour les dommages causés par mort ou blessures, sauf recours de celui qui a payé une part supérieure à celle que, conformément à l'alinéa premier du présent article, il doit définitivement supporter.

Il appartient aux législations nationales de déterminer, en ce qui concerne ce recours, la portée et les effets des dispositions contractuelles ou légales qui limitent la responsabilité des propriétaires de navires à l'égard des personnes se trouvant à bord.

Article V.

La responsabilité établie par les articles précédents subsiste dans le cas où l'abordage est causé par la faute d'un pilote, même lorsque celui-ci est obligatoire.

Article VI.

L'action en réparation des dommages subis

de force majeure, ou s'il y a doute sur les causes de l'abordage, les dommages sont supportés par ceux qui les ont éprouvés.

Cette disposition reste applicable dans le cas où, soit les navires, soit l'un d'eux, sont au mouillage au moment de l'accident.

Article III.

Si l'abordage est causé par la faute de l'un des navires, la réparation des dommages incombe à celui qui l'a commise.

Article IV.

S'il y faute commune, la responsabilité de chacun des navires est proportionnelle à la gravité des fautes respectivement commises ; toutefois si, d'après les circonstances, la proportion ne peut pas être établie ou si les fautes apparaissent comme équivalentes, la responsabilité est partagée par parts égales.

Les dommages causés soit aux navires, soit à leurs cargaisons, soit aux effets ou autres biens des équipages, des passagers ou d'autres per-

證書其ノ他一切ノ特別方式ニ羈束セラルルコトナシ

衝突ノ責任ニ關シテハ法律上過失ヲ推定スルコトナシ

第七條

損害賠償ノ請求權ハ事故アリタル日ヨリ二年ヲ以テ時效ニ罹ル

第四條第三項ニ依ル求償權ノ時效期間ハ一年トス

此ノ時效ハ支拂ノ日ヨリ進行ス

前二項ノ時效ノ停止及中斷ノ事由ハ受訴裁判所所屬國ノ法律ノ定ムル所ニ依ル

締約國ハ原告ノ住所又ハ主タル營業所ノ所在國ノ領水內ニ於テ被告船舶ヲ差押フルコト能ハサリシ事實ヲ以テ第一項及第二項ニ定メタル期間ノ伸張ノ事由ト爲スコトヲ其ノ法律ニ定ムル權利ヲ留保ス

第八條

衝突シタル各船舶ノ船長ハ衝突後其ノ船舶、船員及旅客ニ重大ナル危險ナクシテ爲シ得ヘキ限リ他ノ船舶、船員及旅客ヲ援助スルコトヲ要ス

船長ハ爲シ得ヘキ限リ其ノ船舶ノ名稱、船籍港、發シタル場所、著スヘキ場所ヲ他ノ船舶ニ告クルコトヲ要ス

船舶所有者ハ前二項ノ規定ノ違反ノミニ因リテ責任ヲ負フコトナシ

第九條

締約國ニシテ前條ニ違反スル行爲ヲ禁遏スル法令ナキモノハ其ノ行爲ヲ禁遏スル爲必要ナル措置ヲ爲シ又ハ各自ノ立法府ニ之ヲ提案スヘキコトヲ約ス

締約國ハ前項ニ定メタル事項ヲ實行スル爲其ノ國ニ於テ既ニ制定シ又ハ後ニ制定スル法律及規則ヲ遲滯ナク相互ニ通告スヘシ

par suite d'un abordage n'est subordonnée ni à un protêt, ni à aucune autre formalité spéciale.

Il n'y a point de présomptions légales de faute quant à la responsabilité de l'abordage.

Article VII.

Les actions en réparation de dommages se prescrivent par deux ans à partir de l'événement.

Le délai pour intenter les actions en recours admises par l'alinéa 3 de l'article 4 est d'une année. Cette prescription ne court que du jour du paiement.

Les causes de suspension et d'interruption de ces prescriptions sont déterminées par la loi du tribunal saisi de l'action.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'admettre dans leurs législation, comme prorogeant les délais ci-dessus fixés, le fait que le navire défendeur n'a pu être saisi dans les eaux territoriales de l'État dans lequel le demandeur a son domicile ou son principal établissement.

Article VIII.

Après un abordage, le capitaine de chacun des navires entrés en collision est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage et ses passagers, de prêter assistance à l'autre bâtiment, à son équipage et à ses passagers.

Il est également tenu dans la mesure du possible de faire connaître à l'autre navire le nom et le port d'attache de son bâtiment, ainsi que les lieux d'où il vient et où il va.

Le propriétaire du navire n'est pas responsable à raison de la seule contravention aux dispositions précédentes.

Article IX.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne réprime pas les infractions à l'article précédent, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient réprimées.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, aussitôt que faire se pourra, les lois et les règlements qui auraient déjà été édictés, ou qui viendraient à l'être dans leurs États pour l'exécution de la disposition précédente.

第十條

本條約ノ規定ハ後ノ條約ヲ留保シ船舶所有者ノ責任ノ制限ニ付各國ニ於テ定メタル規定及運送契約其ノ他一切ノ契約ヨリ生スル債務ニ影響ヲ及ホササルモノトス

第十一條

本條約ハ軍艦及專ラ公用ニ供スル國ノ船舶ニハ之ヲ適用セス

第十二條

本條約ノ規定ハ訴訟ニ於ケル總テノ船舶カ締約國ニ屬スル場合及內國法ノ規定シタル其ノ他ノ場合ニ於テ總テノ利害關係人ニ之ヲ適用ス

仍左ノ如ク協定ス

一　非締約國ニ屬スル利害關係人ニ付テハ本條

本條約適用ノ場合

非締約國ノ利害關

ARTICLE X.

Sous réserve de conventions ultérieures, les présentes dispositions ne portent point atteinte aux règles sur la limitation de responsabilité des propriétaires de navires, telles qu'elles sont établies dans chaque pays, non plus qu'aux obligations résultant du contrat de transport ou de tous autres contrats.

ARTICLE XI.

La présente Convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'État exclusivement affectés à un service public.

ARTICLE XII.

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées à l'égard de tous les intéressés, lorsque tous les navires en cause seront ressortissants aux États des Hautes Parties contractantes et dans les autres cas prévus par les lois nationales.

Il est entendu toutefois :

1° Qu'à l'égard des intéressés ressortissants

約ノ規定ノ適用ハ各締約國ニ於テ之ヲ相互ノ條件ニ繫ラシムルコトヲ得ヘキコト

二　總テノ利害關係人カ受訴裁判所所屬國ニ屬スルトキハ本條約ヲ適用スルコトナク內國法ヲ適用スヘキコト

第十三條

船舶カ其ノ運用上ノ作爲若ハ不作爲又ハ規則ノ違反ニ因リ他ノ船舶又ハ其ノ船舶內ニ在ル物若ハ人ニ生セシメタル損害ノ賠償ニ付テハ衝突アラサリシトキト雖仍本條約ヲ適用ス

第十四條

各締約國ハ本條約ニ加フルコトアルヘキ修正事項ヲ討究スル爲且出來得ヘクムハ特ニ其ノ適用ノ範圍ヲ擴張スル爲本條約實施ノ日ヨリ三年後ニ新ナル會議ノ開催ヲ提議スル權能ヲ有ス

係人ニ關スル場合

利害關係人カ受訴裁判所所屬國ニ屬スル場合

船舶運用上ノ作爲不作爲又ハ規則違反ニ因ル損害ニ關スル本條約ノ適用

新會議開催ノ提議

d'un État non contractant, l'application desdites dispositions pourra être subordonnée par chacun des États contractants à la condition de réciprocité ;

2° Que, lorsque tous les intéressés sont ressortissants du même État que le tribunal saisi, c'est la loi nationale et non la Convention qui est applicable.

ARTICLE XIII.

La présente Convention s'étend à la réparation des dommages que, soit par exécution ou omission d'une manœuvre, soit par inobservation des règlements, un navire a causés soit à un autre navire, soit aux choses ou personnes se trouvant à leur bord, alors même qu'il n'y aurait pas eu abordage.

ARTICLE XIV.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle Conférence après trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient y

此ノ權能ヲ行使セムトスル國ハ白耳義國政府ノ仲介ニ依リ其ノ意思ヲ他ノ諸國ニ通告シ白耳義國政府ハ六月内ニ會議ヲ招集スヘキモノトス

本條約ニ加盟竝其ノ效力發生期

第十五條

本條約ニ署名セサル諸國ハ其ノ請求ニ因リ之ニ加盟スルコトヲ得此ノ加盟ハ外交上ノ手續ニ依リ白耳義國政府ニ通告シ該政府ハ之ヲ他ノ各締約國政府ニ通告スヘシ此ノ加盟ハ白耳義國政府ノ通告發送後一月ヲ經過シテ其ノ效力ヲ生スルモノトス

本條約ノ批准實施ニ關スル協議

第十六條

本條約ハ批准ヲ要ス

本條約署名ノ日ヨリ遲クトモ一年内ニ白耳義國政府ハ本條約ヲ實施スヘキヤ否ヤヲ決定スル爲批准ノ準備成レリト宣言シタル締約國政府ト協議ヲ開始スヘシ

être apportées, et, notamment d'en étendre, s'il est possible, la sphère d'application.

Celle des Puissances qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier son intention aux autres Puissances, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la Conférence dans les six mois.

Article XV.

Les États qui n'ont pas signé la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement belge et, par celui-ci, à chacun des Gouvernements des autres Parties contractantes; elle sortira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge.

Article XVI.

La présente Convention sera ratifiée.

A l'expiration du délai d'un an au plus tard, à compter du jour de la signature de la Convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties con-

本條約ノ批准書寄託ト效力發生期

批准アリタルトキハ直ニ批准書ヲ比律悉ニ寄託スヘシ本條約ハ其ノ寄託後一月ヲ經過シテ其ノ效力ヲ生スルモノトス

寄託覺書ノ閉鎖期

寄託覺書ハ比律悉ノ會議ニ參同シタル諸國ノ爲尚一年間之ヲ閉鎖セス此ノ期間經過ノ後ハ此等諸國ハ第十五條ノ規定ニ依ルニ非サレハ本條約ニ加盟スルコトヲ得ス

本條約ノ廢棄ト他ノ締約國間ニ於ケル效力

第十七條

締約國中ノ一國カ本條約ヲ廢棄スル場合ニ於テ其ノ廢棄ハ之ヲ白耳義國政府ニ通告シタル日ヨリ一年ノ後ニ非サレハ效力ヲ生スルコトナシ而シテ本條約ハ他ノ締約國ノ間ニハ引續キ其ノ效力ヲ存スルモノトス

第五條ノ實施延期

追加條款

第十六條ノ規定ニ拘ラス强制水先人ノ過失ニ因リ

tractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur.

Les ratifications seront, le cas échéant, déposées immédiatement à Bruxelles et la Convention produira ses effets un mois après ce dépôt.

Le protocole restera ouvert pendant une autre année en faveur des États représentés à la Conférence de Bruxelles. Passé ce délai, ils ne pourraient qu'y adhérer, conformément aux dispositions de l'article 15.

Article XVII.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes dénoncerait la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après le jour où elle aurait été notifiée au Gouvernement belge, et la Convention demeurerait en vigueur entre les autres Parties contractantes.

Article Additionnel.

Par dérogation à l'article 16 qui précède, il

千九百十年九月二十三日北律悉ニ於テ本書一通ヲ作ル

調印スル為ニ至ルモ迄ハ本條約ハ各締約國ノ全權委員ニ署名ヲ右證據トシテ各締約國カ船舶所有者ノ責任ヲ制限スルニ關スル條約ニ付キ第五條ノ規定ヲ生シタル衝突ニ付責任ヲ定メタル左ノ規定ニ致スヘキコトヲ約セラレンコトヲ希望シ其目的ヲ以テ特ニ其全權委員ヲ任命シ其委員ハ本條約ニ署名シタリ

est entendu que la disposition de l'article 5 fixant la responsabilité dans le cas où l'abordage est causé par la faute d'un pilote obligatoire, n'entrera de plein droit en vigueur que lorsque les Hautes Parties contractantes se seront mises d'accord sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes respectives ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 23 septembre 1910.

Pour l'Allemagne :

Signé : KRACKER von SCHWARTZENFELDT.

„ Dr. G. STRUCKMANN.

Pour la République Argentine :

Signé : ALBERTO BLANCAS.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

Signé : S. CLARY et ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

Signé : STEPHEN WORMS.

Pour la Hongrie :

Signé : Dr. FRANÇOIS de NAGY.

Pour la Belgique :

Signé : A. BEERNAERT.

„ CAPELLE.

„ CH. LEJEUNE.

„ LOUIS FRANCK.

„ PAUL SEGERS.

Pour les États-Unis du Brésil :

Signé : RODRIGO OCTAVIO de LANGGAARD MENEZES.

Pour le Chili :

Signé : F. PUGA-BORNE.

Pour la République de Cuba :

Signé : Dr. F. ZAYAS.

Pour le Danemark :

Signé : W. GREVENKOP CASTENSKIOLD.

„ HERMAN HALKIER.

Pour l'Espagne :

Signé : ARTURO de BAGUER.

公爵デ・カスタニェト

伊太利國
ジーデオブニオチス

希臘國
ヒュー・ゴドレー
レスリー・スコット
ダブルユー・ビック・フォードチング

大不列顛國
アーサー・エッチ・ハーディング

シャルル・リョンーカン

佛蘭西國
エドウィン・ダブルユー・スミス
エー・ジェー・モンタグー
チャールス・シー・バーリンガム
ウォルター・シー・ノイエス

亞米利加合衆國
ファウスチノ・アデ・マンサノ
ラモン・サンチェス・デ・オカニヤ
フアン・スポットルノ

墨西哥合衆國
松田道一之
石川武良之
入江桂次郎

日本國
鍋島桂次郎

ブロフェッソル・チェザーレ・ヴィヴァンテ
フランチェスコ・エメミレルリ
フランチェスコ・ベルリンジェリ

和蘭國
モレングラーフ
ベー・エル・アー・メルフィル・ファン・カルン

諾威國
クリスチャン・テオドール・ボー
ハーグルーブ

「ニカラグア」國
レオン・ヴァエース

墨西哥合衆國
ヴィクトル・マヌエル・カスチーヨ
エンリーケ・オラルテ

ローデル
チェー、デー、アッセル
葡萄牙國
アー、デー、デ、オリヴェイラ、ソアレス
羅馬尼亞國
テー、ジー、ヂュヴァラ
露西亞國
セー、ナボコフ
瑞典國
アルベルト、エーレンスワルド
アイナル、ランゲ
「ウルグェー」國
ルイス、ガラベルリ

,, LODER.
,, C. D. ASSER.

Pour le Portugal :
Signé : A. D. DE OLIVEIRA SOARES.

Pour la Roumanie :
Signé : T. G. DJUVARA.

Pour la Russie :
Signé : C. NABOKOFF.

Pour la Suède :
Signé : ALBERT EHRENSVARD.
,, EINAR LANGE.

Pour l'Uruguay :
Signé : LUIS GARABELLI.

船舶衝突ニ付テノ規定ノ統一ニ關スル條約批准書寄託調書

一九一三年（大正二年）二月一日

PROCÈS-VERBAL DE DÉPÔT DES RATIFICATIONS.

Les ratifications sur la Convention internationale pour l'unification de certaines régles en matière d'abordage, conclue à Bruxelles le 23 septembre 1910, de même que sur le Protocole de signature y annexé, devant, aux termes de l'article 16 de la Convention, être déposées à Bruxelles, le présent procès-verbal a été dressé à à cet effet au Misistère des Aaffaires Etrangères de Belgique.

Ont été présentées au dépôt le 1er février 1913:

Les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.
Signé : v. FLOTOW.

Les ratifications de Sa Majésté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie.
Signé : S. CLARY ET ALDRINGEN.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges.
Signé : J. DAVIGNON.

Les ratifications du Président de la République française.
Signé : A. KLOBUKOWSKI.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes.
Signé : F. H. VILLIERS.

Les ratifications du Président des Etats-Unis Mexicains.
Signé : F. GAMBOA.

Les ratifications de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.
Signé : O. D. VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi de Roumanie.
Signé : G. M. MITILINEU.

Les ratifications de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.
Signé : KOUDACHEFF.

La date du 1er février 1913 marquera le point de départ du délai d'un mois stipulé à l'article 16 de la Convention pour la mise en vigueur de celle-ci.

Conformément aux stipulations dudit article,

les Etats signataires de la Convention qui n'ont pu déposer leurs ratifications à la date du 1er février 1913 conserveront, pendant une année encore à partir de cette dernière date, la faculté de procéder à la formalité dont il s'agit.

Bruxelles, le 1er février 1913.

Le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique,

Signé : J. DAVIGNON

Au moment de procéder au dépôt des ratifications de sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, le Gouvernement allemand a déclaré adhérer aux Conventions pour toutes ses Colonies, sous réserve de n'en pas appliquer les règles aux indigènes et à leurs assimilés.

En déposant les ratifications de Sa Majesté Britannique sur les Conventions maritimes internationales signées à Bruxelles le 23 septembre 1910, le Ministre de Sa Majesté Britannique à Bruxelles déclare, conformément aux dispositions du Protocole de signature, signé à la même occasion, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique adhère aux Conventions pour les Colonies britanniques et Possessions étrangères suivantes :

Inde ;
Bahamas ;
Barbades ;
Bermudes ;
Guyane britannique ;
Honduras britannique ;
Ceylan ;
Iles Fakland et leurs dépendances ;
Fidji ;
Gambie ;
Gibraltar ;
Côte d'or ;
Grenade ;
Hongkong ;
Jamaïque, y compris les Iles Turques et Caïques et les Iles Cayman ;
Iles Sous-le-Vent : Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe Nevis, Iles Vierges ;
Malte ;
Maurice ;
Ile Norfolk ;
Papoua ;
Sainte-Hélène ;
Sainte-Lucie ;
Saint-Vincent :
Seychelles ;
Sierra Leone ;
Nigerie du Sud, y compris le Protectorat ;
Straits Settlements, y compris Labuan ;
Trinité et Tabago ;

Le Gouvernment de Sa Majesté Britannique adhère également auxdites Conventions pour l'Ile de Chypre, pour les Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri-Sembilan et Pahang, pour les Protectorats britanniques suivants :

Protectorat de l'Afrique Orientale ;
Protectorat des Iles Gilbert et Ellice ;
Protectorat des Iles Salomon ;
Protectorat du Somaliland ;

et pour Wei-hai-Wei.

Signé : F. H. VILLIERS.

船舶衝突ニ付テノ規定ノ統一ニ關スル條約締約國一覽表

國名	批准書寄託ノ日	加入ノ日
獨逸國	一九一三、二、一	
洪牙利國	一九一三、二、一	
白耳義國	一九一三、二、一	
「アラタル」國	一九一三、二、三一	
丁抹國	一九一三、六、一八	
佛蘭西國	一九一三、二、一	
「アルゼンチン」國	一九一三、二、一	
「カナダ」		一九一四、九、二五
「ニュージーランド」		一九一三、五、一九
印度		一九一三、二、一
「ニューファウンドランド」		一九一四、四、二〇

| | | |

獨逸帝國ノ名ヲ以テスル獨逸皇帝普魯西國皇帝陛下、亞爾然丁共和國大統領、墺地利國及洪牙利國ノ爲ニスル墺地利國皇帝「ボヘミヤ」國皇帝洪牙利國皇帝陛下、白耳義國皇帝陛下、伯剌西爾合衆國大統領、智利共和國大統領、玖瑪共和國大統領、丁抹國皇帝陛下、西班牙國皇帝陛下、亞米利加合衆國大統領、佛蘭西共和國大統領、大不列顛愛蘭聯合王國及大不列顛海外領土皇帝印度皇帝陛下、希臘國皇帝陛下、伊太利國皇帝陛下、日本國皇帝陛下、墨西哥合衆國大統領、「ニカラグヮ」共和國大統領、諾威國皇帝陛下、和蘭國皇帝陛下、葡萄牙國及「アルガルヴ」皇帝陛下、羅馬尼亞國皇帝陛下、全露西亞國皇帝陛下、瑞典國皇帝陛下、「ウルグヱー」共和國大統領ハ共同一致シテ海難ニ於ケル救援救助ニ關シ統一セル規則ヲ制定スルノ必要ヲ認メ之カ爲條約ヲ締結スルコトヲ決定シ各左ノ全權委員ヲ任命セリ

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; le Président de la République Argentine ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie : pour l'Autriche et pour la Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; le Président des États-Unis du Brésil ; le Président de la République du Chili ; le Président de la République de Cuba ; Sa Majesté le Roi de Danemark ; Sa Majesté le Roi d'Espagne ; le Président des États-Unis d'Amérique ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes ; Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté l'Empereur du Japon ; le Président des États-Unis Mexicains ; le Président de la République de Nicaragua ; Sa Majesté le Roi de Norvège ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ; Sa Majesté le Roi de Roumanie ; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ; Sa Majesté le Roi de Suède ; le Président de la République de

獨逸帝國ノ名ヲ以テスル獨逸皇帝普魯西國皇帝陛下

白耳義國駐劄代理公使クラッケル、ド、シュワルツェンフェルト

「コンセイエー、アンチーム、シュペリヴール、ド、レジャンス」帝國司法省參事官「ドクトル」ストルックマン

亞爾然丁共和國大統領

白耳義國駐劄特命全權公使ア、ブランカス

墺地利國皇帝「ボヘミヤ」國皇帝洪牙利國皇帝陛下

墺地利國及洪牙利國ノ爲

l'Uruguay,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand :

M. Kracker de Schwartzenfeldt, Chargé d'Affaires d'Allemagne à Bruxelles ;

M. le Dr. Struckmann, Conseiller Intime Supérieur de Régence, Conseiller rapporteur au Département Impérial de la Justice.

Le Président de la République Argentine :

S. Exc. M. A. Blancas, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Argentine près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

S. Exc. M. le Comte DE CLARY ET ALDRINGEN, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Pour l'Autriche :

M. le Dr. STEPHEN WORMS, Conseiller de Section au Ministère I. R. Autrichien du Commerce.

Pour la Hongrie :

M. le Dr. FRANÇOIS DE NAGY, Secrétaire d'État e. r., Professeur ordinaire à l'Université Royale de Budapest, Membre de la Chambre Hongroise des Députés.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. BEERNAERT, Ministre d'État, Président du Comité Maritime International ;

M. CAPELLE, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général du Commerce et des Consulats au Ministère des Affaires Étrangères ;

M. CH. LE JEUNE, Vice-Président du Comité Maritime International ;

M. LOUIS FRANCK, Membre de la Chambre des Représentants, Secrétaire Général du Comité Maritime International ;

M. P. SEGERS, Membre de la Chambre des Représentants.

Le Président des États-Unis du Brésil :

M. le Dr. RODRIGO OCTAVIO DE LANGGAARD MENEZES, Professeur à la Faculté libre des sciences juridiques et sociales de Rio de Janeiro, Membre de l'Académie brésilienne ;

Le Président de la République du Chili :

S. Exc. M. F. PUGA-BORNE, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République du Chili près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Président de la République de Cuba :

M. FRANCISCO ZAYAS Y ALFONSO, Ministre Résident de la République de Cuba à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. W. DE GREVENKOP CASTENSKIOLD, Ministre Résident de Danemark à Bruxelles ;

大審院附辯護士　ヘルマン、バルクレー、ハルキ

西班牙國皇帝陛下

自耳義國駐劄特命全權公使デ、バグール、キ、ヨルシ

海軍會計監督官ドン、ファンス、ボットルノ

「アンシャン、マジストラ、ドーデアンス、テリ」司法省部長ドン、ラモン、サンチェス

「マドリッド」中央大學教授ドン、ファウスチノ、マンサノ

亞米利加合衆國大統領

在紐育合衆國巡廻裁判所判事ウォルター、シ、ノイエス

在紐育辯護士チャーレス、シー、バーリンガム

前「ヴァージニア」州知事エー、ジー、モンテーグ

M. Herman Barclay Halkier, Avocat à la Cour suprême de Danemark.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

S. Exc. M. de Baguer y Corsi, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Don Juan Spottorno, Auditeur Général de la Marine Royale ;

Don Ramon Saches Ocaña, Chef de division au Ministère de la Justice, Ancien Magistrat d'Audience territoriale ;

Don Faustino Alvarez del Manzano, Professeur à l'Université Centrale de Madrid.

Le Président des États-Unis d'Amérique :

M. Walter C. Noyes, Juge à la Cour de circuit des États-Unis à New-York ;

M. Charles C. Burlingham, Avocat à New-York ;

M. A. J. Montagne, Ancien Gouverneur de l'État de Virginie ;

在「ピッツバーグ」辯護士エドウィン、ダブリュ、スミス

佛蘭西共和國大統領

白耳義國駐劄特命全權公使ボー

學士會員巴里法科大學教授政治學校教授佛蘭西海法協會長リョン・カン

M. Edwin W. Smith, Avocat à Pittsburg.

Le Président de la République Française :

S. Exc. M. Beau, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges ;

M. Lyon-Caen, Membre de l'Institut, Professeur de la Faculté de droit de Paris et de l'École des Sciences politiques, Président de l'Association française de droit maritime.

大不列顛愛爾蘭聯合王國及大不列顛海外領土皇帝陛下印度皇帝陛下

白耳義國駐劄特命全權公使「サー」アーサー、ハーディンジ

倫敦高等法院判事「サー」ウィルリアム、ビックフォード

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

S. Exc. Sir Arthur Hardinge, K. C. B., K. C. M. G., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

The Honble. Sir William Pickford, Juge à la Haute Cour de Londres ;

在倫敦「コンセイエー、ヂュ、ロワ」レスリー、スコット

在倫敦辯護士ヒュー、ゴッドレー

希臘國皇帝陛下

雅典大學助教授ジョールジュ、ヂオブニオチス

伊太利國皇帝陛下

白耳義國駐劄代理公使公爵デ、カスタニェト、カラチオロ

辯護士「ゼノア」大學教授フランソワ、ベルリンジェリ

「ネープルス」控訴院判事フランソワ、ミレルリ

羅馬大學教授チェザール、ヴィヴァンテ

日本國皇帝陛下

白耳義國駐劄特命全權公使鍋島桂次郎

司法省參事官兼檢事入江良之

M. Leslie Scott, Conseiller du Roi, à Londres;

The Honble. M. Hugh Godley, Avocat à Londres.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Georges Diobouniotis, Professeur agrégé à l'Université d'Athènes.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. le Prince de Castagneto Caracciolo, Chargé d'Affaires d'Italie à Bruxelles;

M. François Berlingieri, Avocat, Professeur à l'Université de Gênes;

M. François Mirelli, Conseiller à la Cour d'Appel de Naples;

M. César Vivante, Professeur à l'Université de Rome.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

S. Exc. M. K. Nabeshima, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Yoshiyuki Irié, Procureur et Conseiller au Ministère de la Justice du Japon;

遞信管理局海事部長石川武之

白耳義國在勤公使館二等書記官松田道一

墨西哥合衆國大統領

白耳義國駐劄特命全權公使オラルテ

辯護士上院議員ヴィクトル、マヌエル、カスチーヨ

「ニカラグヮ」共和國大統國

在比律悉總領事エレ、ヴァエース

諸威國皇帝陛下

白耳義國駐劄特命全權公使「ドクトル」ジェー、エフ、ハーゲループ

船舶所有者クリスチヤン、テオドール、ボー

和蘭國皇帝陛下

白耳義國駐劄代理公使「ヨンクヘール」ベー、

M. Takeyuki Ishikawa, Chef de la Division des Affaires Maritimes à la Direction des Communications du Japon;

M. M. Matsuda, Deuxième Secrétaire de la Légation du Japon à Bruxelles.

Le Président des États-Unis Mexicains:

S. Exc. M. Olarte, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis Mexicains près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Victor Manuel Castillo, Avocat, Membre du Sénat.

Le Président de la République de Nicaragua:

M. L. Vallez, Consul Général de la République de Nicaragua à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

S. Exc. M. le Dr. G. F. Hagerup, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Christian Théodor Boe, Armateur.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Jonkheer P. R. A. Melvill van

Carnbee, Chargé d'Affaires des Pays-Bas à Bruxelles ;

M. W. L. P. A. Molengraaff, Docteur en droit, Professeur à l'Université d'Utrecht ;

M. B. C. J. Loder, Docteur en droit, Conseiller à la Cour de Cassation de La Haye ;

M. C. D. Asser jr., Docteur en droit, Avocat à Amsterdam.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves :

M. Antonio Duarte de Oliveira Soares, Chargé d'Affaires de Portugal à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

S. Exc. M. Djuvara, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

M. C. Nabokoff, Premier Secrétaire de l'Ambassade de Russie à Washington.

Sa Majesté le Roi de Suède :

S. Exc. M. le comte J. J. A. Ehrensvard, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

M. Einar Lange, Directeur de la Société d'assurance de bateaux à vapeur de Suède.

Le Président de la République de l'Uruguay :

S. Exc. M. Luis Garabelli, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de l'Uruguay près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article I.

L'assistance et le sauvetage des navires de mer en danger, des choses se trouvant à bord, du fret et du prix de passage, ainsi que les services de même nature rendus entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure sont soumis aux dispositions suivantes, sans qu'il y ait à distinguer entre ces deux sortes de services et sans qu'il y ait à tenir compte des eaux où ils ont été rendus.

Article II.

Tout fait d'assistance ou de sauvetage ayant eu un résultat utile donne lieu à une équitable rémunération.

Aucune rémunération n'est due si le secours prêté reste sans résultat utile.

En aucun cas, la somme à payer ne peut dépasser la valeur des choses sauvées.

Article III.

N'ont droit à aucune rémunération les personnes qui ont pris part aux opérations de secours malgré la défense expresse et raisonnable du navire secouru.

Article IV.

Le remorqueur n'a droit à une rémunération pour l'assistance ou le sauvetage du navire par lui remorqué ou de sa cargaison que s'il a rendu des services exceptionnels ne pouvant être considérés comme l'accomplissement du contrat de remorquage.

Article V.

Une rémunération est due encore que l'assistance ou le sauvetage ait eu lieu entre navires appartenant au même propriétaire.

Article VI.

Le montant de la rémunération est fixé par la convention des parties et, à défaut, par le juge.

Il en est de même de la proportion dans laquelle cette rémunération doit être répartie entre les sauveteurs.

La répartition entre le propriétaire, le capitaine et les autres personnes au service de chacun des navires sauveteurs sera réglée par la loi nationale du navire.

Article VII.

Toute convention d'assistance et de sauvetage passée au moment et sous l'influence du danger peut, à la requête de l'une des parties, être annulée ou modifiée par le juge, s'il estime que les conditions convenues ne sont pas équitables.

Dans tous les cas, lorsqu'il est prouvé que le

consentement de l'une des parties a été vicié par dol ou réticence ou lorsque la rémunération est, de façon excessive dans un sens ou dans l'autre, hors de proportion avec le service rendu, la convention peut être annulée ou modifiée par le juge à la requête de la partie intéressée.

Article VIII.

La rémunération est fixée par le juge selon les circonstances en prenant pour base : *a*) en premier lieu, le succès obtenu, les efforts et le mérite de ceux qui ont prêté secours, le danger couru par le navire assisté, par ses passagers et son équipage, par sa cargaison, par les sauveteurs et par le navire sauveteur, le temps employé, les frais et dommages subis, et les risques de responsabilité et autres courus par les sauveteurs, la valeur du matériel exposé par eux, en tenant compte, le cas échéant, de l'appropriation spéciale du navire assistant ; *b*) en second lieu, la valeur des choses sauvées.

Les mêmes dispositions s'appliquent à la

répartition prévue à article 6, alinéa 2.

Le juge peut réduire ou supprimer la rémunération s'il apparaît que les sauveteurs ont, par leur faute, rendu nécessaire le sauvetage ou l'assistance ou qu'ils se sont rendus coupables de vols, recels ou autres actes frauduleux.

Article IX.

Il n'est dû aucune rémunération par les personnes sauvées, sans que cependant il soit porté atteinte aux prescriptions des lois nationales à cet égard.

Les sauveteurs de vies humaines qui sont intervenus à l'occasion de l'accident ayant donné lieu au sauvetage ou à l'assistance ont droit à une équitable part de la rémunération accordée aux sauveteurs du navire, de la cargaison et de leurs accessoires.

Article X.

L'action en payement de la rémunération se prescrit par deux ans à partir du jour où les opérations d'assistance ou de sauvetage sont terminées.

時效ノ停止及中斷ノ事由ハ受訴裁判所所屬國ノ法律ノ定ムル所ニ依ル

締約國ハ原告ノ住所又ハ主タル營業所ノ所在國ノ領水内ニ於テ被援助船ヲ差押フルコト能ハサリシ事實ヲ以テ第一項ニ定メタル期間ノ伸長ノ事由トナスコトヲ其ノ法律ニ定ムル權利ヲ留保ス

敵人ノ生命救助ニ關スル船長ノ義務

第十一條

海上ニ於テ生命ノ危難ニ在ル者アルトキハ船長ハ船舶、船員及旅客ニ重大ナル危難ヲ及ホササル限リ敵人ト雖之ヲ救助スルコトヲ要ス

船舶所有者ハ前項ノ規定ノ違反ニ因リテ何等ノ責任ヲ負フコトナシ

前條違反行爲ノ禁遏ニ必要ナル措置、立法ニ關スル

第十二條

締約國ニシテ前條ニ違反スル行爲ヲ禁遏スル法令ナキモノハ其ノ行爲ヲ禁遏スル爲必要ナル措置ヲ爲シ又ハ各自ノ立法府ニ之ヲ提案スヘキコトヲ約

Les causes de suspension et d'interruption de cette prescription sont déterminées par la loi du tribunal saisi de l'action.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'admettre dans leurs législations, comme prorogeant le délai ci-dessus fixé, le fait que le navire assisté ou sauvé n'a pu être saisi dans les eaux territoriales de l'État dans lequel le demandeur a son domicile ou son principal établissement.

ARTICLE XI.

Tout capitaine est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage, ses passagers, de prêter assistance à toute personne, même ennemie, trouvée en mer en danger de se perdre.

Le propriétaire du navire n'est pas responsable à raison des contraventions à la disposition précédente.

ARTICLE XII.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne réprime pas l'infraction à l'article précédent, s'engagent à prendre ou à proposer à

締約國ノ義務

ス

締約國ハ前項ニ定メタル事項ヲ實行スル爲其ノ國ニ於テ既ニ制定シ又ハ後ニ制定スル法律及規則ヲ遲滯ナク相互ニ通告スヘシ

本條約ト内國法又ハ國際條約トノ關係

第十三條

本條約ハ官公署ノ經營ニ係リ又ハ其ノ監督ニ屬スル救援救助事務ノ組織及殊ニ漁業器械ノ救助ニ關スル内國法又ハ國際條約ノ規定ニ影響ヲ及ホスコトナシ

第十四條

本條約ハ軍艦及專ラ公用ニ供スル國ノ船舶ニハ之ヲ適用セス

本條約適用ノ場合

第十五條

本條約ノ規定ハ援助船又ハ被援助船カ締約國ニ屬スル場合及内國法ノ規定シタル其ノ他ノ場合ニ於

leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour que cette infraction soit réprimée.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, aussitôt que faire se pourra, les lois ou règlements qui auraient déjà été édictés ou qui viendraient à l'être dans leurs États pour l'exécution de la disposition qui précède.

ARTICLE XIII.

La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions des législations nationales ou des traités internationaux sur l'organisation de services d'assistance et de sauvetage par les autorités publiques ou sous leur contrôle, et notamment sur le sauvetage des engins de pêche.

ARTICLE XIV.

La présente Convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'État exclusivement affectés à un service public.

ARTICLE XV.

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées à l'égard de tous les intéressés

テ總テノ利害關係人ニ之ヲ適用ス

非締約國ノ利害關係人ニ關スル場合

總テノ利害關係人カ受訴裁判所所屬國ニ屬スル場合

第十一條ノ適用ヲ受クル場合

仍左ノ如ク協定ス

一　非締約國ニ屬スル利害關係人ニ付テハ本條約ノ規定ノ適用ハ各締約國ニ於テ之ヲ相互ノ條件ニ繫ラシムルコトヲ得ヘキコト

二　總テノ利害關係人カ受訴裁判所所屬國ニ屬スルトキハ本條約ヲ適用スルコトナク內國法ヲ適用スヘキコト

三　第十一條ハ締約國ニ屬スル船舶相互ノ間ニノミ之ヲ適用スヘキコト但シ內國法ニ於テ之ヨリ廣キ規定ヲ爲スコトヲ妨ケス

新會議開催ノ提議

第十六條

各締約國ハ本條約ニ加フルコトアルヘキ修正事項ヲ討究スル爲且出來得ヘクムハ特ニ其ノ適用ノ範圍ヲ擴張スル爲本條約實施ノ日ヨリ三年後ニ新ナル會議ノ開催ヲ提議スル權能ヲ有ス

lorsque soit le navire assistant ou sauveteur, soit le navire assisté ou sauvé appartient à un État de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que dans les autres cas prévus par les lois nationales.

Il est entendu toutefois :

1° Qu'à l'égard des intéressés ressortissants d'un État non contractant, l'application desdites dispositions pourra être subordonnée par chacun des États contractants à la condition de réciprocité ;

2° Que, lorsque tous les intéressés sont ressortissants du même État que le tribunal saisi, c'est la loi nationale et non la Convention qui est applicable ;

3° Que, sans préjudice des dispositions plus étendues des lois nationales, l'article 11 n'est applicable qu'entre navires ressortissant aux États des Hautes Parties contractantes.

ARTICLE XVI.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence après trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention,

dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient y être apportées et, notamment, d'en étendre, s'il est possible, la sphère d'application.

Celle des Puissances qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier son intention aux autres Puissances, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la Conférence dans les six mois.

本條約ニ加盟竝其ノ效力發生期

此ノ權能ヲ行使セムトスル國ハ白耳義國政府ノ仲介ニ依リ其ノ意思ヲ他ノ諸國ニ通告シ白耳義國政府ハ六月內ニ會議ヲ招集スヘキモノトス

第十七條

本條約ニ署名セサル諸國ハ其ノ請求ニ因リ之ニ加盟スルコトヲ得此ノ加盟ハ外交上ノ手續ニ依リ白耳義國政府ニ通告シ該政府ハ之ヲ他ノ各締約國政府ニ通告スヘシ此ノ加盟ハ白耳義國政府ノ通告發送後一月ヲ經過シテ其ノ效力ヲ生スルモノトス

ARTICLE XVII.

Les États qui n'ont pas signé la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement belge et, par celui-ci, à chacun des Gouvernements des autres Parties contractantes ; elle sortira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge.

本條約ノ批准本條約實施ニ關スル協議

第十八條

本條約ハ批准ヲ要ス

本條約署名ノ日ヨリ遲クトモ一年內ニ白耳義國政府ハ本條約ヲ實施スヘキヤ否ヤヲ決定スル爲批准ノ準備成レリト宣言シタル締約國政府ト協議ヲ開

ARTICLE XVIII.

La présente Convention sera ratifiée.

A l'expiration du délai d'un an au plus tard, à compter du jour de la signature de la convention, le Gouvernement belge entrera en rapport

ル問ノ廢本
效ニ締案條
力於約ト約
ク國他ノ

寄託批本
生ト准條
期效書約
力常ノ

ノ寄　ハ一寄託生ヌヘシ
閉託　ル第十七條ノ規定ニ依リ非サレハ引續キ其ノ效力ヲ存ス
鎖覺　コトヲ得ス
書　ヲ閉鎖之ヲ白耳義政府ニ通告ス
　　ハ生スル日ヨリ一年ノ後ニ非サレハ效力ヲ生ス
　　ス
　　ル
　　ヘ
　　シ

始スヘシ

批准アリタルトキハ其ノ寄託後一月ヲ經過シタル後ニ非サレハ效力ヲ生ス

本條約ハ其ノ寄託ノ日ヨリ起算シ一年間閉鎖ノ儘白耳義政府ニ寄託セラルヘシ

第十九條

本條約ハ一國ノ爲ニ又ハ數國ノ爲ニ批准セラルヘシ

批准書ハ直ニ比律悉ノ會議ニ參同シタル諸國ノ爲ニ又ハ此等諸國ノ加盟ヲ待テ一通ヲ作ルヘシ

千九百十年九月二十三日比律悉ニ於テ本書一通ヲ作ル

獨逸國
クラッケル・フォン・シュワルツェンフェルト
ドクトル・グー・ストルックマン

亞爾然丁共和國
アルベルト・デ・ランカス

埃地利國及洪牙利國
エス・クラリー・エ・アルドリンゲン

埃地利國
ステフェン・ウォルムス

洪牙利國
ドクトル・フランソワ・ド・ナジイ

白耳義國
アッベ・ルナール
カペルル
シャルル・ルジューヌ
ルイ・フランク
ポール・セージェル

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 23 septembre 1910.

Pour l'Allemagne :

Signé : KRACKER von SCHWARTZENFELDT.
„ Dr. G. STRUCKMANN.

Pour la République Argentine :

Signé : ALBERTO BLANCAS.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

Signé : S. CLARY et ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

Signé : STEPHEN WORMS.

Pour la Hongrie :

Signé : Dr. FRANÇOIS de NAGY.

Pour la Belgique :

Signé : A. BEERNAERT.
„ CAPELLE.
„ CH. LEJEUNE.
„ LOUIS FRANCK.
„ PAUL SEGERS.

伯剌西爾合衆國
ロドリゴ、オクタヴィオ、デ、ランガルド、メネセス

智利國
エフニ、ブーガ・ボルネ

玖瑪共和國
ドクトル、エフニ、サヤス

丁抹國
ウニ、グレフニンコツブ、カステンスキヨルド
ヘルマン、ハルキール

西班牙國
アルツロ、デ、バゲール
フアン、スポツトルノ
ラモン、サンチエス、デ、オカニヤ
フアウスチノ、ア、デル、マンサノ

亞米利加合衆國
ウオルター、シー、ノイエス
チヤーレス、シー、バーリンガム
エー、ジエー、モンテーグ
エドウイン、ダブルユー、スミス

Pour les États-Unis du Brésil:
Signé: RODRIGO OCTAVIO DE LANGGAARD MENEZES.

Pour le Chili:
Signé: F. PUGA-BORNE.

Pour la République de Cuba:
Signé: DR. F ZAYAS.

Pour le Danemark:
Signé: W. GREVENKOP CASTENSKIOLD.
„ HERMAN HALKIER.

Pour l'Espagne:
Signé: ARTURO DE BAGUER.
„ JUAN SPOTTORNO.
„ RAMON SANCHEZ DE OCAÑA.
„ FAUSTINO A. DEL MANZANO.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
Signé: WALTER C. NOYES.
„ CHARLES C. BURLINGHAM.
„ A. J. MONTAGUE.
„ EDWIN W. SMITH.

佛蘭西國
ボー
シヤルル、リヨン・カン

大不列顛國
アーサー、エツチ、ハーヂング
ダブルユー、ピツクフオード
レスリー、スコツト
ヒユー、ゴツドレー

希臘國
ジー、ヂオブニオチス

伊太利國
公爵デ、カスタニエト
フランチエスコ、ベルリンジエリ
フランチエスコ、エメ、ミレルリ
ブルフエツソル、チエザール、ヴイヴアンテ

日本國
鍋島桂次郎
入江良之
石川武之
松田道一

Pour la France:
Signé: BEAU.
„ CH. LYON-CAEN.

Pour la Grande-Bretagne:
Signé: ARTHUR H. HARDINGE.
„ W. PICKFORD
„ LESLIE SCOTT.
„ HUGH GODLEY.

Pour la Grèce:
Signé: G. DIOBOUNIOTIS.

Pour l'Italie:
Signé: PRINCE DE CASTAGNETO.
„ FRANCESCO BERLINGIERI.
„ FRANCESCO M. MIRELLI.
„ PROF. CÉSAR VIVANTE.

Pour le Japon:
Signé: K. NABESHIMA.
„ Y. IRIÉ.
„ T. ISHIKAWA.
„ M. MATSUDA.

墨西哥合衆國
エンリーケ、オラルテ
ビクトル、マヌエル、カスチーヨ

「ニカラグア」國
レオン、ヴァエース

諾威國
ハーゲループ

和蘭國
ペー、エル、アー、メルフィル、ファン、カルン
ベー
モレングラーフ
ロー、デル
チェー、デー、アッセル

葡萄牙國
アー、デー、デー、オリヴェイラ、ソアレス

羅馬尼亞國
テー、ジー、チュラ

露西亞國
セー、ナボコフ

Pour les États-Unis Mexicains :

Signé : ENRIQUE OLARTE.

„ VICTOR MANUEL CASTILLO.

Pour le Nicaragua :

Signé : LÉON VALLEZ.

Pour la Norvège :

Signé : HAGERUP.

„ CHR. TH. BOE.

Pour les Pays-Bas :

Signé : P. R. A. MELVILL VAN CARNBEE.

„ MOLENGRAAFF.

„ LODER.

„ C. D. ASSER.

Pour le Portugal :

Signé : A. D. DE OLIVEIRA SOARES.

Pour la Roumanie :

Signé : T. G. DJUVARA.

Pour la Russie :

Signé : C. NABOKOFF.

瑞典國
アルベルト、エーレンスワルド
アイナル、ランゲ

「ウルグエー」國
ルイス、ガラベルリ

Pour la Suède :

Signé : ALBERT EHRENSVARD.

„ EINAR LANGE.

Pour l'Uruguay :

Signé : LUIS GARABELLI.

海難ニ於ケル救援救助ニ付テノ規定ノ統一ニ關スル條約批准書寄託調書

一九一三年（大正二年）二月一日

PROCÈS-VERBAL DE DÉPÔT DES RATIFICATIONS.

Les ratifications sur la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, conclue à Bruxelles le 23 septembre 1910, de même que sur le Protocole de signature y annexé, devant, aux termes de l'article 18 de la Convention, être déposées à Bruxelles, le présent procès-verval a été dressé à cet effet au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique.

Ont été présentées au dépôt le Ier février 1913:

Les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

Signé : v. FLOTOW.

Les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie.

Signé : S. CLARY ET ALDRINGEN.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges.

Signé : J. DAVIGNON.

Les ratifications du Président des Etas-Unis d'Amérique.

Signé : THEODORE MARBURG.

Les ratifications du Président de la République française.

Signé : A. KLOBUKOWSKI.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes.

Signé : F. H. VILLIERS.

Les retifications du Président des Etats-Unis Mexicains.

Signé : F. GAMBOA.

Les ratifications de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

Signé : O. D. VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

Les ratifications de Sa Majesté le Roi de Roumanie.

Signé : G. M. MITILINEU.

Les ratifications de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

Signé : KOUDACHEFF.

La date du Ier février 1913 marquera le point de départ du délai d'un mois stipulé à l'article 18 de la Convention pour la mise en vigueur de celle-ci.

Conformément aux sitipulations dudit article, les Etats signataires de la Convention qui n'ont pu déposer leurs ratifications à la date du Ier février 1913 conserveront, pendant une année encore à partir de cette dernière date, la faculté de procéder à la formalité dont il s'agit.

Bruxelles, le Ier février 1913.

Le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique,

Signé : J. DAVIGNON.

Au moment de procéder au dépôt des ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, le Gouvernment allemand a déclaré adhérer aux Conventions pour toutes ses Colonies, sous réserve de n'en pas appliquer les règles aux indigènes et à leurs assimilés.

En déposant les ratifications de Sa Majesté Britannique sur les Conventions maritimes internationales signées à Bruxelles le 23 septembre 1910, le Ministre de Sa Majesté Britannique à Bruxelles déclare, conformément aux dispositions du Protocole de signature, signé à la même occasion, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique adhère aux Conventions pour les Colonies britanniques et Possessions étrangères suivantes :

Inde ;
Bahamas ;
Barbades ;
Bermudes ;
Guyane britannique ;
Honduras britannique ;
Ceylan ;
Iles Fakland et leurs dépendances ;
Fidji ;
Gambie ;
Gibraltar ;
Côte d'or ;
Grenade ;
Hongkong ;
Jamaïque, y compris les Iles Turques et Caïques et les Iles Cayman ;
Iles Sous-le-Vent : Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe Nevis, Iles Vierges ;
Malte ;
Maurice ;
Ile Norfolk ;
Papoua ;
Sainte-Hélène ;
Sainte-Lucie ;
Saint-Vincent ;
Seychelles ;
Sierra Leone ;
Nigerie du Sud, y compris le Protectorat ;
Straits Settlements, y compris Labuan ;
Trinité et Tabago ;

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique adhère également auxdites Conventions pour l'Ile de Chypre, pour les Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri-Sembilan et Pahang, pour les

Protectorats britanniques suivants :
Protectorat de l'Afrique Orientale ;
Protectorat des Iles Gilbert et Ellice ;
Protectorat des Iles Salomon ;
Protectorat du Somaliland ;
et pour Wei-hai-Wei.

Signé : F. H. VILLIERS.

海難ニ於ケル救援救助ニ付テノ規定ノ統一ニ關スル條約締約國一覽表

國名	批准書寄託ノ日	加入ノ日
獨逸國	一九一三、二、一	
米國	一九一三、二、一	
墺洪國	一九一三、二、一	
白耳義國	一九一三、二、一	
「ブラジル」國	一九一三、一二、三一	
丁抹國	一九一三、六、一八	
「ダンチッヒ」自由市		一九二一、一二、一
佛蘭西國	一九一三、二、一	
「グレート、ブリテン」國	一九一三、二、一	
「カナダ」		一九一四、九、二五
「ニュー、ジーランド」		一九一三、五、一九
印度		一九一三、二、一
「ニューファウンドランド」		一九一四、四、二〇
「アンティグア」		一九一三、二、一
「バハマ」		一九一三、二、一
「バルバドス」		一九一三、二、一
「バームダス」		一九一三、二、一
英領「ギアナ」		一九一三、二、一
英領「ホンデュラス」		一九一三、二、一
「カイマン」		一九一三、二、一
「セイロン」		一九一三、二、一
「サイプラス」		一九一三、二、一
「ドミニカ」		一九一三、二、一
東部「アフリカ」保護領		一九一三、二、一
「フォークランド」		一九一三、二、一
馬來聯邦		一九一三、二、一
「フィージー」		一九一三、二、一
「ガンビア」		一九一三、二、一
「ジブラルタル」		一九一三、二、一
「ギルバート」及「エリス」		一九一三、二、一
「ゴールド、コースト」		一九一三、二、一
「グレナダ」		一九一三、二、一
香港		一九一三、二、一
「ジャマイカ」		一九一三、二、一
「モルタ」		一九一三、二、一
「モーリシアス」		一九一三、二、一
「モントセラット」		一九一三、二、一
「ノーフォーク」		一九一三、二、一
「パプア」		一九一三、二、一
「セント、ヘレナ」		一九一三、二、一
「セント、クリストファ」及「ネヴィス」		一九一三、二、一
「セント、ルシア」		一九一三、二、一
「セント、ヴィンセント」		一九一三、二、一
「セイシェル」		一九一三、二、一
「シエラ、レオン」		一九一三、二、一
「ソロモン」		一九一三、二、一
「ソマリランド」		一九一三、二、一
南「ニーゼリア」		一九一三、二、一
海峽殖民地及「ラブアン」		一九一三、二、一
「トリニダッド」及「トバゴ」		一九一三、二、一
「タークス」及「カイコス」		一九一三、二、一
「ヴァージン」		一九一三、二、一
威海衛		一九一三、二、一
希臘國	一九一三、一〇、一五	
伊太利國	一九一三、六、二	
「エリトリア」		一九一三、六、二
伊領「ソマリランド」		一九一三、六、二

日本國	一九一四、一、一二	
「メキシコ」國	一九一三、二、一	
諸威國	一九一三、一一、一二	
和蘭國	一九一三、二、一	
「ポーランド」國		一九二一、一二、一
「ポルトガル」國	一九一三、七、二五	

葡領殖民地		一九一四、八、三〇
「ルーマニア」國	一九一三、二、一	
露西亞國	一九一三、二、一	
瑞典國	一九一三、一一、一二	
「サルヴァイ」國		一九一五、七、二四

前二條約附屬議定書

一九一〇年（明治四三年）九月二三日比律悉ニ於テ調印（佛文）

一九一四年（大正三年）二月一〇日告示

本日締結シタル船舶衝突及海難ニ於ケル救援救助ニ付テノ規定ノ統一ニ關スル條約ニ署名スルニ當リ下ニ署名シタル全權委員ハ左ノ如ク協定セリ

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

(*des deux Conventions précitées*).

Signé à Bruxelles, en français, le 23 Septembre 1910 (43ème année de Meiji).
Publié le 10 Février 1914 (3ème année de Taishô).

Au moment de procéder à la signature des Conventions pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage et en matière d'assistance et de sauvetage maritimes conclues à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

前記ノ條約ノ規定ハ左ノ留保ノ下ニ締約國ノ殖民地及屬地ニ適用スヘキモノトス

一　獨逸國政府ハ其ノ殖民地ニ付テハ決定ヲ留保スルコトヲ宣言ス同政府ハ其ノ各殖民地ノ爲各別ニ前記條約ニ加盟シ又ハ之ヲ廢棄スル權利ヲ留保ス

二　丁抹國政府ハ「アイスランド」及丁抹國殖民地、屬地ノ爲各別ニ前記條約ニ加盟シ又ハ之ヲ廢棄スル權利ヲ留保スルコトヲ宣言ス

三　亞米利加合衆國政府ハ其ノ屬地諸島ノ爲前記條約ニ加盟シ又ハ之ヲ廢棄スル權利ヲ留保スルコトヲ宣言ス

四　大不列顛國皇帝陛下ノ政府ハ其ノ各殖民地、各保護國及領地竝「サイプラス」島ノ爲各別ニ前記條約ニ加盟シ又ハ之ヲ廢棄スル權利ヲ留保スルコトヲ宣言ス

五　伊太利國政府ハ其ノ屬領及殖民地ノ爲前記條約ニ後日加盟スルコトヲ留保ス

Les dispositions desdites Conventions seront applicables aux colonies et possessions des Puissances cotractantes, sous les réserves ci-après :

I. Le Gouvernement allemand déclare réserver ses résolutions au sujet de ses colonies. Il se réserve, pour chacune de celles-ci séparément, le droit d'adhérer aux Conventions et de les dénoncer.

II. Le Gouvernement danois déclare se réserver le droit d'adhérer auxdites Conventions et de les dénoncer pour l'Islande et les colonies ou possessions danoises séparément.

III. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique déclare se réserver le droit d'adhérer auxdites Conventions et de les dénoncer pour les Possessions insulaires des États-Unis d'Amérique.

IV. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare se réserver le droit d'adhérer auxdites Conventions et de les dénoncer pour chacune des colonies, chacun des protectorats et territoires britanniques séparément, ainsi que pour l'île de Chypre.

V. Le Gouvernement italien se réserve d'adhérer ultérieurement aux Conventions pour les

六　和蘭國政府ハ其ノ殖民地及屬地ノ爲前記條約ニ後日加盟スルコトヲ留保ス

七　葡萄牙國政府ハ葡萄牙國殖民地ノ爲前記條約ニ後日加盟スル權利ヲ留保スルコトヲ宣言ス

前記ノ加盟ハ一切ノ殖民地及屬地ヲ包含スル總括的宣言ニ依リ又ハ各別ノ宣言ニ依リテ之ヲ通告スルコトヲ得加盟及廢棄ヲ爲スニハ本日附ノ二條約ニ示シタル手續ヲ遵守スヘキモノトス仍加盟ハ批准覺書ニ依リテモ亦之ヲ爲スヲ得ヘキコトヲ協定ス

右證據トシテ下ニ署名シタル全權委員ハ本議定書ヲ作成ス本議定書ハ其ノ條項カ關係各條約ノ本文中ニ記載セラレタルト同一ノ效力ヲ有ス

千九百十年九月二十三日比律悉ニ於テ本書一通ヲ作ル

dépendances et colonies italiennes.

VI. Le Gouvernement des Pays-Bas se réserve d'adhérer ultérieurement aux Conventions pour les colonies et possessions néerlandaises.

VII. Le Gouvernement portugais déclare se réserver le droit d'adhérer ultérieurement aux Conventions pour les colonies portugaises.

Ces adhésions pourront être notifiées soit par une déclaration générale comprenant toutes les colonies et possesssions, soit par des déclarations spéciales. Pour les adhésions et dénonciations, on observera éventuellement la procédure indiquée dans les deux Conventions de ce jour. Il est entendu toutefois que lesdites adhésions pourront également être constatées dans le procès-verbal des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 23 septembre 1910.

獨逸國
クラッケル、フォン、シュワルツェンフェルト
ドクトル、ゲー、ストルックマン

亞爾然丁共和國
アルベルト、ブランカス

墺地利國及洪牙利國
エス、クラリー、エ、アルドリンゲン

墺地利國
ステフェン、ウォルムス

洪牙利國
ドクトル、フランソワ、ド、ナジイ

白耳義國
ア、ベルナール
カッペル
シャルル、ルジュース
ルイ、フランク
ポール、セージェル

伯剌西爾合衆國
ロドリゴ、オクタヴィオ、デ、ランガルド、メネセス

Pour l'Allemagne :
Signé : KRACKER VON SCHWARTZENFELDT.
„ DR. G. STRUCKMANN.

Pour la République Argentine :
Signé : ALBERTO BLANCAS.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :
Signé : S. CLARY ET ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :
Signé : STEPHEN WORMS.

Pour la Hongrie :
Signé : DR. FRANÇOIS DE NAGY.

Pour la Belgique :
Signé : A. BEERNAERT.
„ CAPELLE.
„ CH. LEJEUNE.
„ LOUIS FRANCK.
„ PAUL SEGERS.

Pour les États-Unis du Brésil :
Signé : RODRIGO OCTAVIO DE LANGGAARD MENEZES.

智利國
エフ・ブー・ガ・ボルネ

玖瑪共和國
ドクトル・エフ・ザヤス

丁抹國
サ・グレフェンコッブ・カステンスキヨルド

ヘルマン・バルキール

西班牙國
アルツロ・デ・バゲール
フアン・スポットルノ
ラモン・サンチェス・デ・オカニヤ
フアウスチノ・アデルマンサノ

亞米利加合衆國
ウォルター・シー・ノイエス
チャーレス・シー・バーリンガム
エー・ジェー・モンテーグ
ルユー・ビックフォードン
スミス

佛蘭西國
ボー

Pour le Chili :

Signé : F. PUGA-BORNE.

Pour la République de Cuba :

Signé : Dr. F. ZAYAS.

Pour le Danemark :

Signé : W. GREVENKOP CASTENSKIOLD.

„ HERMAN HALKIER.

Pour l'Espagne :

Signé : ARTURO de BAGUER.

„ JUAN SPOTTORNO.

„ RAMON SANCHEZ de OCAÑA.

„ FAUSTINO A. del MANZANO.

Pour les États-Unis d'Amérique :

Signé : WALTER C. NOYES.

„ CHARLES C. BURLINGHAM.

„ A. J. MONTAGUE.

„ EDWIN W. SMITH.

Pour la France :

Signé : BEAU.

シャルル・リヨン・カン

大不列顛國
アーサー・エッチ・バーデング
ルユー・ビックフォード
レスリー・スコット
ヒュー・ゴッドレー

希臘國
ジー・チオブニオチス

伊太利國
公爵デ・カスタニエト
フランチェスコ・ベルリンジ
フランチェスコ・エム・ミレルリ
ブロフェッソル・チェザーレ・ヴィヴァンテ

日本國
鍋島桂次郎
石川武良之
入江良之
松田道一

墨西哥合衆國
エンリーケ・オラルテ

„ CH. LYON-CAEN.

Pour la Grande-Bretagne :

Signé : ARTHUR H. HARDINGE.

„ W. PICKFORD.

„ LESLIE SCOTT.

„ HUGH GODLEY.

Pour la Grèce :

Signé : G. DIOBOUNIOTIS.

Pour l'Italie :

Signé : PRINCE de CASTAGNETO.

„ FRANCESCO BERLINGIERI.

„ FRANCESCO M. MIRELLI.

„ Prof. CÉSAR VIVANTE.

Pour le Japon :

Signé : K. NABESHIMA.

„ Y. IRIÉ.

„ T. ISHIKAWA.

„ M. MATSUDA.

Pour les États-Unis Mexicains :

Signé : ENRIQUE OLARTE.

ザイクト・マヌエル・カスチーヨ
「ニカラグア」國
諾威國　レオンヴァエース
バーゲルーブ
クリスチャン・テオドール・ボー
和蘭國　ベーエル・アー・メルフィル・ファン・カルソン
モレングラアーフ
ローデル
チェー・デー・アッセル
葡萄牙國　アー・デー・デ・オリヴェイラ・ソアレス
羅馬尼亞國　テー・ジー・デ・ヴァラ
露西亞國　セー・ナボコフ
瑞典國　アルベルト・エーレンスワルド

„ VICTOR MANUEL CASTILLO.

Pour le Nicaragua :

Signé : LÉON VALLEZ.

Pour la Norvège :

Signé : HAGERUP.

„ CHR. TH. BOE.

Pour les Pays-Bas :

Signé : P.R.A. MELVILL VAN CARNBEE.

„ MOLENGRAAFF.

„ LODER.

„ C. D. ASSER.

Pour le Portugal :

Signé : A. D. DE OLIVEIRA SOARES.

Pour la Roumanie :

Signé : T. G. DJUVARA.

Pour la Russie :

Signé : C. NABOKOFF.

Pour la Suède : .

Signé : ALBERT EHRENSVARD.

„ EINAR LANGE.

Pour l'Uruguay :

Signé : LUIS GARABELLI.

海法會議諸條約締約國一覽表

（表中加トアルハ批准書ヲ交換シ又ハ加入ヲ通告シタル意味ヲ示ス）

國名	一般規則條約ノ衝突ニ關スル統一ニ付テノ議定書	海難ニ於ケル救助ニ關スル統一ニ付テノ議定書
「ガナダ」	加	加
「アルゼンチン」國	署	署
佛蘭西國	署	署
「ブラジル」國	署	署
白耳義國	署	署
埃地利匈牙利國	署	署
米國		署
獨逸國	署	署
「ビクトリア」自由市		加
丁抹國	署	署
「フランクル」國	署	署
「ビクトリア」自由市		加
佛蘭西國	署	署
「アルゼンチン」國	署	署
「カナダ」	加	加

國名	一般規則條約ノ衝突ニ關スル統一ニ付テノ議定書	海難ニ於ケル救助ニ關スル統一ニ付テノ議定書
「ザイブラス」	加	加
「セイロン」	加	加
「ガイアナ」	加	加
英領「ホンデュラス」	加	加
英領「ギアナ」	加	加
「バームダス」	加	加
「バルバドス」	加	加
「バハマ」	加	加
「アンティグア」	加	加
「ニューファンドランド」	加	加
印度	加	加
「ニュージーランド」	加	加
保護部「アフリカ」領	加	加
「ドミニカ」	加	加

「ニカラアグ」國	寄	
「メキシコ」國	寄	寄
日本國	寄	寄
「シャム」國		加
「エリトリア」		加
伊太利國	寄	寄
希臘國	寄	寄
義洪衛	加	加
「グアーシン」	加	加
「カメークス」及「トルコ」	加	加
「トルコ」及「トルコメニスタン」	加	加
「海峽ヲアホン」民地及	加	加
南「ニーゼリア」	加	加
「ソマリランド」	加	加
「ソロモン」	加	加
「シエラレオン」	加	加
「セイシエル」	加	加
「セントビンセント」	加	加

「ア」モンドルシ「ンスアト」及「グトモンイ」	加	加
「ナ」モンドベン	加	加
「バ　ア」	加	加
「ノーフオーク」	加	加
「トンモラック」	加	加
「モーリシアス」	加	加
「モルタ」	加	加
「ジヤマイカ」	加	加
香港	加	加
「ア　レナダ」	加	加
「スコトールド」ヨー及	加	加
「ヨギルバートド」及	加	加
「シアラルタル」	加	加
「ガンヒア」	加	加
「フィージー」	加	加
馬來聯邦	加	加
「フオークラン」	加	加

諸威國	寄	寄
和蘭國	寄	寄
「ポーランド」國		加
「ポルトガル」國	寄	寄
屬領殖民地		加

「ルーマニア」國	寄	寄
露西亞國	寄	寄
瑞典國	寄	寄
「ウルツアイ」國	加	加

第二十五　膃肭獸條約

NO. 25. PHOQUE.

第二十五　膃肭獸條約

膃肭獸保護條約

一九一一年（明治四四年）七月七日華盛頓ニ於テ調印（英文）
同　年　一一月六日批准
同　年　一二月一二日批准書寄託（華盛頓）
同　年　同月一四日公布

亞米利加合衆國、大不列顛愛蘭聯合王國大不列顛海外領土皇帝印度皇帝陛下、日本國皇帝陛下及全露西亞國皇帝陛下ハ北太平洋ノ洋海ニ來集スル膃肭獸ノ保存及保護ノ爲有效ナル手段ヲ採ラムコトヲ欲シ之カ爲ニ條約ヲ締結スルコトニ決定シ

NO. 25. PHOQUE.

CONVENTION
FOR
THE PROTECTION OF FUR SEALS.

Signed at Washington, in English, July 7, 1911 (44th year of Meiji).
Ratified November 6, 1911.
Ratifications deposited at Washington, December 12, 1911.
Promulgated December 14, 1911.

The United States of America, His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Majesty the Emperor of Japan and His Majesty the Emperor of all the Russias, being desirous of adopting effective means for the preservation and protection of the fur seals which frequent the waters of the North Pacific Ocean, have resolved to conclude a

亞米利加合衆國大統領ハ合衆國商働務卿チヤールス、ネーゲル及國務省參事官チヤンドラー、ピー、アンダーソンヲ

大不列顛國皇帝陛下ハ其ノ亞米利加合衆國駐劄特命全權大使「ゼ、オーダー、オフ、メリット」ゼ、ライト、オノラブル、ジェームス、ブライス及加奈陀外事次官「コンマンダー、オフ、ローヤル、ヴイクトリアン、オーダー、エンド、コンパニオン、オフ、ゼ、オーダー、オフ、セント、マイケル、エンド、セント、ジョージ」ジョセフ、ボープヲ

日本國皇帝陛下ハ其ノ亞米利加合衆國駐劄特命全權大使從三位勳一等男爵內田康哉及農商務省水產局長正四位勳三等道家齊ヲ

全露西亞國皇帝陛下ハ其ノ摩洛哥國駐劄特命全權

Covention for the purpose, and to that end have named as their Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, the Honorable Charles Nagel, Secretary of Commerce and Labor of the United States, and the Honorable Chandler P. Anderson, Counselor of the Department of State of the United States;

His Britannic Majesty, the Right Honorable James Bryce, of the Order of Merit, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, and Joseph Pope, Esquire, Commander of the Royal Victorian Order and Companion of Order of St. Michael and St. George, Under Secretary of State of Canada for External Affairs;

His Majesty the Emperor of Japan, Baron Yasuya Uchida, Jusammi, Grand Cordon of the Imperial Order of the Rising Sun, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington; and the Honorable Hitoshi Dauké, Shoshii, Third Class of the Imperial Order of the Rising Sun, Director of the Bureau of Fisheries, Department of Agriculture and Commerce;

His Majesty the Emperor of all the Russias,

保護區域內ニ於ケル膃肭獸ノ獵獲禁止

右禁止ヲ犯シタル場合ニ於ケル拿捕抑留

拿捕抑留セラレタル者又ハ船舶ノ引

公使「チヤンバレーン、オフ、ヒズ、マジェスチース、コート」ピェール、ボットキン及外務省員男爵ボリス、ノールドヲ

各其ノ全權委員ニ任命セリ因テ各全權委員ハ互ニ其ノ委任狀ヲ示シ之カ良好妥當ナルヲ認メタル後左ノ諸條ヲ協定セリ

第一條

各締約國ハ相互ニ左ノ事項ヲ約ス

各締約國ノ人民又ハ臣民及凡テ其ノ法令條約ニ服從スヘキ者竝其ノ船舶カ本條約ノ有效期間白令海、勘察加海、「オコツク」海及日本海ヲ包含スル北緯三十度以北ノ北太平洋ノ洋海ニ於テ膃肭獸ノ海上獵獲ヲ爲スヲ禁止スヘキコト

右ノ禁止ヲ犯シタル者及船舶ハ各締約國ノ海軍將校其ノ他相當ノ權限アル官吏ニ於テ之ヲ拿捕抑留スルヲ得ルコト但シ拿捕ハ他ノ締約國ノ領海內ニ非サル場合ニ限ル

拿捕抑留セラレタル者又ハ船舶ハ成ルヘク速ニ拿捕地最近ノ地點其ノ他互ニ協定スルコトアル

the Honorable Pierre Botkine, Chamberlain of His Majesty's Court, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco, and Baron Boris Nolde, of the Foreign Office;

Who, after having communicated to one another their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles:

Article I.

The High Contracting Parties mutually and reciprocally agree that their citizens and subjects respectively, and all persons subject to their laws and treaties, and their vessels, shall be prohibited, while this Convention remains in force, from engaging in pelagic sealing in the waters of the North Pacific Ocean, north of the thirtieth parallel of north latitude and including the Seas of Bering, Kamchatka, Okhotsk and Japan, and that every such person and vessel offending against such prohibition may be seized, except within the territorial jurisdiction of one of the other Powers, and detained by the naval or other duly commissioned officers of any of the Parties to this

船ノ作業ニ關聯スル目的ノ爲何レノ洋海ニ於ケル何レノ場所タルトヲ問ハス第一條ニ掲クル保護區域内ノ洋海ニ於テ獵獲シ又ハ帆ヲ用キテ推進シ一隻ノ乘員五人ヲ超過セサル類ノ使用セラレサル「カヌー」ヲ以テ運搬セラレ又ハ他船ト相關聯シテ專ラ捕獲ノ權ヲ有スル何レノ港灣タルトヲ問ハス第一條ニ掲クル區域内ニ於ケル何レノ場所ニ於テモ之ヲ使用シ又ハ之ヲ使用スルノ目的ヲ以テ自國ノ領水ニ入リタル船舶ニ關シ各締約國ハ自國ニ於ケル何レノ港灣ニ於テモ之ヲ使用シ又ハ之ヲ使用スルノ目的ヲ以テ自國ノ領水ニ入リタル船舶ニ關シ

第二條

各締約國ハ自國ニ於ケル何レノ港灣ニ於テモ之ヲ使用シ又ハ之ヲ使用スルノ目的ヲ以テ自國ノ領水ニ入リタル船舶ニ關シ各締約國ハ自國ニ於ケル何レノ港灣ニ於テモ之ヲ使用シ又ハ之ヲ使用スルノ目的ヲ以テ自國ノ領水ニ入リタル船舶ニ關シ

Convention, to be delivered as soon as practicable to an authorized official of their own nation at the nearest point to the place of seizure, or elsewhere as may be mutually agreed upon; and that the authorities of the nation to which such person or vessel belongs alone shall have jurisdiction to try the offense and impose the penalties for the same; and that the witnesses and proofs necessary to establish the offense, so far as they are under the control of any of the Parties to this Convention, shall also be furnished with all reasonable promptitude to the proper authorities having jurisdiction to try the offense.

ARTICLE II.

Each of the High Contracting Parties further agrees that no person or vessel shall be permitted to use any of its ports or harbors or any part of its territory for any purposes whatsoever connected with the operations of pelagic sealing in the waters within the protected area mentioned in Article 1.

第三條

各締約國ハ第一條ニ掲クル保護區域内ノ洋海ニ於テ獵獲シ又ハ帆ヲ用キテ推進シ一隻ノ乘員五人ヲ超過セサル類ノ使用セラレサル「カヌー」ヲ以テ運搬セラレ又ハ他船ト相關聯シテ專ラ捕獲ノ權ヲ有スル何レノ港灣タルトヲ問ハス第一條ニ掲クル區域内ノ洋海ニ於テモ之ヲ使用シ又ハ之ヲ使用スルノ目的ヲ以テ自國ノ領水ニ入リタル船舶ニ關シ各締約國ハ自國ニ於ケル何レノ港灣ニ於テモ之ヲ使用シ又ハ之ヲ使用スルノ目的ヲ以テ自國ノ領水ニ入リタル船舶ニ關シ

第四條

各締約國ハ第一條ニ掲クル洋海ノ沿岸ニ棲息スル土人、「アイノ」人、「アリュート」人其ノ他ノ印甸人、「エスキモー」人、「アレウト」人其ノ他ノ北太平洋ノ獵獲ニ關スル船舶ノ所屬國官憲ノミニ於テ犯罪者又ハ船舶ノ所屬國ノ當該官吏ニ引渡スヘキ場所ニ於ケル其ノ所屬國ノ當該官吏ニ引渡スヘキコト

ARTICLE III.

Each of the High Contracting Parties further agrees that no sealskins taken in the waters of the North Pacific Ocean within the protected area mentioned in Article 1, and no sealskins identified as the species known as *Callorhinus alascanus*, *Callorhinus ursinus*, and *Callorhinus kurilensis*, and belonging to the American, Russian or Japanese herds, except such as are taken under the authority of the respective Powers to which the breeding grounds of such herds belong and have been officially marked and certified as having been so taken, shall be permitted to be imported or brought into the territory of any of the Parties to this Convention.

ARTICLE IV.

It is further agreed that the provisions of this Convention shall not apply to Indians, Ainos, Aleuts, or other aborigines dwelling on the coast of the waters mentioned in Article 1, who carry on pelagic sealing in canoes not transported by or used in connection with other vessels, and

propelled entirely by oars, paddles, or sails, and manned by not more than five persons each, in the way hitherto practiced and without the use of firearms; provided that such aborigines are not in the employment of other persons, or under contract to deliver the skins to any person.

Article V.

Each of the High Contracting Parties agrees that it will not permit its citizens or subjects or their vessels to kill, capture or pursue beyond the distance of three miles from the shore line of its territories sea otters in any part of the waters mentioned in Article 1 of this Convention.

Article VI.

Each of the High Contracting Parties agrees to enact and enforce such legislation as may be necessary to make effective the foregoing provisions with appropriate penalties for violations thereof.

Article VII.

It is agreed on the part of the United States, Japan and Russia that each respectively will maintain a guard or patrol in the waters frequented by the seal herd in the protection of which it is especially interested, so far as may be necessary for the enforcement of the foregoing provisions.

Article VIII.

All of the High Contracting Parties agree to cooperate with each other in taking such measures as may be appropriate and available for the purpose of preventing pelagic sealing in the prohibited area mentioned in Article 1.

Article IX.

The term pelagic sealing is hereby defined for the purposes of this Convention as meaning the killing, capturing or pursuing in any manner whatsoever of fur seals at sea.

Article X.

The United States agrees that of the total number of sealskins taken annually under the authority of the United States upon the Pribilof

皮ノ額竝本規定ト米國立法權トノ關係

年々獲取スル膃肭獸皮ノ總數中數量及價格ノ孰レヨリスルモ之カ百分ノ十五ニ相當スルモノヲ加奈陀政府ノ公認代表者ニ、同上總數量及價格ノ百分ノ十五ニ相當スルモノヲ日本國政府ノ公認代表者ニ毎獵季ノ終ニ「プリビロフ」島ニ於テ引渡スヘキコトヲ約ス但シ此ノ規定ハ合衆國カ何時ニテモ其ノ管轄内ニ在リテ膃肭獸群ノ保護保存又ハ蕃殖ニ必要ナリト認ムル島嶼又ハ海岸ニ於テ膃肭獸皮ヲ獲取スルコトヲ全然停止スルノ權利竝何レノ獵季ヲ問ハス獸皮ノ獲取數及獵獲ノ方法時期場所ニ關シ獸群ノ保護保存又ハ蕃殖ニ必要ナリト認ムル制限及規定ヲ設クルノ權利ニ對シ何等ノ拘束ヲ加フルモノニ非ス

合衆國ヨリ日英兩國ヘ前拂金ノ支拂

第十一條

合衆國ハ日英兩國カ本條約ノ規定ニ依リ各自受領ノ權利ヲ有スル膃肭獸皮ノ各二十萬弗ニ相當スヘ

Islands or any other islands or shores of the waters mentioned in Article 1 subject to the jurisdiction of the United States to which any seal herds hereafter resort, there shall be delivered at the Pribilof Islands at the end of each season fifteen per cent (15%) gross in number and value thereof to an authorized agent of the Canadian Government and fifteen per cent (15%) gross in number and value thereof to an authorized agent of the Japanese Government; provided, however, that nothing herein contained shall restrict the right of the United States at any time and from time to time to suspend altogether the taking of sealskins on such islands or shores subject to its jurisdiction, and to impose such restrictions and regulations upon the total number of skins to be taken in any season and the manner and times and places of taking them as may seem necessary to protect and preserve the seal herd or to increase its number.

Article XI.

The United States further agrees to pay the sum of two hundred thousand dollars ($200,000)

竝計算法

キ數量ニ代ヘテ前拂金トシテ本條約實施ノ際大不列顛國ニ二十萬弗日本國ニ二十萬弗ヲ支拂フヘキコトヲ約ス而シテ獸皮ハ前拂ノ報償トシテ合衆國之ヲ保留スヘシ右ノ計算ハ獸皮ノ引渡ヲナスヘキ際ニ於ケル未精製品ノ倫敦市價（「プリビロフ」島ヨリノ運賃ヲ引去ル）ニ基キ之ヲ爲スヘク若シ該市價ニ付爭議ヲ生シタルトキハ其ノ場合ノ如何ニ依リ或ハ合衆國ト大不列顛國ト或ハ合衆國ト日本國トノ間ニ協定スル審判官之ヲ決定スヘキモノトス

英日兩國ノ最小配分額、禁獵年間ノ受領額、獵殺再始後ニ於ケル兩國受領額ト合衆國ノ支拂金回收

合衆國ハ其ノ獸群ヨリ獲取シタル獸皮中本條約ノ規定ニ依リ大不列顛國及日本國ノ各自受領スヘキ配分額カ毎年一千枚ヲ下ラサルヘキコトヲ約ス此ノ數量カ其ノ年ニ於ケル公定獵殺數ノ百分ノ十五ヲ超過スル場合ト雖亦同シ但シ合衆國カ島嶼ニ棲

to Great Britain and the sum of two hundred thousand dollars ($200,000) to Japan when this Convention goes into effect, as an advance payment in each case in lieu of such number of fur-seal skins to which Great Britain and Japan respectively would be entitled under the provisions of this Convention as would be equivalent in each case to two hundred thousand dollars ($200,000) reckoned at their market value at London at the date of their delivery before dressing and curing and less cost of transportation from the Pribilof Islands, such market value in case of dispute to be determined by an umpire to be agreed upon by the United States and Great Britain, or by the United States and Japan, as the case may be, which skins shall be retained by the United States in satisfaction of such payments.

The United States further agrees that the British and Japanese share respectively of the sealskins taken from the American herd under the terms of this Convention shall be not less than one thousand (1,000) each in any year even if such number is more than fifteen per cent (15%)

息スルノ用ハ土人ノ衣食用又ハ船用ノ外如何ナル目的タルヲ問ハス膃肭獣ノ獵殺ヲ絶對ニ禁止シタル年ニ於テハ合衆國ハ其ノ獵獲セラレタル獸皮ノ配分ニ代ヘテ大不列顛國及日本國ヘ各一萬弗ヲ支拂フヘキコトヲ約ス而シテ大不列顛國及日本國ハ獵殺再始後兩國各自ノ受領額ヨリ前項ノ規定ニ依リ前拂金回收ノ爲合衆國カ保留スヘキ獸皮ヲ引去リタル後尚右兩國ノ各特定ノ最小限タル一千枚ヲ超過シタルトキハ其ノ超過獸皮一枚ニ付キ十弗ヲ支拂フヘシ前拂金回收ノ爲合衆國カ保留スヘキ獸皮ノ數ハ其ノ獵獲セラレタル年ニ於テハ合衆國カ該超過獸皮ヲ更ニ保留スヘキ數ニ充當スルノ權利ヲ有スル本條ノ規定ハ其ノ市價ニ基キテ算出セラレタル獸皮ノ數ニ相當スル金額ヲ總額トシ年四分ノ利子ヲ加ヘタル總額ヨリ右支拂金ノ總額ヲ差引キ其ノ殘額カ保留スヘキ獸皮ノ市價ニ相當スルヲ限度トスル前項ノ規定ハ其ノ獵獲セラレタル獸皮ノ數ニ相當スル金額ヲ總額トシ年四分ノ利子ヲ加ヘタル總額ヨリ右支拂金ノ總額ヲ差引キ殘額カ保留スヘキ獸皮ノ市價ニ相當スルヲ限度トスル

of the number to which the authorized killing is restricted in such year, unless the killing of seals in such year or years shall have been absolutely prohibited by the United States for all purposes except to supply food, clothing, and boat skins for the natives on the islands, in which case the United States agrees to pay to Great Britain and to Japan each the sum of ten thousand dollars ($10,000) annually in lieu of any share of skins during the years when no killing is allowed; and Great Britain agrees, and Japan agrees, that after deducting the skins of their respective shares, which are to be retained by the United States as above provided to reimburse itself for the advance payment aforesaid, the United States shall be entitled to reimburse itself for any annual payments made as herein required, by retaining an additional number of sealskins from the British and Japanese shares respectively over and above the specified minimum allowance of one thousand (1,000) skins in any subsequent year or years when killing is again resumed, until the whole number of skins retained shall equal, reckoned at their market value determined as above provided

ス然レトモ合衆國島嶼ニ來集スル膃肭獸ノ總數ハ其ノ調査上十萬頭以下ニ下リタルトキハ膃肭獸カ官ノ配分ヲ受クル權利ヲ有スル本條ノ規定ハ合衆國カ該島嶼ニ來集スル膃肭獸ノ總數ヲ調査スル爲メ適當ト認ムル方法ヲ執ルノ權利ヲ有スルコトヲ必要トスル金額ヲ超過スル

露國島嶼ニ來集スル總獸數一萬八千

ス但シ此ノ規定ハ露西亞國カ本條約期間ノ最初ノ五年間何時ニテモ其ノ管轄內ニ在リテ膃肭獸群ノ保存保護又ハ蕃殖ニ必要ナリト認ムル島嶼又ハ海岸ニ於テ膃肭獸皮ヲ獲取スルコトヲ全然停止スルノ權利竝本條約ノ有效期間何レノ獵季ヲ問ハス獸皮ノ獲取數及獵獲ノ方法時期場所ニ關シ獸群ノ保存保護又ハ蕃殖ニ必要ナリト認ムル制限及規定ヲ設クルノ權利ニ對シ何等ノ拘束ヲ加フルモノニ非ス尤モ露西亞國ハ本條約期間ノ最後ノ十年間年々其ノ膃肭獸蕃殖地及集合地ニ於ケル膃肭獸總數ノ百分ノ五ヲ下ラサル數ヲ獵殺スヘキコトヲ約ス但シ右ハ上記百分ノ五カ其ノ年ニ上陸スル三歲ノ牡獸ノ百分ノ八十五ヲ超過セサル場合ニ限ル

然レトモ露西亞國島嶼ニ來集スル膃肭獸ノ總數カ官ノ調査上一萬八千頭以內ニ下リタル年ニ於テハ

number and value thereof to an authorized agent of the Japanese Government; provided, however, that nothing herein contained shall restrict the right of Russia at any time and from time to time during the first five years of the term of this Convention to suspend altogether the taking of sealskins on such islands or shores subject to its jurisdiction, and to impose during the term of this Convention such restrictions and regulations upon the total number of skins to be taken in any season, and the manner and times and places of taking them as may seem necessary to preserve and protect the Russian seal herd, or to increase its number; but it is agreed, nevertheless, on the part of Russia that during the last ten years of the term of this Convention not less than five per cent (5%) of the total number of seals on the Russian rookeries and hauling grounds will be killed annually, provided that said five per cent (5%) does not exceed eighty-five per cent (85%) of the three-year-old male seals hauling in such year.

If, however, the total number of seals frequenting the Russian islands in any year falls

頭ヲ下リタル年ニ於ケル獸皮配分及獵殺ノ停止

日本國ヨリ年年米、英、露各政府ニ引渡スヘキ獸皮ノ額竝本規定ト日本國立法權トノ關係

其ノ數カ官ノ調査上再ヒ一萬八千頭ヲ超過スルニ至ル迄前揭獸皮ノ配分ヲ爲サス且島嶼ニ棲息スル土人ノ生計ニ必要ナルモノヲ除クノ外一切ノ膃肭獸ノ獵殺ヲ停止スルコトヲ得

第十三條

日本國ハ海豹島又ハ第一條ニ揭クル洋海ニ在リ將來肭膃獸群ノ來集スルコトアルヘキ同國所屬ノ他ノ島嶼及海岸ニ於テ年々獲取スル膃肭獸皮ノ總數中數量及價格ノ孰レヨリスルモ之カ百分ノ十ニ相當スルモノヲ合衆國政府ノ公認代表者ニ、同上總數量及價格ノ百分ノ十ニ相當スルモノヲ加奈陀政府ノ公認代表者ニ又同上總數量及價格ノ百分ノ十ニ相當スルモノヲ露西亞國政府ノ公認代表者ニ每獵季ノ終ニ海豹島ニ於テ引渡スヘキコトヲ約ス但シ此ノ規定ハ日本國カ本條約期間ノ最初ノ五年間何時ニテモ其ノ管轄內ニ在リテ膃肭獸群ノ保存保護又ハ蕃殖ニ必要ナリト認ムル島嶼又ハ海岸ニ於テ膃肭獸皮ヲ獲取スルコトヲ全然停止スルノ權利

below eighteen thousand (18,000) enumerated by official count, then the allowance of skins mentioned above and all killing of seals except such as may be necessary for the support of the natives on the islands may be suspended until the number of such seals again exceeds eighteen thousand (18,000) enumerated in like manner.

Article XIII.

It is agreed on the part of Japan that of the total number of sealskins taken annually upon Robben Island, or any other islands or shores of the waters defined in Article 1 subject to the jurisdiction of Japan to which any seal herds hereafter resort, there shall be delivered at Robben Island at the end of each season ten per cent (10%) gross in number and value thereof to an authorized agent of the United States Government, ten per cent (10%) gross in number and value thereof to an authorized agent of the Canadian Government, and ten per cent (10%) gross in number and value thereof to an authorized agent of the Russian Government; provided, however, that nothing herein contained shall restrict the right

竝本條約ノ有效期間何レノ獵季ヲ問ハス獸皮ノ獲取數及獵獲ノ方法時期場所ニ關シ獸群ノ保存保護ノ爲メ必要ナリト認ムル制限及規定ヲ設クルノ權利ニ對シ何等ノ拘束ヲ加フルモノニ非ス尤モ日本國ハ本條約期間ノ最後ノ十年間年々其ノ膃肭獸蕃殖地及集合地ニ於ケル膃肭獸總數ノ百分ノ五ヲ下ラサル數ヲ獵殺スヘキコトヲ約ス但シ右ハ上記百分ノ五カ其ノ年ニ上陸スル三歲ノ牡獸ノ百分ノ八十五ヲ超過セサル場合ニ限ル

日本國島嶼ニ來集スル總獸數六千五百頭ヲ下リタル年ニ於ケル獸皮配分

然レトモ日本國島嶼ニ來集スル膃肭獸ノ總數カ官ノ調查上六千五百頭以內ニ下リタル年ニ於テハ其ノ數カ官ノ調查上再ヒ六千五百頭ヲ超過スルニ至ル迄前揭獸皮ノ配分ヲ爲サス且島嶼ニ棲息スル土

of Japan at any time and from time to time during the first five years of the term of this Convention to suspend altogether the taking of sealskins on such islands or shores subject to its jurisdiction, and to impose during the term of this Convention such restrictions and regulations upon the total number of skins to be taken in any season, and the manner and times and places of taking them as may seem necessary to preserve and protect the Japanese herd, or to increase its number; but it is agreed, nevertheless, on the part of Japan that during the last ten years of the term of this Convention not less than five per cent (5%) of the total number of seals on the Japanese rookeries and hauling grounds will be killed annually, provided that said five per cent (5%) does not exceed eighty-five per cent (85%) of the three-year-old male seals hauling in such year.

If, however, the total number of seals frequenting the Japanese islands in any year falls below six thousand five hundred (6,500) enumerated by official count, then the allowance of skins mentioned above and all killing of seals

人ノ生計ニ必要ナルモノヲ除クノ外一切ノ膃肭獸ノ獵殺ヲ停止スルコトヲ得

及獵殺ノ停止

英國ヨリ年米、日露各政府ニ引渡スヘキ獸皮ノ額

第十四條

大不列顚國ハ第一條ニ揭クル洋海ニ在ル同國所屬ノ島嶼及海岸ニ將來膃肭獸群ノ來集スルコトアル場合ニ於テハ本條約期間右獸群ヨリ年々獲取スル膃肭獸皮ノ總數中數量及價格ノ孰レヨリスルモ之カ百分ノ十ニ相當スルモノヲ合衆國政府ノ公認代表者ニ、同上總數量及價格ノ百分ノ十ニ相當スルモノヲ日本國政府ノ公認代表者ニ又同上總數量及價格ノ百分ノ十ニ相當スルモノヲ露西亞國政府ノ公認代表者ニ每獵季ノ終ニ引渡スヘキコトヲ約ス

except such as may be necessary for the support of the natives on the islands may be suspended until the number of such seals again exceeds six thousand five hundred (6,500) enumerated in like manner.

Article XIV.

It is agreed on the part of Great Britain that in case any seal herd hereafter resorts to any islands or shores of the waters defined in Article 1 subject to the jurisdiction of Great Britain, there shall be delivered at the end of each season during the term of this Convention ten per cent (10%) gross in number and value of the total number of sealskins annually taken from such herd to an authorized agent of the United States Government, ten per cent (10%) gross in number and value of the total number of sealskins annually taken from such herd to an authorized agent of the Japanese Government, and ten per cent (10%) gross in number and value of the total number of sealskins annually taken from such herd to an authorized agent of the Russian Government.

本條約ノ規定ハ千九百十一年十二月十五日ヨリ十五年間及其ノ後十二箇月ノ期間延長セラルヘキコトヲ得又本條約終了前何時ニテモ締約國ハ各直ニ必要ナル協議ヲ遂ケンカ爲メ本條約ノ修正ヲ提議スルノ權利ヲ有スヘク又前記ノ期間中ノ或ル時ニ於テ本條約ノ規定ヲ以テ之ニ代フルノ規定ヲ締結シタルトキハ本條約ノ規定ハ其ノ重複スル部分ニ付テハ本條約ハ千九百十一年十二月七日ヲ以テ廢棄セラルヘキコトヲ通告スルノ權利ヲ有スヘシ右ノ通告ヲ爲シタル時ニ於テハ本條約ハ十四箇月ノ期間ノ經過シタルトキニ於テ消滅スヘシ

第十六條

本條約ハ千九百十一年十二月十五日ヨリ十五年間及其ノ後十二箇月ノ期間又ハ本條約ノ規定ニ代フルニ新條約ヲ以テシ且其ノ新條約ニ於テ本條約ノ規定ヲ重複スル部分ニ付テハ本條約ノ規定ヲ廢棄スル旨ヲ規定シタルトキハ千九百十一年十二月七日ヨリ十五年間及其ノ後十二箇月ノ期間又ハ新條約ノ規定ヲ以テ之ニ代フルノ規定ヲ締結シタルトキハ本條約ノ規定ハ其ノ重複スル部分ニ付テハ本條約

（　〃　）P. BOTKINE.
（　〃　）NOLDE.

PROCÈS-VERBAL OF DEPOSIT OF RATIFICATIONS.

Signed at Washington, December 12, 1911 (*44th year of Meiji*).

The Convention for the Protection of Fur Seals signed by the respective Plenipotentiaries of the United States of America, Great Britain, Japan and Russia at Washington on July 7, 1911, having been ratified by the four Governments and the ratifications having been found to conform to one another, the undersigned the Ambassador of Great Britain, the Ambassador of Japan, and the Ambassador of Russia, duly authorized thereto by their respective Governments, do hereby declare that, in conformity with the understanding that has been reached by the Governments signatory of the said Convention as to the form and manner in which the exchange of ratifications provided for in Article 17 of the said Convention shall be effected, they have delivered, and the undersigned Secretary of State of the United States of America hereby declares that he has received, for deposit in the archives of the Government of the United States of America, the respective instruments of ratification by Great Britain, Japan, and Russia, of the said Convention for the Protection of Fur Seals. And the Secretary of State further declares that the instrument of ratification of the said Convention by the President of the United States of America has, in accordance with the understanding above mentioned, been deposited in the archives of the Government of the United States of America, together with the like instruments of ratification of the Sovereigns of Great Britain, Japan, and Russia.

In faith whereof the undersigned have prepared the present procès-verbal in one original, of which a copy, duly certified will be transmitted by the Government of the United States, through

同上批准書等託覚書

一九一一年（明治四四年）十二月十二日華盛頓ニ於テ調印

千九百十一年七月七日華盛頓ニ於テ署名ノ千九百十一年七月四日調印シタル北太平洋ニ於ケル膃肭獣保護條約ハ前記各全権委員ノ右約ニ定メラレタル方法ニ依リ批准セラレタル旨及露西亞國政府ヨリ其ノ批准ハ相互ニ又ハ合衆國政府ニ通告セラレタル事実ヲ認メ且ツ該批准ハ相互ニ矛盾スルモノニアラサルコトヲ以テ各自政府ノ為ニ受領シタル旨ヲ宣言スル為メ前記條約ノ調印ノ後各自政府ヨリ相當ノ権限ヲ賦與セラレタル下ニ署名スル大不列顛國特命全権大使、日本國特命全権大使及露西亞國特命全権大使ハ前記條約第十七條ニ規定シタル前記北太平洋ニ於ケル膃肭獣保護條約ノ調印國タル大不列顛國、日本國及露西亞國ノ各批准書ヲ亞米利加合衆國政府ノ記録中ニ寄託ノ為受領シタル旨ヲ前記條約ノ批准書ハ、前記協議ニ基キ大不列顛國、日本國及露西亞國各皇帝陛下ノ同批准書ト共ニ亞米利加合衆國政府ノ記録中ニ寄託セラレタル事実ヲ認メ且ツ茲ニ前記北太平洋ニ於ケル膃肭獣保護條約ノ大不列顛國、日本國及露西亞國ノ各批准書ヲ亞米利加合衆國政府ノ記録中ニ寄託ノ為交附シタル旨ヲ宣言スル為メ又下ニ署名スル亞米利加合衆國國務卿ハ、ヨットヲ以テ各全権委員ノ面前ニ於テ前記北太平洋ニ於ケル膃肭獣保護條約ノ調印國タル大不列顛國、日本國及露西亞國各皇帝陛下ノ前記條約ノ各批准書ノ認證謄本一通宛ヲ亞米利加合衆國大統領閣下ニ送付スル為メ此批准書等託覚書原本一通ヲ作成シ其認證下名等ハ、此右證據ヲ領ス、大不列顛國、日本國皇帝陛下及露西亞國皇帝陛下ノ為メ各一通宛ヲ作成シ其認證謄本一通ヲ亞米利加合衆國大統領ニ送付シタル事実ヲ認メ且ツ茲ニ前記北太平洋ニ於ケル膃肭獣保護條約ノ調印國タル大不列顛國、日本國及露西亞國ノ各批准書ヲ亞米利加合衆國國務卿ハ、ヨットヲ以テ各全権委員ノ面前ニ於テ前記北太平洋ニ於ケル膃肭獣保護條約ノ調印國タル大不列顛國、日本國及露西亞國ノ各批准書ヲ亞米利加合衆國政府ノ記録中ニ寄託ノ為受領シタル旨ヲ前記條約ノ批准書ハ、前記協議ニ基キ大不列顛國、日本國及露西亞國各皇帝陛下ノ同批准書ト共ニ亞米利加合衆國政府ノ記録中ニ寄託セラレタル事実ヲ認メ且ツ茲ニ前記北太平洋ニ於ケル膃肭獣保護條約ノ調印國タル大不列顛國、日本國及露西亞國ノ各批准書ヲ亞米利加合衆國政府ノ記録中ニ寄託ノ為交附シタル旨ヲ宣言スル為メ又下ニ署名スル亞米利加合衆國國務卿ハ、ヨットヲ以テ各全権委員ノ面前ニ於テ